

une publication du  
Centre juridique  
franco-allemand

Universität des Saarlandes  
D-66041 Saarbrücken

n° 10

**verwaltungsverfahrensgesetz – VwVfG**  
**loi sur la procédure administrative**  
**non contentieuse**

**christian autexier**  
**anne cathaly-stelkens**

(édition synoptique bilingue)  
– 1996 –

**VERWALTUNGSVERFAHRENSGESETZ/  
(VwVfG)**  
vom 25. Mai 1976

(BGBl. I S. 1253), geändert durch Art. 7 Nr. 4 AdoptionsG v. 2.7.1976 (BGBl. I S. 1749), Art. 7 § 3 BetreuungsG. v. 12.9.1990 (BGBl. I S. 2002), Art. 12 Abs. 5 PostneuordnungsG. v. 14.9.1994 (BGBl. I S. 2325) und Art. 1 Gesetz zur Änderung verwaltungsverfahrensrechtlicher Vorschriften v. 2.5.1996 (BGBl. I S. 656)

**BGBI. III 201-6**

**LOI SUR LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE  
NON CONTENTIEUSE**  
du 25 mai 1976

(BGBl. I p. 1253), modifiée par l'article 7 n° 4 de la loi sur l'adoption du 2.7.1976 (BGBl. I p. 1749), article 7 § 3 de la loi sur l'assistance du 12.9.1990 (BGBl. I p. 2002), article 12 al. 5 de la loi portant restructuration de la poste du 14.9.1994 (BGBl. I p. 2325) et art. 1 de la loi portant modification de diverses dispositions de procédure administrative du 2.5.1996 (BGBl. I p. 656)

**Christian AUTEXIER  
Anne CATHALY-STELKENS**



Les "études et documents du c.e.j.f." sont publiés par le CENTRE JURIDIQUE FRANCO-ALLEMAND, avec le soutien de l'Université de la Sarre. Les responsables de cette publication sont Christian ATEXIER et Claude WITZ, directeurs de ce Centre.

#### Avertissements

- Conformément à l'esprit de la collection, les textes reproduits ici ont un caractère provisoire. Si vous désirez les utiliser, vérifier auprès du C.J.F.A. si des modifications sont intervenues depuis la date de parution.
- La numérotation des phrases à l'intérieur de chaque article ou alinéa n'obéit qu'à un souci de précision didactique. Les lecteurs français doivent savoir qu'il est d'usage dans la doctrine allemande de citer une disposition législative par l'ensemble des numéros de l'article, de l'alinéa et de la phrase, très souvent en alternant chiffres arabes et chiffres romains. Ainsi "Art. 7 III 1" renvoie à l'article 7, alinéa 3, 1ère phrase de la loi considérée

1996 © CENTRE JURIDIQUE FRANCO-ALLEMAND  
UNIVERSITÄT DES SAARLANDES

Nicht im Buchhandel erhältlich  
Abgabe gegen eine Schutzgebühr von DM 15,-



## INTRODUCTION

La loi du 25 mai 1976 définit la procédure administrative comme l'activité des autorités administratives produisant des effets à l'extérieur de l'administration et tendant à l'examen des conditions préalables, à la préparation, à l'édition et à la cessation des effets d'un acte administratif ou à la conclusion d'un contrat de droit public, y compris l'édition de l'acte ou la conclusion du contrat.

Jusqu'en 1976, la procédure applicable en Allemagne aux actes administratifs et aux contrats de droit public était réglée par la coutume, la jurisprudence, notamment de la Cour fédérale administrative, ou par des dispositions législatives fragmentaires, concernant des domaines spécifiques : droit de la construction, police des eaux, des voies de circulation terrestre, de la navigation aérienne, etc...

Les travaux du 43<sup>ème</sup> congrès des juristes allemands (Munich, 1960) donnèrent le branle à une réforme décisive, en préconisant de codifier, simplifier et rationaliser l'ensemble de la procédure administrative non contentieuse, tout en fixant explicitement les droits de participation de l'administré. Du fait des compétences législatives respectives de la Fédération et des Länder, chacun pour leur administration, la technique adoptée fut celle d'un projet-type de législations parallèles. La loi du 25 mai 1976 est une loi fédérale qui ne concerne que l'exécution sous un régime de droit public des lois fédérales par les autorités fédérales ou - sous les réserves explicitées au § 1, alinéa 3 de la loi - par les autorités des Länder. Dans chacun des seize Länder, des lois du Land reproduisent tantôt littéralement, tantôt avec une plus grande autonomie, les dispositions de la loi fédérale.

Nonobstant l'ambition initiale, la loi de 1976 n'est pas applicable à l'ensemble des procédures administratives. Certaines administrations et certains domaines sont exclus, dont on trouvera la liste au § 2. Dans les autres domaines, la loi de 1976 ne s'applique qu'à titre subsidiaire, en l'absence de dispositions spécifiques. Par ailleurs, la loi ne s'applique ni aux opérations internes à l'administration, ni aux procédures relatives à l'édition de textes réglementaires.

Le domaine d'élection de la loi est constitué par les actes administratifs et les contrats de droit public.

L'acte administratif est défini au § 35. Il ne pose jamais une règle générale et abstraite, mais concerne toujours un cas d'espèce, c'est-à-dire une personne ou un cercle de personnes déterminé ou déterminable, ou une situation ou un bien particulier ; c'est pourquoi, on doit inviter le lecteur formé au droit français de toujours adjoindre mentalement ou explicitement le qualificatif "unilatéral non-réglementaire" à l'expression allemande "*Verwaltungsakt*".

Le contrat de droit public est un contrat qui fonde, modifie ou supprime un rapport de droit dans le domaine du droit public (cf. § 54). En première approximation, on peut souvent rendre la notion par "contrat administratif", même si la traduction littérale "contrat de droit public", ici retenue, a le mérite de suggérer qu'elle ne recoupe pas exactement l'expression familière aux juristes de droit français, comme le confirment les différences de typologie, par exemple dès les §§ 55 et 56.

On attirera également l'attention du lecteur sur la large absence de formalisme de cette procédure administrative non contentieuse, les formes imposées étant finalement assez restreintes (par exemple l'exigence d'un écrit pour les contrats de droit public : § 57). La loi prévoit toutefois que l'activité administrative puisse parfois être soumise à une procédure formalisée, aux règles plus contraignantes (§ 63 et s.). Un autre type de procédure spécifique est imposé pour l'approbation d'un plan, une procédure qui permet de concentrer en une décision d'approbation unique l'ensemble des actes normalement nécessaires pour une opération complexe (cf. § 75), un peu à la manière de la déclaration d'utilité publique du droit français.

Malgré les limites du texte, la loi du 25 mai 1976 constitue donc bien un véritable code de la procédure administrative non contentieuse. L'absence d'un tel code en droit français conduit à s'interroger sur les avantages et les inconvénients d'une telle codification, au-delà de l'utilité évidente du rassemblement dans un texte unique de dispositions à caractère général (première et deuxième partie : §§ 1-34 ; sixième, septième et huitième partie : §§ 79-103) et des dispositions particulières aux actes et procédures évoquées plus haut.

Une étude comparative du droit français et du droit allemand réalisée par M. E. Eisenberg dans une thèse soutenue en 1995 à la Faculté de Droit de Strasbourg (Université Robert Schuman), et centrée sur l'audition des administrés et l'exigence de motivation des décisions administratives individuelles fait ressortir combien les deux notions d'Etat de droit (au sens allemand de l'expression) et de droit public subjectif ont permis au droit allemand de développer des garanties procédurales au profit de l'intéressé en face de l'administration. Le "retard" du droit français ne tiendrait donc pas seulement à l'absence de codification de la procédure administrative non contentieuse, mais à sa propension à considérer l'action administrative sous l'angle de la légalité objective et l'administré comme l'objet de cette action plus que comme un citoyen partenaire. Le revers de la médaille est que les violations des obligations d'audition et de motivation emportent plus facilement annulation en France (violation objective d'une règle de forme), tandis que la pratique administrative allemande se satisfait plus aisément d'une régularisation ultérieure puisque l'essentiel n'est pas la forme, mais le respect au fond des droits subjectifs de l'individu. Quel système est finalement préférable ? Le formalisme français, à l'efficacité garantie, ne présente-t-il pas des effets pervers en ce sens que le juge administratif se retrouve contraint à un stade tardif d'annuler pour vice de forme des actes guère contestables sur le fond et qui seront donc finalement repris par l'administration ? Il est permis à la réflexion de préférer le système allemand, mais encore faut-il disposer d'une information fiable sur les textes applicables dans l'autre pays. Tel est l'objet de cette série des publications bilingues des sources du droit allemand et du droit français, en général, et de cette traduction de la loi allemande sur la procédure administrative, en particulier.

On nous permettra d'ajouter quelques mots sur le travail de traduction. Même si les impératifs d'édition font que les deux textes sont publiés à une année d'intervalle, la réalisation de la présente traduction est contemporaine de celle de la loi sur la juridiction administrative. Elle repose donc sur un corpus commun de conventions de traduction. Ici encore, la responsabilité essentielle du travail de traduction et de coordination incombe à Mme Anne Cathaly-Stekens, aux côtés des autres collaborateurs de la chaire de droit public français de l'Université de la Sarre. Comme à l'accoutumé, la réalisation technique de la présente brochure est l'œuvre de Mme Mauricette Arweiler.

Christian Autexier

Anne Cathaly-Stekens

---

**Christian AUTEIXIER**, Professeur des Universités,

Professeur de droit public à l'Université de Lille II (détaché)

Titulaire de la chaire de droit public français et Directeur du Centre juridique franco-allemand  
à l'Université de la Sarre

**Anne CATHALY-STELKENS**, Maître en droit (droit français),

Magister iuris europaei de l'Europa-Institut de l'Université de la Sarre,

Assistante à la chaire de droit public français de l'Université de la Sarre

Adresse professionnelle :

Centre juridique franco-allemand

Universität des Saarlandes

Postfach 15 11 50

D 66041 SAARBRÜCKEN

Tél.: (49.681) 302 2185

Fax : (49.681) 302 4668

E-mail : bijus@rz.uni-sb.de

## INHALTSÜBERSICHT

§§

<b>Teil I:</b> <b>Anwendungsbereich, örtliche Zuständigkeit, Amtshilfe</b>	1-8
---	-----

<b>Teil II:</b> <b>Allgemeine Vorschriften über das Verwaltungsverfahren</b>	
---	--

1. Abschnitt: Verfahrensgrundsätze	9-30
2. Abschnitt: Fristen, Termine, Wiedereinsetzung	31-32
3. Abschnitt: Amtliche Beglaubigungen	33-34

<b>Teil III:</b> <b>Verwaltungsakt</b>	
---	--

1. Abschnitt: Zustandekommen des Verwaltungsaktes	35-42
2. Abschnitt: Bestandskraft des Verwaltungsaktes	43-52
3. Abschnitt: Verjährungsrechtliche Wirkungen des Verwaltungsaktes	53

<b>Teil IV:</b> <b>Öffentlich-rechtlicher Vertrag</b>	
--	--

54-62

<b>Teil V:</b> <b>Besondere Verfahrensarten</b>	
--	--

1. Abschnitt: Förmliches Verwaltungsverfahren	63-71
2. Abschnitt: Planfeststellungsverfahren	72-78

<b>Teil VI:</b> <b>Rechtsbehelfsverfahren</b>	
--	--

79-80

<b>Teil VII:</b> <b>Ehrenamtliche Tätigkeit, Ausschüsse</b>	
--	--

1. Abschnitt: Ehrenamtliche Tätigkeit	81-87
2. Abschnitt: Ausschüsse	88-93

<b>Teil VIII:</b> <b>Schlußvorschriften</b>	
--	--

94-103

## SOMMAIRE

§§

<b>Première Partie :</b> <b>Domaine d'application, compétence <i>ratione loci</i>,</b> <b>entraide administrative</b>	1-8
---	-----

### **Deuxième Partie :** **Dispositions générales relatives à la procédure administrative**

Section 1 : Principes procéduraux	9-30
Section 2 : Délais, termes et relevé de forclusion	31-32
Section 3 : Certification officielle	33-34

### **Troisième Partie :** **L'acte administratif**

Section 1 : Elaboration de l'acte administratif	35-42
Section 2 : Autorité de l'acte administratif	43-52
Section 3 : Incidences de l'acte administratif sur la prescription	53

### **Quatrième Partie :** **Contrat de droit public**

54-62

### **Cinquième Partie :** **Modes de procédures particuliers**

Section 1 : Procédure administrative formalisée	63-71
Section 2 : Procédure d'approbation d'un plan	72-78

### **Sixième Partie :** **Procédures de recours**

79-80

### **Septième Partie :** **Collaboration à titre non professionnel et commissions**

Section 1 : Collaboration à titre non professionnel	81-87
Section 2 : Commissions	88-93

### **Huitième Partie :** **Dispositions finales**

94-103

## Teil I. Anwendungsbereich, örtliche Zuständigkeit, Amtshilfe

**§ 1 Anwendungsbereich.** (1) Dieses Gesetz gilt für die öffentlich-rechtliche Verwaltungstätigkeit der Behörden

1. des Bundes, der bundesunmittelbaren Körperschaften, Anstalten und Stiftungen des öffentlichen Rechts,
2. der Länder, der Gemeinden und Gemeindeverbände, der sonstigen der Aufsicht des Landes unterstehenden juristischen Personen des öffentlichen Rechts, wenn sie Bundesrecht im Auftrag des Bundes ausführen, soweit nicht Rechtsvorschriften des Bundes inhaltsgleiche oder entgegenstehende Bestimmungen enthalten.

(2) Dieses Gesetz gilt auch für die öffentlich-rechtliche Verwaltungstätigkeit der in Absatz 1 Nr. 2 bezeichneten Behörden, wenn die Länder Bundesrecht, das Gegenstände der ausschließlichen oder konkurrierenden Gesetzgebung des Bundes betrifft, als eigene Angelegenheit ausführen, soweit nicht Rechtsvorschriften des Bundes inhaltsgleiche oder entgegenstehende Bestimmungen enthalten.<sup>2</sup> Für die Ausführung von Bundesgesetzen, die nach Inkrafttreten dieses Gesetzes erlassen werden, gilt dies nur, soweit die Bundesgesetze mit Zustimmung des Bundesrates dieses Gesetz für anwendbar erklären.

(3) Für die Ausführung von Bundesrecht durch die Länder gilt dieses Gesetz nicht, soweit die öffentlich-rechtliche Verwaltungstätigkeit der Behörden landesrechtlich durch ein Verwaltungsverfahrensgesetz geregelt ist.

(4) Behörde im Sinne dieses Gesetzes ist jede Stelle, die Aufgaben der öffentlichen Verwaltung wahrt.

**§ 2 Ausnahmen vom Anwendungsbereich.** (1) Dieses Gesetz gilt nicht für die Tätigkeit der Kirchen, der Religionsgesellschaften und Weltanschauungsgemeinschaften sowie ihrer Verbände und Einrichtungen.

(2) Dieses Gesetz gilt ferner nicht für

1. Verfahren der Bundes- oder Landesfinanzbehörden nach der Abgabenordnung,
2. die Strafverfolgung, die Verfolgung und Ahndung von Ordnungswidrigkeiten, die Rechtshilfe für das Ausland in Straf- und Zivilsachen und, unbeschadet des § 80 Abs. 4, für Maßnahmen des Richterdienstrechts,
3. Verfahren vor dem Deutschen Patentamt und den bei diesem errichteten Schiedsstellen,
4. Verfahren nach dem Sozialgesetzbuch,
5. das Recht des Lastenausgleichs,
6. das Recht der Wiedergutmachung.

(3) Für die Tätigkeit

1. der Gerichtsverwaltungen und der Behörden der Justizverwaltung einschließlich der ihrer Aufsicht unterliegenden Körperschaften des öffentlichen Rechts gilt dieses Gesetz nur, soweit die Tätigkeit der Nachprüfung im Verfahren vor den Gerichten der Verwaltungsgerichtsbarkeit unterliegt;
2. der Behörden bei Leistungs-, Eignungs- und ähnlichen Prüfungen von Personen gelten nur die §§ 4 bis 13, 20 bis 27, 29 bis 38, 40 bis 52, 79, 80 und 96;
3. der Vertretungen des Bundes im Ausland gilt dieses Gesetz nicht.

**Première Partie. Domaine d'application, compétence *ratione loci*, entraide administrative**

**§ 1 Domaine d'application.** (1) La présente loi est applicable à l'activité administrative à caractère de droit public des autorités

1. de la Fédération, des collectivités, établissements et fondations de droit public rattachés directement à la Fédération,
2. des Länder, des communes et groupements de communes, et des autres personnes morales de droit public soumises au contrôle du Land, lorsqu'ils assurent l'exécution du droit fédéral pour le compte de la Fédération,  
sauf si des règles de droit de la Fédération contiennent des dispositions similaires ou contraires.

(2) <sup>1</sup>La présente loi est également applicable à l'activité administrative à caractère de droit public des autorités désignées à l'alinéa 1 n° 2 lorsque les Länder assurent l'exécution, à titre de compétence propre, du droit fédéral relevant de la compétence législative exclusive ou concurrente de la Fédération, sauf si des règles de droit de la Fédération contiennent des dispositions similaires ou contraires. <sup>2</sup>Ceci ne s'applique à l'exécution des lois fédérales édictées postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi que lorsque lesdites lois fédérales déclarent, avec l'approbation du Bundesrat, la présente loi applicable.

(3) La présente loi n'est pas applicable à l'exécution du droit fédéral par les Länder lorsque l'activité administrative à caractère de droit public des autorités est réglementée en droit de Land par une loi sur la procédure administrative non contentieuse.

(4) Est autorité administrative au sens de la présente loi tout service assurant des tâches d'administration publique.

**§ 2 Exceptions du domaine d'application.** (1) La présente loi n'est pas applicable à l'activité des Eglises, des sociétés religieuses et des communautés de pensée, ainsi qu'à celle de leurs groupements et organisations.

(2) La présente loi n'est pas non plus applicable

1. aux procédures des autorités financières de la Fédération ou des Länder en application du Code des impôts,
2. aux poursuites pénales, à la poursuite et à la répression de contraventions administratives, à l'entraide judiciaire à l'étranger en matière pénale et civile et, sans préjudice du § 80, al. 4, aux mesures prises en vertu du statut des juges,
3. aux procédures devant l'Office allemand des brevets et les instances arbitrales établies auprès de celui-ci,
4. aux procédures en application du Code de droit social,
5. au droit applicable à la péréquation des charges,
6. au droit applicable aux réparations dues aux victimes du nazisme.

(3) En ce qui concerne l'activité

1. des administrations des tribunaux et des autorités de l'administration judiciaire, y compris les collectivités de droit public soumises à leur contrôle, la présente loi ne s'applique que lorsque leur activité est procéduralement soumise au contrôle des tribunaux de la juridiction administrative ;
2. des autorités chargées d'examiner les prestations et aptitudes ou autres qualités de personnes, seuls sont applicables les §§ 4 à 13, 20 à 27, 29 à 38, 40 à 52, 79, 80 et 96 ;
3. des représentations de la République fédérale à l'étranger, la présente loi n'est pas applicable.

**§ 3 Örtliche Zuständigkeit.** (1) Örtlich zuständig ist

1. in Angelegenheiten, die sich auf unbewegliches Vermögen oder ein ortsgebundenes Recht oder Rechtsverhältnisse beziehen, die Behörde, in deren Bezirk das Vermögen oder der Ort liegt;
2. in Angelegenheiten, die sich auf den Betrieb eines Unternehmens oder einer seiner Betriebsstätten, auf die Ausübung eines Berufes oder auf eine andere dauernde Tätigkeit beziehen, die Behörde, in deren Bezirk das Unternehmen oder die Betriebsstätte betrieben oder der Beruf oder die Tätigkeit ausgeübt wird oder werden soll;
3. in anderen Angelegenheiten, die
  - a) eine natürliche Person betreffen, die Behörde, in deren Bezirk die natürliche Person ihren gewöhnlichen Aufenthalt hat oder zuletzt hatte,
  - b) eine juristische Person oder eine Vereinigung betreffen, die Behörde, in deren Bezirk die juristische Person oder die Vereinigung ihren Sitz hat oder zuletzt hatte;
4. in Angelegenheiten, bei denen sich die Zuständigkeit nicht aus den Nummern 1 bis 3 ergibt, die Behörde, in deren Bezirk der Anlaß für die Amtshandlung hervortritt.

(2) <sup>1</sup>Sind nach Absatz 1 mehrere Behörden zuständig, so entscheidet die Behörde, die zuerst mit der Sache befaßt worden ist, es sei denn, die gemeinsame fachlich zuständige Aufsichtsbehörde bestimmt, daß eine andere örtlich zuständige Behörde zu entscheiden hat. <sup>2</sup>Sie kann in den Fällen, in denen eine gleiche Angelegenheit sich auf mehrere Betriebsstätten eines Betriebes oder Unternehmens bezieht, eine der nach Absatz 1 Nr. 2 zuständigen Behörden als gemeinsame zuständige Behörde bestimmen, wenn dies unter Wahrung der Interessen der Beteiligten zur einheitlichen Entscheidung geboten ist. <sup>3</sup>Diese Aufsichtsbehörde entscheidet ferner über die örtliche Zuständigkeit, wenn sich mehrere Behörden für zuständig oder für unzuständig halten oder wenn die Zuständigkeit aus anderen Gründen zweifelhaft ist. <sup>4</sup>Fehlt eine gemeinsame Aufsichtsbehörde, so treffen die fachlich zuständigen Aufsichtsbehörden die Entscheidung gemeinsam.

(3) Ändern sich im Lauf des Verwaltungsverfahrens die die Zuständigkeit begründenden Umstände, so kann die bisher zuständige Behörde das Verwaltungsverfahren fortführen, wenn dies unter Wahrung der Interessen der Beteiligten der einfachen und zweckmäßigen Durchführung des Verfahrens dient und die nunmehr zuständige Behörde zustimmt.

(4) <sup>1</sup>Bei Gefahr im Verzug ist für unaufchiebbare Maßnahmen jede Behörde örtlich zuständig, in deren Bezirk der Anlaß für die Amtshandlung hervortritt. <sup>2</sup>Die nach Absatz 1 Nr. 1 bis 3 örtlich zuständige Behörde ist unverzüglich zu unterrichten.

**§ 4 Amtshilfepflicht.** (1) Jede Behörde leistet anderen Behörden auf Ersuchen ergänzende Hilfe (Amtshilfe).

(2) Amtshilfe liegt nicht vor, wenn

1. Behörden einander innerhalb eines bestehenden Weisungsverhältnisses Hilfe leisten;
2. die Hilfeleistung in Handlungen besteht, die der ersuchten Behörde als eigene Aufgabe obliegen.

**§ 5 Voraussetzungen und Grenzen der Amtshilfe.** (1) Ein Behörde kann um Amtshilfe insbesondere dann ersuchen, wenn sie

1. aus rechtlichen Gründen die Amtshandlung nicht selbst vornehmen kann;
2. aus tatsächlichen Gründen, besonders weil die zur Vornahme der Amtshandlung erforderlichen Dienstkräfte oder Einrichtungen fehlen, die Amtshandlung nicht selbst vornehmen kann;
3. zur Durchführung ihrer Aufgaben auf die Kenntnis von Tatsachen angewiesen ist, die ihr unbekannt sind und die sie selbst nicht ermitteln kann;
4. zur Durchführung ihrer Aufgaben Urkunden oder sonstige Beweismittel benötigt, die sich im Besitz der ersuchten Behörde befinden;

**§ 3 Compétence *ratione loci*.** (1) Est territorialement compétente

1. pour les affaires concernant un bien immeuble ou un droit ou rapport de droit attaché à un certain lieu, l'autorité administrative dans la circonscription de laquelle se trouve ce bien ou ce lieu ;
2. pour les affaires concernant l'exploitation d'une entreprise ou l'un de ses établissements, l'exercice d'une profession ou une autre activité durable, l'autorité administrative dans la circonscription de laquelle l'entreprise ou établissement est ou doit être exploité ou bien la profession ou l'activité est ou doit être exercée ;
3. pour d'autres affaires, concernant
  - a) une personne physique, l'autorité administrative dans la circonscription de laquelle cette personne physique a ou avait en dernier lieu son séjour habituel,
  - b) une personne morale ou un groupement, l'autorité administrative dans la circonscription de laquelle cette personne morale ou ce groupement a ou avait en dernier lieu son siège ;
4. pour les affaires à propos desquelles la compétence ne découle pas des n° 1 à 3, l'autorité administrative dans la circonscription de laquelle survient la cause de l'action de l'administration.

(2) <sup>1</sup>Si des autorités de plusieurs circonscriptions sont compétentes en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la décision incombe à celle qui a été saisie en premier lieu de l'affaire, à moins que leur commune autorité de contrôle fonctionnel ne décide qu'il appartient à l'autorité d'une autre circonscription de statuer.

<sup>2</sup>Lorsqu'une même affaire concerne plusieurs établissements d'une même division ou entreprise, l'autorité de contrôle fonctionnel peut désigner l'une des autorités compétentes en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> n° 2 comme autorité compétente commune, lorsqu'une décision uniforme s'impose dans l'intérêt des parties.

<sup>3</sup>Cette autorité de contrôle fonctionnel statue en outre sur la compétence territoriale lorsque plusieurs autorités administratives se considèrent soit compétentes, soit incompétentes, ou lorsque la compétence est douteuse pour tout autre motif. <sup>4</sup>En cas de pluralité d'autorités de contrôle, les diverses autorités compétentes pour le contrôle fonctionnel prennent une décision conjointe.

(3) Si, au cours de la procédure administrative, les circonstances fondant la compétence se modifient, l'autorité jusqu'alors compétente peut poursuivre la procédure administrative si cela permet un déroulement simple et opportun de la procédure dans l'intérêt des parties et si l'autorité dorénavant compétente y donne son approbation.

(4) <sup>1</sup>En cas de péril en la demeure, toute autorité dans la circonscription de laquelle survient la cause de l'action de l'administration est territorialement compétente pour prendre des mesures qui ne peuvent être retardées. <sup>2</sup>L'autorité administrative territorialement compétente en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, n° 1 à 3, doit en être avisée sans délai.

**§ 4 Devoir d'entraide administrative.** (1) Chaque autorité administrative fournit aide aux autres, à leur demande et à titre auxiliaire (entraide administrative).

(2) Il n'y a pas entraide administrative

1. lorsque les autorités administratives se fournissent de l'aide dans le cadre d'un pouvoir d'instruction préexistant ;
2. si l'aide à fournir consiste en des actions que l'autorité administrative sollicitée est tenue d'accomplir au titre de ses propres compétences.

**§ 5 Conditions et limites de l'entraide administrative.** (1) Une autorité administrative peut en particulier solliciter l'entraide administrative

1. lorsque des motifs de droit l'empêchent d'intervenir elle-même ;
2. lorsque des motifs de fait, en particulier le manque de personnel du service ou des installations nécessaires, l'empêchent d'intervenir elle-même ;
3. lorsque l'accomplissement de ses tâches suppose la connaissance de faits qu'elle ignore et ne peut rechercher elle-même ;
4. lorsque l'accomplissement de ses tâches exige des documents probants ou tous autres moyens de preuve se trouvant en la possession de l'autorité administrative sollicitée ;

5. die Amtshandlung nur mit wesentlich größerem Aufwand vornehmen könnte als die ersuchte Behörde.

- (2) <sup>1</sup>Die ersuchte Behörde darf Hilfe nicht leisten, wenn
1. sie hierzu aus rechtlichen Gründen nicht in der Lage ist;
  2. durch die Hilfeleistung dem Wohl des Bundes oder eines Landes erhebliche Nachteile bereitet würden.

<sup>2</sup>Die ersuchte Behörde ist insbesondere zur Vorlage von Urkunden oder Akten sowie zur Erteilung von Auskünften nicht verpflichtet, wenn die Vorgänge nach einem Gesetz oder ihrem Wesen nach geheimgehalten werden müssen.

- (3) Die ersuchte Behörde braucht Hilfe nicht zu leisten, wenn
1. eine andere Behörde die Hilfe wesentlich einfacher oder mit wesentlich geringerem Aufwand leisten kann;
  2. sie die Hilfe nur mit unverhältnismäßig großem Aufwand leisten könnte;
  3. sie unter Berücksichtigung der Aufgaben der ersuchenden Behörde durch die Hilfeleistung die Erfüllung ihrer eigenen Aufgaben ernstlich gefährden würde.

(4) Die ersuchte Behörde darf die Hilfe nicht deshalb verweigern, weil sie das Ersuchen aus anderen als den in Absatz 3 genannten Gründen oder weil sie die mit der Amtshilfe zu verwirklichende Maßnahme für unzweckmäßig hält.

(5) <sup>1</sup>Hält die ersuchte Behörde sich zur Hilfe nicht für verpflichtet, so teilt sie der ersuchenden Behörde ihre Auffassung mit. <sup>2</sup>Besteht diese auf der Amtshilfe, so entscheidet über die Verpflichtung zur Amtshilfe die gemeinsame fachlich zuständige Aufsichtsbehörde oder, sofern eine solche nicht besteht, die für die ersuchte Behörde fachlich zuständige Aufsichtsbehörde.

**§ 6 Auswahl der Behörde.** Kommen für die Amtshilfe mehrere Behörden in Betracht, so soll nach Möglichkeit eine Behörde der untersten Verwaltungsstufe des Verwaltungszweiges ersucht werden, dem die ersuchende Behörde angehört.

**§ 7 Durchführung der Amtshilfe.** (1) Die Zulässigkeit der Maßnahme, die durch die Amtshilfe verwirklicht werden soll, richtet sich nach dem für die ersuchende Behörde, die Durchführung der Amtshilfe nach dem für die ersuchte Behörde geltenden Recht.

(2) <sup>1</sup>Die ersuchende Behörde trägt gegenüber der ersuchten Behörde die Verantwortung für die Rechtmäßigkeit der zu treffenden Maßnahme. <sup>2</sup>Die ersuchte Behörde ist für die Durchführung der Amtshilfe verantwortlich.

**§ 8 Kosten der Amtshilfe.** (1) <sup>1</sup>Die ersuchende Behörde hat der ersuchten Behörde für die Amtshilfe keine Verwaltungsgebühr zu entrichten. <sup>2</sup>Auslagen hat sie der ersuchten Behörde auf Anforderung zu erstatten, wenn sie im Einzelfall fünfzig Deutsche Mark übersteigen. <sup>3</sup>Leisten Behörden desselben Rechtsträgers einander Amtshilfe, so werden die Auslagen nicht erstattet.

(2) Nimmt die ersuchte Behörde zur Durchführung der Amtshilfe eine kostenpflichtige Amtshandlung vor, so stehen ihr die von einem Dritten hierfür geschuldeten Kosten (Verwaltungsgebühren, Benutzungsgebühren und Auslagen) zu.

5. lorsqu'elle ne pourrait intervenir qu'en mettant en oeuvre des moyens nettement plus considérables que l'autorité sollicitée.

(2) <sup>1</sup>L'autorité administrative sollicitée peut ne pas fournir aide

1. lorsqu'elle n'est pas en mesure de le faire pour des motifs de droit ;

2. lorsque la fourniture de l'aide porterait gravement préjudice au bien de la Fédération ou d'un Land.

<sup>2</sup>L'autorité sollicitée est notamment dispensée de l'obligation de produire des documents probants ou dossiers et de donner des renseignements lorsque les faits relatés doivent rester confidentiels en vertu d'une loi ou en raison de leur nature.

(3) L'autorité administrative sollicitée n'a pas à fournir aide

1. lorsqu'une autre autorité peut fournir aide de façon sensiblement plus simple ou en mettant en oeuvre des moyens sensiblement moins importants ;

2. lorsqu'elle ne pourrait fournir aide qu'en mettant en oeuvre des moyens disproportionnés ;

3. lorsque, eu égard aux tâches de l'autorité demanderesse, cette fourniture d'aide compromettrait sérieusement l'accomplissement des tâches de l'autorité sollicitée.

(4) L'autorité administrative sollicitée ne peut refuser de fournir aide en alléguant de l'inopportunité de la demande, pour des motifs autres que ceux énoncés à l'alinéa 3, ou de la mesure que l'entraide administrative doit permettre de mettre en oeuvre.

(5) <sup>1</sup>Si l'autorité administrative sollicitée ne se considère pas tenue de fournir aide, elle fait part de sa position à l'autorité demanderesse. <sup>2</sup>Si cette dernière maintient sa demande d'entraide administrative, leur commune autorité de contrôle fonctionnel, ou à défaut l'autorité de contrôle fonctionnel de l'autorité sollicitée statue sur l'obligation d'entraide administrative.

**§ 6 Choix de l'autorité.** Lorsque l'entraide administrative peut être demandée à plusieurs autorités, elle le sera si possible à une autorité du niveau le plus bas de la branche d'administration à laquelle appartient la demanderesse.

**§ 7 Mise en oeuvre de l'entraide administrative.** (1) La licéité de la mesure devant être réalisée au moyen de l'entraide administrative se détermine selon le droit applicable à l'autorité demanderesse, la mise en oeuvre de l'entraide administrative, selon le droit applicable à l'autorité sollicitée.

(2) <sup>1</sup>Envers l'autorité sollicitée, l'autorité administrative demanderesse porte la responsabilité de la régularité de la mesure à prendre. <sup>2</sup>L'autorité sollicitée est responsable de la mise en oeuvre de l'entraide administrative.

**§ 8 Frais de l'entraide administrative.** (1) <sup>1</sup>L'autorité administrative demanderesse n'est tenue d'acquitter à l'autorité sollicitée aucune redevance pour l'entraide administrative. <sup>2</sup>Sur demande, elle doit rembourser à l'autorité sollicitée ses débours si ceux-ci excèdent, en l'espèce, cinquante marks allemands. <sup>3</sup>Lorsque des autorités administratives rattachées à une même personne morale se fournissent mutuellement entraide, les débours ne sont pas remboursés.

(2) Si l'autorité administrative sollicitée procède à une intervention à titre onéreux pour mettre en oeuvre l'entraide administrative, elle perçoit les frais (redevances administratives, redevances d'usage et débours) en découlant pour un tiers.

## Teil II. Allgemeine Vorschriften über das Verwaltungsverfahren

### Abschnitt 1. Verfahrensgrundsätze

**§ 9 Begriff des Verwaltungsverfahrens.** Das Verwaltungsverfahren im Sinne dieses Gesetzes ist die nach außen wirkende Tätigkeit der Behörden, die auf die Prüfung der Voraussetzungen, die Vorbereitung und den Erlass eines Verwaltungsaktes oder auf den Abschluß eines öffentlich-rechtlichen Vertrages gerichtet ist; es schließt den Erlass des Verwaltungsaktes oder den Abschluß des öffentlich-rechtlichen Vertrages ein.

**§ 10 Nichtförmlichkeit des Verwaltungsverfahrens.** <sup>1</sup>Das Verwaltungsverfahren ist an bestimmte Formen nicht gebunden, soweit keine besonderen Rechtsvorschriften für die Form des Verfahrens bestehen. <sup>2</sup>Es ist einfach und zweckmäßig durchzuführen.

**§ 11 Beteiligungsfähigkeit.** Fähig am Verfahren beteiligt zu sein, sind

1. natürliche und juristische Personen,
2. Vereinigungen, soweit ihnen ein Recht zustehen kann,
3. Behörden.

**§ 12 Handlungsfähigkeit.** (1) Fähig zur Vornahme von Verfahrenshandlungen sind

1. natürliche Personen, die nach bürgerlichem Recht geschäftsfähig sind,
2. natürliche Personen, die nach bürgerlichem Recht in der Geschäftsfähigkeit beschränkt sind, soweit sie für den Gegenstand des Verfahrens durch Vorschriften des bürgerlichen Rechts als geschäftsfähig oder durch Vorschriften des öffentlichen Rechts als handlungsfähig anerkannt sind,
3. juristische Personen und Vereinigungen (§ 11 Nr. 2) durch ihre gesetzlichen Vertreter oder durch besonders Beauftragte,
4. Behörden durch ihre Leiter, deren Vertreter oder Beauftragte.

(2) Befriefft ein Einwilligungsvorbehalt nach § 1903 des Bürgerlichen Gesetzbuchs den Gegenstand des Verfahrens, so ist ein geschäftsfähiger Betreuer nur insoweit zur Vornahme von Verfahrenshandlungen fähig, als er nach den Vorschriften des bürgerlichen Rechts ohne Einwilligung des Betreuers handeln kann oder durch Vorschriften des öffentlichen Rechts als handlungsfähig anerkannt ist.

(3) Die §§ 53 und 55 der Zivilprozeßordnung gelten entsprechend.

**§ 13 Beteiligte.** (1) Beteiligte sind

1. Antragsteller und Antragsgegner,
2. diejenigen, an die die Behörde den Verwaltungsakt richten will oder gerichtet hat,
3. diejenigen, mit denen die Behörde einen öffentlich-rechtlichen Vertrag schließen will oder geschlossen hat,
4. diejenigen, die nach Absatz 2 von der Behörde zu dem Verfahren hinzugezogen worden sind.

(2) <sup>1</sup>Die Behörde kann von Amts wegen oder auf Antrag diejenigen, deren rechtliche Interessen durch den Ausgang des Verfahrens berührt werden können, als Beteiligte hinzuziehen. <sup>2</sup>Hat der Ausgang des Verfahrens rechtsgestaltende Wirkung für einen Dritten, so ist dieser auf Antrag als Beteiligter zu dem Verfahren hinzuzuziehen; soweit er der Behörde bekannt ist, hat diese ihn von der Einleitung des Verfahrens zu benachrichtigen.

(3) Wer anzuhören ist, ohne daß die Voraussetzungen des Absatzes 1 vorliegen, wird dadurch nicht Beteiligter.

## Deuxième Partie. Dispositions générales relatives à la procédure administrative (non contentieuse)

### Section 1. Principes procéduraux

**§ 9 Notion de procédure administrative (non contentieuse).** Au sens de la présente loi, la procédure administrative est l'activité des autorités administratives produisant des effets à l'extérieur de l'administration et tendant à l'examen de conditions préalables, à la préparation et à l'édition d'un acte administratif, ou à la conclusion d'un contrat de droit public ; elle inclut l'édition de l'acte administratif ou la conclusion du contrat de droit public.

**§ 10 Absence de formalisme de la procédure administrative.** <sup>1</sup>En l'absence de règles de droit particulières sur la forme de la procédure, la procédure administrative n'est pas assujettie à des formes déterminées. <sup>2</sup>Sa mise en oeuvre doit être simple et opportune.

**§ 11 Capacité d'être partie.** Ont capacité pour être parties à la procédure

1. les personnes physiques et morales,
2. les groupements, dans la mesure où ils peuvent être titulaires d'un droit,
3. les autorités administratives.

**§ 12 Capacité pour agir.** (1) Ont capacité pour accomplir des actes procéduraux

1. les personnes physiques possédant la capacité d'exercice en vertu du droit civil,
2. les personnes physiques dont la capacité d'exercice est restreinte au regard du droit civil, dans la mesure où, en ce qui concerne l'objet de la procédure, elles sont reconnues capables d'exercice par des dispositions du droit civil ou capables pour agir par des dispositions du droit public.
3. les personnes morales et les groupements (§ 11 n° 2) par l'intermédiaire de leurs représentants légaux ou de délégués *ad hoc*,
4. les autorités administratives, par l'intermédiaire de leurs chefs de service, leurs représentants ou délégués.

(2) Si une réserve d'autorisation en vertu du § 1903 du Code civil concerne l'objet de la procédure, un assisté ayant la capacité d'exercice ne peut effectuer des actes procéduraux que dans la mesure où les dispositions du droit civil lui permettent d'agir sans autorisation de l'assistant ou des dispositions de droit public lui reconnaissent la capacité d'agir.

(3) Les §§ 53 et 55 du Code de procédure civile sont applicables par analogie.

**§ 13 Parties.** (1) Ont la qualité de parties

1. le requérant et l'adversaire,
2. les personnes auxquelles l'autorité administrative veut adresser ou a adressé l'acte administratif,
3. les personnes avec lesquelles l'autorité administrative veut conclure ou a conclu un contrat de droit public,
4. les personnes qui ont été appelées à participer à la procédure par l'autorité administrative en vertu de l'alinéa 2.

(2) <sup>1</sup>L'autorité administrative peut, d'office ou sur requête, appeler à participer à la procédure en qualité de parties les personnes dont les intérêts juridiques sont susceptibles d'être affectés par l'issue de la procédure. <sup>2</sup>Si l'issue de la procédure a pour effet de modifier la situation juridique d'un tiers, celui-ci doit, sur demande, être appelé à participer à la procédure en qualité de partie ; lorsqu'il est connu de l'autorité administrative, celle-ci doit l'aviser de l'ouverture de la procédure.

(3) Une personne qui doit être entendue sans que les conditions prévues par l'alinéa 1<sup>er</sup> soient réunies ne devient pas partie de ce fait.

**§ 14 Bevollmächtigte und Beistände.** (1) <sup>1</sup>Ein Beteiligter kann sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen. <sup>2</sup>Die Vollmacht ermächtigt zu allen das Verwaltungsverfahren betreffenden Verfahrenshandlungen, sofern sich aus ihrem Inhalt nicht etwas anderes ergibt. <sup>3</sup>Der Bevollmächtigte hat auf Verlangen seine Vollmacht schriftlich nachzuweisen. <sup>4</sup>Ein Widerruf der Vollmacht wird der Behörde gegenüber erst wirksam, wenn er ihr zugeht.

(2) Die Vollmacht wird weder durch den Tod des Vollmachtgebers noch durch eine Veränderung in seiner Handlungsfähigkeit oder seiner gesetzlichen Vertretung aufgehoben; der Bevollmächtigte hat jedoch, wenn er für den Rechtsnachfolger im Verwaltungsverfahren auftritt, dessen Vollmacht auf Verlangen schriftlich beizubringen.

(3) <sup>1</sup>Ist für das Verfahren ein Bevollmächtigter bestellt, so soll sich die Behörde an ihn wenden. <sup>2</sup>Sie kann sich an den Beteiligten selbst wenden, soweit er zur Mitwirkung verpflichtet ist. <sup>3</sup>Wendet sich die Behörde an den Beteiligten, so soll der Bevollmächtigte verständigt werden. <sup>4</sup>Vorschriften über die Zustellung an Bevollmächtigte bleiben unberührt.

(4) <sup>1</sup>Ein Beteiligter kann zu Verhandlungen und Besprechungen mit einem Beistand erscheinen. <sup>2</sup>Das von dem Beistand Vorgetragene gilt als von dem Beteiligten vorgebracht, soweit dieser nicht unverzüglich widerspricht.

(5) Bevollmächtigte und Beistände sind zurückzuweisen, wenn sie geschäftsmäßig fremde Rechtsangelegenheiten besorgen, ohne dazu befugt zu sein.

(6) <sup>1</sup>Bevollmächtigte und Beistände können vom schriftlichen Vortrag zurückgewiesen werden, wenn sie hierzu ungeeignet sind; vom mündlichen Vortrag können sie zurückgewiesen werden, wenn sie zum sachgemäßen Vortrag nicht fähig sind. <sup>2</sup>Nicht zurückgewiesen werden können Personen, die zur geschäftsmäßigen Besorgung fremder Rechtsangelegenheiten befugt sind.

(7) <sup>1</sup>Die Zurückweisung nach den Absätzen 5 und 6 ist auch dem Beteiligten, dessen Bevollmächtiger oder Beistand zurückgewiesen wird, mitzuteilen. <sup>2</sup>Verfahrenshandlungen des zurückgewiesenen Bevollmächtigten oder Beistandes, die dieser nach der Zurückweisung vornimmt, sind unwirksam.

**§ 15 Bestellung eines Empfangsbevollmächtigten.** <sup>1</sup>Ein Beteiligter ohne Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt, Sitz oder Geschäftslaufleitung im Geltungsbereich dieses Gesetzes hat der Behörde auf Verlangen innerhalb einer angemessenen Frist einen Empfangsbevollmächtigten im Geltungsbereich dieses Gesetzes zu benennen. <sup>2</sup>Unterläßt er dies, so gilt ein an ihn gerichtetes Schriftstück am siebenten Tage nach der Aufgabe zur Post als zugegangen, es sei denn, daß feststeht, daß das Schriftstück den Empfänger nicht oder zu einem späteren Zeitpunkt erreicht hat. <sup>3</sup>Auf die Rechtsfolgen der Unterlassung ist der Beteiligte hinzuweisen.

**§ 16 Bestellung eines Vertreters von Amts wegen.** (1) Ist ein Vertreter nicht vorhanden, so hat das Vormundschaftsgericht auf Ersuchen der Behörde einen geeigneten Vertreter zu bestellen

1. für einen Beteiligten, dessen Person unbekannt ist;
2. für einen abwesenden Beteiligten, dessen Aufenthalt unbekannt ist oder der an der Besorgung seiner Angelegenheiten verhindert ist;
3. für einen Beteiligten ohne Aufenthalt im Geltungsbereich dieses Gesetzes, wenn er der Aufforderung der Behörde, einen Vertreter zu bestellen, innerhalb der ihm gesetzten Frist nicht nachgekommen ist;
4. für einen Beteiligten, der infolge einer psychischen Krankheit oder körperlichen, geistigen oder seelischen Behinderung nicht in der Lage ist, in dem Verwaltungsverfahren selbst tätig zu werden;
5. bei herrenlosen Sachen, auf die sich das Verfahren bezieht, zur Wahrung der sich in bezug auf die Sache ergebenden Rechte und Pflichten.

**§ 14 Mandataires et conseils.** (1) <sup>1</sup>Une partie peut se faire représenter par un mandataire. <sup>2</sup>Le mandat vaut autorisation pour accomplir tous les actes procéduraux touchant la procédure administrative, à moins qu'il ne découle autre chose de son contenu. <sup>3</sup>Sur demande, le mandataire doit fournir la preuve écrite de son mandat. <sup>4</sup>Une révocation du mandat ne produit effet envers l'autorité administrative que lorsqu'elle lui parvient.

(2) Le mandat ne cesse ni par le décès du mandant ni par une modification de sa capacité pour agir ou des conditions de sa représentation légale ; le mandataire doit cependant, lorsqu'il intervient dans la procédure administrative pour le compte de l'ayant droit, présenter sur demande un mandat écrit de celui.

(3) <sup>1</sup>Si un mandataire a été désigné pour la procédure, l'autorité administrative doit s'adresser à lui. <sup>2</sup>Elle peut s'adresser à la partie elle même dans la mesure où celle-ci est tenue de concourir à la procédure. <sup>3</sup>Si l'autorité administrative s'adresse à la partie, le mandataire doit en être avisé. <sup>4</sup>Les dispositions relatives aux significations faites aux mandataires ne sont pas affectées.

(4) <sup>1</sup>Une partie peut comparaître aux débats et entretiens assistée d'un conseil. <sup>2</sup>L'exposé du conseil vaut dires de la partie, à moins que celle-ci ne le désavoue sans délai.

(5) Les mandataires et conseils doivent être récusés quand ils s'occupent des affaires juridiques d'autrui à titre professionnel sans y être habilités.

(6) <sup>1</sup>Les mandataires et conseils peuvent être récusés pour ce qui concerne la procédure écrite s'ils ne sont pas appropriés ; ils peuvent être récusés pour ce qui concerne la procédure orale s'ils ne sont pas capables de faire un exposé pertinent. <sup>2</sup>Les personnes habilitées à s'occuper des affaires juridiques d'autrui à titre professionnel ne peuvent être récusées.

(7) <sup>1</sup>Communication doit être également faite de la récusation prévue aux alinéas 5 et 6 à la partie dont le mandataire ou le conseil est récusé. <sup>2</sup>Les actes procéduraux accomplis par le mandataire ou le conseil récusé postérieurement à la récusation sont dépourvus d'effet.

**§ 15 Désignation d'un mandataire chargé de recevoir les pièces écrites.** <sup>1</sup>Une partie sans domicile ni lieu de séjour habituel, siège ou secrétariat dans le champ d'application territoriale de la présente loi doit désigner à l'autorité administrative, sur demande, dans un délai adéquat, un mandataire chargé de recevoir les pièces écrites. <sup>2</sup>En cas d'omission, toute pièce écrite adressée à la partie est réputée parvenue le septième jour suivant sa remise à la poste, sauf s'il est établi que cette pièce écrite n'a pas atteint le destinataire ou ne l'a atteint qu'à une date plus tardive. <sup>3</sup>A l'attention de la partie, il sera fait mention des conséquences juridiques de son omission.

**§ 16 Désignation d'office d'un représentant.** (1) En l'absence de représentant, le tribunal des tutelles doit désigner un représentant approprié sur requête de l'autorité administrative :

1. pour une partie qui ne peut être identifiée ;
2. pour une partie absente dont le lieu de séjour est inconnu ou qui est empêchée de s'occuper de ses affaires ;
3. pour une partie sans lieu de séjour dans le champ d'application territoriale de la présente loi, si cette partie n'a pas déféré, dans le délai imparti, à la sommation de l'autorité l'invitant à désigner un représentant ;
4. pour une partie qui, en raison d'une maladie psychique ou d'un handicap physique, mental ou psychologique, n'est pas en mesure d'intervenir personnellement dans la procédure administrative ;
5. lorsque la procédure a trait à des choses sans maître, pour sauvegarder les droits et obligations qui en découlent pour ces choses.

(2) Für die Bestellung des Vertreters ist in den Fällen des Absatzes 1 Nr. 4 das Vormundschaftsgericht zuständig, in dessen Bezirk der Beteiligte seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat; im übrigen ist das Vormundschaftsgericht zuständig, in dessen Bezirk die ersuchende Behörde ihren Sitz hat.

(3) <sup>1</sup>Der Vertreter hat gegen den Rechtsträger der Behörde, die um seine Bestellung ersucht hat, Anspruch auf eine angemessene Vergütung und auf die Erstattung seiner baren Auslagen. <sup>2</sup>Die Behörde kann von dem Vertretenen Ersatz ihrer Aufwendungen verlangen. <sup>3</sup>Sie bestimmt die Vergütung und stellt die Auslagen und Aufwendungen fest.

(4) Im übrigen gelten für die Bestellung und für das Amt des Vertreters in den Fällen des Absatzes 1 Nr. 4 die Vorschriften über die Betreuung, in den übrigen Fällen die Vorschriften über die Pflegshaft entsprechend.

**§ 17 Vertreter bei gleichförmigen Eingaben.** (1) <sup>1</sup>Bei Anträgen und Eingaben, die in einem Verwaltungsverfahren von mehr als 50 Personen auf Unterschriftslisten unterzeichnet oder in Form vervielfältigter gleichlautender Texte eingereicht worden sind (gleichförmige Eingaben), gilt für das Verfahren derjenige Unterzeichner als Vertreter der übrigen Unterzeichner, der darin mit seinem Namen, seinem Beruf und seiner Anschrift als Vertreter bezeichnet ist, soweit er nicht von ihnen als Bevollmächtigter bestellt worden ist. <sup>2</sup>Vertreter kann nur eine natürliche Person sein.

(2) <sup>1</sup>Die Behörde kann gleichförmige Eingaben, die die Angaben nach Absatz 1 Satz 1 nicht deutlich sichtbar auf jeder mit einer Unterschrift versehenen Seite enthalten oder dem Erfordernis des Absatzes 1 Satz 2 nicht entsprechen, unberücksichtigt lassen. <sup>2</sup>Will die Behörde so verfahren, so hat sie dies durch ortsübliche Bekanntmachung mitzuteilen. <sup>3</sup>Die Behörde kann ferner gleichförmige Eingaben insoweit unberücksichtigt lassen, als Unterzeichner ihren Namen oder ihre Anschrift nicht oder unleserlich angegeben haben.

(3) <sup>1</sup>Die Vertretungsmacht erlischt, sobald der Vertreter oder der Vertretene dies der Behörde schriftlich erklärt; der Vertreter kann eine solche Erklärung nur hinsichtlich aller Vertretenen abgeben. <sup>2</sup>Gibt der Vertretene eine solche Erklärung ab, so soll er der Behörde zugleich mitteilen, ob er seine Eingabe aufrechterhält und ob er einen Bevollmächtigten bestellt hat.

(4) <sup>1</sup>Endet die Vertretungsmacht des Vertreters, so kann die Behörde die nicht mehr Vertretenen auffordern, innerhalb einer angemessenen Frist einen gemeinsamen Vertreter zu bestellen. <sup>2</sup>Sind mehr als 300 Personen aufzufordern, so kann die Behörde die Aufforderung ortsüblich bekanntmachen. <sup>3</sup>Wird der Aufforderung nicht fristgemäß entsprochen, so kann die Behörde von Amts wegen einen gemeinsamen Vertreter bestellen.

**§ 18 Vertreter für Beteiligte bei gleichem Interesse** (1) <sup>1</sup>Sind an einem Verwaltungsverfahren mehr als 50 Personen im gleichen Interesse beteiligt, ohne vertreten zu sein, so kann die Behörde sie auffordern, innerhalb einer angemessenen Frist einen gemeinsamen Vertreter zu bestellen, wenn sonst die ordnungsmäßige Durchführung des Verwaltungsverfahrens beeinträchtigt wäre. <sup>2</sup>Kommen sie der Aufforderung nicht fristgemäß nach, so kann die Behörde von Amts wegen einen gemeinsamen Vertreter bestellen. <sup>3</sup>Vertreter kann nur eine natürliche Person sein.

(2) La désignation du représentant dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>e</sup>, n<sup>o</sup> 4 relève du tribunal des tutelles dans le ressort duquel la partie a son lieu de séjour habituel ; pour le reste, le tribunal des tutelles dans le ressort duquel l'autorité administrative requérante a son siège est compétent.

(3) <sup>1</sup>A l'encontre de la personne morale de rattachement de l'autorité administrative ayant sollicité sa désignation, le représentant a un droit à une rémunération adéquate et au remboursement de ses débours en espèces. <sup>2</sup>L'autorité administrative peut réclamer au représenté la répétition de ses dépenses. <sup>3</sup>L'autorité administrative fixe la rémunération et arrête les débours et dépenses.

(4) Pour le reste, les dispositions relatives à l'assistance, dans le cas de l'alinéa 1<sup>e</sup>, n<sup>o</sup> 4 et, dans les autres cas, les dispositions relatives à la curatelle, sont applicables par analogie à la désignation et à la fonction du représentant.

**§ 17 Représentant en cas de réclamations uniformes.** (1) <sup>1</sup>En cas de requêtes et de réclamations portant, dans le cadre d'une procédure administrative, la signature de plus de cinquante personnes sur des listes de signatures ou présentées sous forme de textes reproduits de teneur identique (réclamations uniformes), est considéré comme représentant de l'ensemble des signataires, pour la procédure, le signataire qui est mentionné comme représentant avec son nom, sa profession et son adresse, dans la mesure où les signataires ne l'ont pas désigné comme mandataire. <sup>2</sup>Seule une personne physique peut être représentant.

(2) <sup>1</sup>L'autorité administrative peut ne pas prendre en considération les réclamations uniformes ne contenant pas les mentions de l'alinéa 1<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup> phrase de façon bien visible sur chacune des pages où figure une signature, ou bien ne satisfaisant pas à l'exigence formulée par l'alinéa 1<sup>e</sup>, 2<sup>me</sup> phrase. <sup>2</sup>Si l'autorité administrative veut procéder ainsi, elle doit en faire communication par un avis publié dans les formes localement usitées. <sup>3</sup>L'autorité administrative peut en outre ne pas prendre en considération des réclamations uniformes dont les signataires n'ont pas mentionné ou ont mentionné de manière illisible leurs noms ou adresses.

(3) <sup>1</sup>Le pouvoir de représentation s'éteint dès que le représentant ou le représenté fait à l'autorité administrative une déclaration écrite en ce sens ; le représentant ne peut faire cette déclaration qu'au regard de l'ensemble des représentés. <sup>2</sup>Si une telle déclaration émane du représenté, il doit en même temps communiquer à l'autorité administrative s'il maintient sa réclamation et s'il a désigné un mandataire.

(4) <sup>1</sup>Si le pouvoir du représentant prend fin, l'autorité administrative peut sommer les personnes qui ne sont plus représentées de désigner un représentant commun dans un délai adéquat. <sup>2</sup>Lorsque la sommation doit être adressée à plus de trois cents personnes, l'autorité administrative peut la publier par avis dans les formes localement usitées. <sup>3</sup>S'il n'est pas déferé à la sommation dans le délai imparti, l'autorité administrative peut désigner d'office un représentant commun.

**§ 18 Représentant des parties en cas d'identité d'intérêt.** (1) <sup>1</sup>Si plus de cinquante personnes sont parties à une procédure administrative pour la défense d'un intérêt identique sans être représentées, l'autorité administrative peut les sommer de désigner dans un délai adéquat un représentant commun si son absence risque d'être préjudiciable au déroulement correct de la procédure administrative. <sup>2</sup>Si elles ne déferent pas à cette sommation dans le délai, l'autorité administrative peut désigner d'office un représentant commun. <sup>3</sup>Seule une personne physique peut être représentant.

(2) <sup>1</sup>Die Vertretungsmacht erlischt, sobald der Vertreter oder der Vertretene dies der Behörde schriftlich erklärt; der Vertreter kann eine solche Erklärung nur hinsichtlich aller Vertretenen abgeben. <sup>2</sup>Gibt der Vertretene eine solche Erklärung ab, so soll er der Behörde zugleich mitteilen, ob er seine Eingabe aufrechterhält und ob er einen Bevollmächtigten bestellt hat.

**§ 19 Gemeinsame Vorschriften für Vertreter bei gleichförmigen Eingaben und bei gleichem Interesse** (1) <sup>1</sup>Der Vertreter hat die Interessen der Vertretenen sorgfältig wahrzunehmen. <sup>2</sup>Er kann alle das Verwaltungsverfahren betreffenden Verfahrenshandlungen vornehmen. <sup>3</sup>An Weisungen ist er nicht gebunden.

(2) § 14 Abs. 5 bis 7 gilt entsprechend.

(3) <sup>1</sup>Der von der Behörde bestellte Vertreter hat gegen deren Rechtsträger Anspruch auf angemessene Vergütung und auf Erstattung seiner baren Auslagen. <sup>2</sup>Die Behörde kann von den Vertretenen zu gleichen Anteilen Ersatz ihrer Aufwendungen verlangen. <sup>3</sup>Sie bestimmt die Vergütung und stellt die Auslagen und Aufwendungen fest.

**§ 20 Ausgeschlossene Personen.** (1) <sup>1</sup>In einem Verwaltungsverfahren darf für eine Behörde nicht tätig werden,

1. wer selbst Beteiligter ist;
2. wer Angehöriger eines Beteiligten ist;
3. wer einen Beteiligten kraft Gesetzes oder Vollmacht allgemein oder in diesem Verwaltungsverfahren vertritt;
4. wer Angehöriger einer Person ist, die einen Beteiligten in diesem Verfahren vertritt;
5. wer bei einem Beteiligten gegen Entgelt beschäftigt ist oder bei ihm als Mitglied des Vorstandes, des Aufsichtsrates oder eines gleichartigen Organs tätig ist; dies gilt nicht für den, dessen Anstellungskörperschaft Beteiligte ist;
6. wer außerhalb seiner amtlichen Eigenschaft in der Angelegenheit ein Gutachten abgegeben hat oder sonst tätig geworden ist.

<sup>2</sup>Dem Beteiligten steht gleich, wer durch die Tätigkeit oder durch die Entscheidung einen unmittelbaren Vorteil oder Nachteil erlangen kann. <sup>3</sup>Dies gilt nicht, wenn der Vor- oder Nachteil nur darauf beruht, daß jemand einer Berufs- oder Bevölkerungsgruppe angehört, deren gemeinsame Interessen durch die Angelegenheit berührt werden.

(2) Absatz 1 gilt nicht für Wahlen zu einer ehrenamtlichen Tätigkeit und für die Abberufung von ehrenamtlich Tätigen.

(3) Wer nach Absatz 1 ausgeschlossen ist, darf bei Gefahr im Verzug unaufschiebbare Maßnahmen treffen.

(4) <sup>1</sup>Hält sich ein Mitglied eines Ausschusses (§ 88) für ausgeschlossen oder bestehen Zweifel, ob die Voraussetzungen des Absatzes 1 gegeben sind, ist dies dem Vorsitzenden des Ausschusses mitzuteilen. <sup>2</sup>Der Ausschuß entscheidet über den Ausschluß. <sup>3</sup>Der Betroffene darf an dieser Entscheidung nicht mitwirken. <sup>4</sup>Das ausgeschlossene Mitglied darf bei der weiteren Beratung und Beschlusffassung nicht zugegen sein.

(5) <sup>1</sup>Angehörige im Sinne des Absatzes 1 Nr. 2 und 4 sind:

1. der Verlobte,
2. der Ehegatte,
3. Verwandte und Verschwägerte gerader Linie,
4. Geschwister,
5. Kinder der Geschwister,
6. Ehegatten der Geschwister und Geschwister der Ehegatten,
7. Geschwister der Eltern,

(2) <sup>1</sup>Le pouvoir de représentation s'éteint dès que le représentant ou le représenté fait à l'autorité administrative une déclaration écrite en ce sens ; le représentant ne peut faire cette déclaration qu'au regard de l'ensemble des représentés. <sup>2</sup>Si une telle déclaration émane du représenté, il doit en même temps communiquer à l'autorité administrative s'il maintient sa réclamation et s'il a désigné un mandataire.

**§ 19 Dispositions communes applicables aux représentants, en cas de réclamations uniformes et en cas d'identité d'intérêt.** (1) <sup>1</sup>Le représentant doit défendre consciencieusement les intérêts des représentés. <sup>2</sup>Il peut accomplir tous les actes procéduraux se rapportant à la procédure administrative. <sup>3</sup>Il n'est pas lié par des instructions.

(2) Le § 14, al. 5 à 7 est applicable par analogie.

(3) <sup>1</sup>Le représentant désigné par l'autorité administrative a, à l'encontre de la personne morale à laquelle elle est rattachée, un droit à une rémunération adéquate et au remboursement de ses débours en espèces. <sup>2</sup>L'autorité administrative peut réclamer aux représentés, à quotités égales, la répétition de ses dépenses. <sup>3</sup>Elle fixe la rémunération et arrête les débours et dépenses.

**§ 20 Personnes exclues.** (1) <sup>1</sup>Ne peut intervenir dans une procédure administrative au nom d'une autorité administrative

1. quiconque est lui-même partie ;
2. quiconque est apparenté à une partie ;
3. quiconque représente une partie en vertu de la loi ou d'un mandat, à titre général ou dans le cadre de cette procédure administrative ;
4. quiconque est apparenté à une personne qui représente une partie dans cette procédure administrative ;
5. quiconque est employé par une partie contre rémunération, ou exerce chez elle une activité de membre du directoire, du conseil de surveillance ou d'un organe analogue ; cette règle ne s'applique pas à la personne employée auprès d'une collectivité elle-même partie ;
6. quiconque a, sauf au titre de sa fonction, présenté un rapport d'expert sur l'affaire ou exercé une activité quelconque en liaison avec elle.

<sup>2</sup>Est assimilé à une partie quiconque peut obtenir un avantage direct ou subir un préjudice direct du fait de l'activité ou de la décision. <sup>3</sup>Cette règle ne s'applique pas lorsque l'avantage ou le préjudice repose seulement sur l'appartenance à une profession ou à une catégorie de population dont les intérêts collectifs sont touchés par l'affaire.

(2) L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable aux élections à une activité non professionnelle ni à la révocation de personnes exerçant une activité non professionnelle.

(3) Quiconque est exclu en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> peut, en cas de péril en la demeure, prendre des mesures qui ne peuvent être retardées.

(4) Si un membre d'une commission (§ 88) se considère exclu ou s'il existe des doutes sur le point de savoir si les conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont réunies, le président de la commission doit en être informé. <sup>2</sup>La commission se prononce sur l'exclusion. <sup>3</sup>La personne concernée ne peut concourir à cette décision. <sup>4</sup>Le membre exclu ne peut être présent ni pour la discussion, ni pour la délibération qui suivent.

- (5) Sont considérés apparentés au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup>s 2 et 4 :
1. le fiancé,
  2. le conjoint,
  3. les parents ou alliés en ligne directe,
  4. les frères et soeurs,
  5. les enfants des frères et soeurs,
  6. les conjoints des frères et soeurs et les frères et soeurs des conjoints,
  7. les frères et soeurs des parents,

8. Personen, die durch ein auf längere Dauer angelegtes Pflegeverhältnis mit häuslicher Gemeinschaft wie Eltern und Kind miteinander verbunden sind (Pflegeeltern und Pflegekinder).
- <sup>2</sup>Angehörige sind die in Satz 1 aufgeführten Personen auch dann, wenn
1. in den Fällen der Nummern 2, 3 und 6 die die Beziehung begründende Ehe nicht mehr besteht;
  2. in den Fällen der Nummern 3 bis 7 die Verwandtschaft oder Schwägerschaft durch Annahme als Kind erloschen ist;
  3. im Falle der Nummer 8 die häusliche Gemeinschaft nicht mehr besteht, sofern die Personen weiterhin wie Eltern und Kind miteinander verbunden sind.

**§ 21 Besorgnis der Befangenheit.** (1) <sup>1</sup>Liegt ein Grund vor, der geeignet ist, Mißtrauen gegen eine unparteiische Amtsausübung zu rechtfertigen, oder wird von einem Beteiligten das Vorliegen eines solchen Grundes behauptet, so hat, wer in einem Verwaltungsverfahren für eine Behörde tätig werden soll, den Leiter der Behörde oder den von diesem Beauftragten zu unterrichten und sich auf dessen Anordnung der Mitwirkung zu enthalten. <sup>2</sup>Betrifft die Besorgnis der Befangenheit den Leiter der Behörde, so trifft diese Anordnung die Aufsichtsbehörde, sofern sich der Behördenleiter nicht selbst einer Mitwirkung enthält.

(2) Für Mitglieder eines Ausschusses (§ 88) gilt § 20 Abs. 4 entsprechend.

**§ 22 Beginn des Verfahrens.** <sup>1</sup>Die Behörde entscheidet nach pflichtgemäßem Ermessen, ob und wann sie ein Verwaltungsverfahren durchführt. <sup>2</sup>Dies gilt nicht, wenn die Behörde auf Grund von Rechtsvorschriften

1. von Amts wegen oder auf Antrag tätig werden muß;
2. nur auf Antrag tätig werden darf und ein Antrag nicht vorliegt.

**§ 23 Amtssprache.** (1) Die Amtssprache ist deutsch.

(2) <sup>1</sup>Werden bei einer Behörde in einer fremden Sprache Anträge gestellt oder Eingaben, Belege, Urkunden oder sonstige Schriftstücke vorgelegt, soll die Behörde unverzüglich die Vorlage einer Übersetzung verlangen. <sup>2</sup>In begründeten Fällen kann die Vorlage einer beglaubigten oder von einem öffentlich bestellten oder beeidigten Dolmetscher oder Übersetzer angefertigten Übersetzung verlangt werden. <sup>3</sup>Wird die verlangte Übersetzung nicht unverzüglich vorgelegt, so kann die Behörde auf Kosten des Beteiligten selbst eine Übersetzung beschaffen. <sup>4</sup>Hat die Behörde Dolmetscher oder Übersetzer herangezogen, werden diese in entsprechender Anwendung des Gesetzes über die Entschädigung von Zeugen und Sachverständigen entschädigt.

(3) Soll durch eine Anzeige, einen Antrag oder die Abgabe einer Willenserklärung eine Frist in Lauf gesetzt werden, innerhalb deren die Behörde in einer bestimmten Weise tätig werden muß, und gehen diese in einer fremden Sprache ein, so beginnt der Lauf der Frist erst mit dem Zeitpunkt, in dem der Behörde eine Übersetzung vorliegt.

(4) <sup>1</sup>Soll durch eine Anzeige, einen Antrag oder eine Willenserklärung, die in fremder Sprache eingehen, zugunsten eines Beteiligten eine Frist gegenüber der Behörde gewahrt, ein öffentlich-rechtlicher Anspruch geltend gemacht oder eine Leistung begehrte werden, so gelten die Anzeige, der Antrag oder die Willenserklärung als zum Zeitpunkt des Eingangs bei der Behörde abgegeben, wenn auf Verlangen der Behörde innerhalb einer von dieser zu setzenden angemessenen Frist eine Übersetzung vorgelegt wird. <sup>2</sup>Andernfalls ist der Zeitpunkt des Eingangs der Übersetzung maßgebend, soweit sich nicht aus zwischenstaatlichen Vereinbarungen etwas anderes ergibt. <sup>3</sup>Auf diese Rechtsfolge ist bei der Fristsetzung hinzuweisen.

**§ 24 Untersuchungsgrundsatz.** (1) <sup>1</sup>Die Behörde ermittelt den Sachverhalt von Amts wegen. <sup>2</sup>Sie bestimmt Art und Umfang der Ermittlungen; an das Vorbringen und an die Beweisanträge der Beteiligten ist sie nicht gebunden.

8. les personnes liées entre elles par un rapport durable de soin emportant communauté de vie comme entre parents et enfants (parents et enfants nourriciers),

<sup>2</sup>Les personnes visées à la première phrase restent considérées apparentées, même lorsque

1. dans les cas des n° 2, 3 et 6, le mariage ayant fondé leur relation n'existe plus ;

2. dans le cas des n° 3 à 7, le lien de parenté ou d'alliance s'est éteint en raison d'une adoption ;

3. dans le cas du n° 8, la communauté de vie ne subsiste plus, dans la mesure où les personnes continuent à être liées entre elles comme parents et enfants.

**§ 21 Suspicion légitime.** (1) <sup>1</sup>S'il existe une raison de nature à faire douter de l'exercice impartial d'une fonction ou si l'une des parties prétend qu'une telle raison existe, celui qui doit agir dans une procédure administrative pour le compte d'une autorité administrative doit en informer le chef du service ou la personne déléguée par lui et, sur son injonction, s'abstenir d'apporter son concours. <sup>2</sup>Si la suspicion légitime concerne le chef du service, l'injonction est donnée par l'autorité de contrôle, à moins que le chef du service ne s'abstienne de lui-même d'apporter son concours.

(2) Le § 20, al. 4 est applicable par analogie aux membres d'une commission (§ 88).

**§ 22 Début de la procédure.** <sup>1</sup>L'autorité administrative décide, en due discrétionnarité, si et quand elle met en oeuvre une procédure administrative. <sup>2</sup>Ceci n'est pas applicable lorsque des règles de droit prévoient

1. que l'autorité administrative doit agir d'office ou sur requête ;

2. qu'elle ne peut agir que sur requête, et qu'une telle requête fait défaut.

**§ 23 Langue de procédure.** (1) La langue de procédure est l'allemand.

(2) <sup>1</sup>Si des requêtes sont formées ou si des réclamations, attestations, documents probants ou toutes autres pièces écrites sont produits auprès d'une autorité administrative dans une langue étrangère, l'autorité administrative doit sans délai exiger la production d'une traduction. <sup>2</sup>Dans les cas fondés, la production d'une traduction authentifiée ou établie par un interprète ou un traducteur assermenté ou officiellement désigné peut être exigée. <sup>3</sup>Si la traduction exigée n'est pas produite sans délai, l'autorité administrative peut se procurer elle-même une traduction aux frais de la partie. <sup>4</sup>Si l'autorité administrative a fait appel à un interprète ou traducteur, ceux-ci seront indemnisés par application analogique de la loi sur l'indemnisation des témoins et experts.

(3) Si un délai pendant lequel l'autorité administrative doit intervenir d'une certaine manière doit être déclenché par une déclaration, une requête ou une déclaration de volonté, et que celles-ci lui arrivent dans une langue étrangère, le délai ne commence à courir qu'à partir du moment où l'autorité administrative dispose d'une traduction.

(4) <sup>1</sup>Si une déclaration, une requête ou une déclaration de volonté arrivant en langue étrangère doit permettre de conserver un délai au profit d'une partie et à l'encontre de l'autorité administrative, de faire valoir une prétention de droit public ou de solliciter une prestation, la déclaration, la requête ou déclaration de volonté est réputée remise au moment de l'arrivée auprès de l'autorité administrative, à condition qu'une traduction soit produite à la demande de l'autorité dans un délai adéquat fixé par elle. <sup>2</sup>Dans le cas contraire, c'est le moment de l'arrivée de la traduction qui est retenu, sauf dispositions différentes de conventions internationales. <sup>3</sup>Il sera fait mention de cette conséquence juridique lors de la fixation du délai.

**§ 24 Principe iuquisitoire.** (1) <sup>1</sup>L'autorité administrative procède d'office aux investigations relatives à la situation de fait. <sup>2</sup>Elle fixe la nature et l'étendue des investigations ; elle n'est pas liée par les dires et les offres de preuve des parties.

(2) Die Behörde hat alle für den Einzelfall bedeutsamen, auch die für die Beteiligten günstigen Umstände zu berücksichtigen.

(3) Die Behörde darf die Entgegennahme von Erklärungen oder Anträgen, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, nicht deshalb verweigern, weil sie die Erklärung oder den Antrag in der Sache für unzulässig oder unbegründet hält.

**§ 25 Beratung, Auskunft.** <sup>1</sup>Die Behörde soll die Abgabe von Erklärungen, die Stellung von Anträgen oder die Berichtigung von Erklärungen oder Anträgen anregen, wenn diese offensichtlich nur versehentlich oder aus Unkenntnis unterblieben oder unrichtig abgegeben oder gestellt worden sind. <sup>2</sup>Sieerteilt, soweit erforderlich, Auskunft über die den Beteiligten im Verwaltungsverfahren zustehenden Rechte und die ihnen obliegenden Pflichten.

**§ 26 Beweismittel.** (1) Die Behörde bedient sich der Beweismittel, die sie nach pflichtgemäßem Ermessen zur Ermittlung des Sachverhalts für erforderlich hält. Sie kann insbesondere

1. Auskünfte jeder Art einholen,
2. Beteiligte anhören, Zeugen und Sachverständige vernehmen oder die schriftliche Äußerung von Beteiligten, Sachverständigen und Zeugen einholen,
3. Urkunden und Akten beziehen,
4. den Augenschein einnehmen.

(2) <sup>1</sup>Die Beteiligten sollen bei der Ermittlung des Sachverhalts mitwirken. <sup>2</sup>Sie sollen insbesondere ihnen bekannte Tatsachen und Beweismittel angeben. <sup>3</sup>Eine weitergehende Pflicht, bei der Ermittlung des Sachverhalts mitzuwirken, insbesondere eine Pflicht zum persönlichen Erscheinen oder zur Aussage, besteht nur, soweit sie durch Rechtsvorschrift besonders vorgesehen ist.

(3) <sup>1</sup>Für Zeugen und Sachverständige besteht eine Pflicht zur Aussage oder zur Erstattung von Gutachten, wenn sie durch Rechtsvorschrift vorgesehen ist. <sup>2</sup>Falls die Behörde Zeugen und Sachverständige herangezogen hat, werden sie auf Antrag in entsprechender Anwendung des Gesetzes über die Entschädigung von Zeugen und Sachverständigen entschädigt.

**§ 27 Versicherung an Eides Statt.** (1) <sup>1</sup>Die Behörde darf bei der Ermittlung des Sachverhalts eine Versicherung an Eides Statt nur verlangen und abnehmen, wenn die Abnahme der Versicherung über den betreffenden Gegenstand und in dem betreffenden Verfahren durch Gesetz oder Rechtsverordnung vorgesehen und die Behörde durch Rechtsvorschrift für zuständig erklärt worden ist. <sup>2</sup>Eine Versicherung an Eides Statt soll nur gefordert werden, wenn andere Mittel zur Erforschung der Wahrheit nicht vorhanden sind, zu keinem Ergebnis geführt haben oder einen unverhältnismäßigen Aufwand erfordern. <sup>3</sup>Von eidesunfähigen Personen im Sinne des § 393 der Zivilprozeßordnung darf eine eidesstattliche Versicherung nicht verlangt werden.

(2) <sup>1</sup>Wird die Versicherung an Eides Statt von einer Behörde zur Niederschrift aufgenommen, so sind zur Aufnahme nur der Behördenleiter, sein allgemeiner Vertreter sowie Angehörige des öffentlichen Dienstes befugt, welche die Befähigung zum Richteramt haben oder die Voraussetzungen des § 110 Satz 1 des Deutschen Richtergesetzes erfüllen. <sup>2</sup>Andere Angehörige des öffentlichen Dienstes kann der Behördenleiter oder sein allgemeiner Vertreter hierzu allgemein oder im Einzelfall schriftlich ermächtigen.

(2) L'autorité administrative doit prendre en considération tous les faits pertinents en l'espèce, y compris ceux qui sont favorables aux parties.

(3) L'autorité administrative ne peut refuser d'accueillir des déclarations ou requêtes tombant dans son ressort de compétence, sous prétexte qu'elle considère la déclaration ou la requête irrecevable ou non fondée en l'espèce.

**§ 25 Conseils et renseignements.** <sup>1</sup>L'autorité administrative doit susciter la remise de déclarations, la formation de requêtes ou la rectification de déclarations ou requêtes lorsque celles-ci n'ont manifestement été omises, ou remises ou formées incorrectement que par inadvertance ou ignorance. <sup>2</sup>En tant que de besoin, elle donne des renseignements aux parties à la procédure administrative sur les droits dont elles disposent et sur les obligations qui leur incombent.

**§ 26 Moyens de preuve.** (1) L'autorité administrative recourt en due discrétionnarité aux moyens de preuve qu'elle juge nécessaires pour procéder aux investigations relatives à la situation de fait. Elle peut notamment :

1. demander des renseignements de toute nature,
2. entendre les parties, procéder à l'audition de témoins et d'experts ou demander aux parties, aux experts et aux témoins d'exposer leur point de vue par écrit,
3. se procurer documents probants et dossiers,
4. faire une descente sur les lieux.

(2) <sup>1</sup>Les parties doivent apporter leur concours aux investigations relatives à la situation de fait. <sup>2</sup>Elles doivent en particulier indiquer les éléments matériels et les moyens de preuve connus d'elles. <sup>3</sup>Une obligation plus large d'apporter son concours aux investigations relatives à la situation de fait, notamment une obligation de comparaître personnellement ou de déposer n'existe que si elle est spécialement prévue par une règle de droit.

(3) <sup>1</sup>Les témoins et experts sont tenus de déposer ou d'établir des rapports si cela est prévu par une règle de droit. <sup>2</sup>Au cas où l'autorité administrative a fait appel à des témoins ou à des experts, ceux-ci sont indemnisés sur requête par application analogique de la loi sur l'indemnisation des témoins et experts.

**§ 27 Assurance sous la foi du serment.** (1) <sup>1</sup>Lors des investigations relatives à la situation de fait, l'autorité administrative ne peut exiger et recueillir une assurance sous la foi du serment que si cela a été prévu par une disposition légale ou réglementaire pour l'objet en cause et dans la procédure en cause et que l'autorité administrative a été déclarée compétente par une règle de droit. <sup>2</sup>Une assurance sous la foi du serment ne doit être exigée que s'il n'existe pas d'autres moyens pour rechercher la vérité, s'ils n'ont abouti à aucun résultat ou exigent la mise en oeuvre de moyens disproportionnés. <sup>3</sup>Une assurance sous la foi du serment ne peut être exigée de personnes incapables de prêter serment selon le § 393 du Code de procédure civile.

(2) <sup>1</sup>Si l'assurance sous la foi du serment est enregistrée dans un procès verbal par une autorité administrative, seuls ont qualité pour l'enregistrer : le chef du service, son représentant permanent ainsi que les agents publics ayant l'aptitude aux fonctions de juge ou remplissant les conditions prévues à la première phrase du § 110 de la loi sur les juges allemands. <sup>2</sup>Le chef du service ou son représentant permanent peut y autoriser par écrit, de façon générale ou pour tel cas particulier, d'autres agents publics.

(3) <sup>1</sup>Die Versicherung besteht darin, daß der Versichernde die Richtigkeit seiner Erklärung über den betreffenden Gegenstand bestätigt und erklärt: "Ich versichere an Eides Statt, daß ich nach bestem Wissen die reine Wahrheit gesagt und nichts verschwiegen habe." <sup>2</sup>Bevollmächtigte und Beistände sind berechtigt, an der Aufnahme der Versicherung an Eides Statt teilzunehmen.

(4) <sup>1</sup>Vor der Aufnahme der Versicherung an Eides Statt ist der Versichernde über die Bedeutung der eidesstattlichen Versicherung und die strafrechtlichen Folgen einer unrichtigen oder unvollständigen eidesstattlichen Versicherung zu belehren. <sup>2</sup>Die Belehrung ist in der Niederschrift zu vermerken.

(5) <sup>1</sup>Die Niederschrift hat ferner die Namen der anwesenden Personen sowie den Ort und den Tag der Niederschrift zu enthalten. <sup>2</sup>Die Niederschrift ist demjenigen, der die eidesstattliche Versicherung abgibt, zur Genehmigung vorzulegen oder auf Verlangen zur Durchsicht vorzulegen. <sup>3</sup>Die erteilte Genehmigung ist zu vermerken und von dem Versichernden zu unterschreiben. <sup>4</sup>Die Niederschrift ist sodann von demjenigen, der die Versicherung an Eides Statt aufgenommen hat, sowie von dem Schriftführer zu unterschreiben.

**§ 28 Anhörung Beteiligter.** (1) Bevor ein Verwaltungsakt erlassen wird, der in Rechte eines Beteiligten eingreift, ist diesem Gelegenheit zu geben, sich zu den für die Entscheidung erheblichen Tatsachen zu äußern.

(2) Von der Anhörung kann abgesehen werden, wenn sie nach den Umständen des Einzelfalles nicht geboten ist, insbesondere wenn

1. eine sofortige Entscheidung wegen Gefahr im Verzug oder im öffentlichen Interesse notwendig erscheint;
2. durch die Anhörung die Einhaltung einer für die Entscheidung maßgeblichen Frist in Frage gestellt würde;
3. von den tatsächlichen Angaben eines Beteiligten, die dieser in einem Antrag oder einer Erklärung gemacht hat, nicht zu seinen Ungunsten abweichen werden soll;
4. die Behörde eine Allgemeinverfügung oder gleichartige Verwaltungsakte in größerer Zahl oder Verwaltungsakte mit Hilfe automatischer Einrichtungen erlassen will;
5. Maßnahmen in der Verwaltungsvollstreckung getroffen werden sollen.

(3) Eine Anhörung unterbleibt, wenn ihr ein zwingendes öffentliches Interesse entgegensteht.

**§ 29 Akteneinsicht durch Beteiligte.** (1) <sup>1</sup>Die Behörde hat den Beteiligten Einsicht in die das Verfahren betreffenden Akten zu gestatten, soweit deren Kenntnis zur Geltendmachung oder Verteidigung ihrer rechtlichen Interessen erforderlich ist. <sup>2</sup>Satz 1 gilt bis zum Abschluß des Verwaltungsverfahrens nicht für Entwürfe zu Entscheidungen sowie die Arbeiten zu ihrer unmittelbaren Vorbereitung. <sup>3</sup>Soweit nach den §§ 17 und 18 eine Vertretung stattfindet, haben nur die Vertreter Anspruch auf Akteneinsicht.

(2) Die Behörde ist zur Gestattung der Akteneinsicht nicht verpflichtet, soweit durch sie die ordnungsgemäße Erfüllung der Aufgaben der Behörde beeinträchtigt, das Bekanntwerden des Inhalts der Akten dem Wohle des Bundes oder eines Landes Nachteile bereiten würde oder soweit die Vorgänge nach einem Gesetz oder ihrem Wesen nach, namentlich wegen der berechtigten Interessen der Beteiligten oder dritter Personen, geheimgehalten werden müssen.

(3) <sup>1</sup>Die Akteneinsicht erfolgt bei der Behörde, die die Akten führt. <sup>2</sup>Im Einzelfall kann die Einsicht auch bei einer anderen Behörde oder bei einer diplomatischen oder berufskonsularischen Vertretung der Bundesrepublik Deutschland im Ausland erfolgen; weitere Ausnahmen kann die Behörde, die die Akten führt, gestatten.

(3) <sup>1</sup>L'assurance consiste en ce que l'assurant confirme l'exactitude de sa déclaration relative à l'objet en cause et déclare : "J'assure sous la foi du serment que j'ai dit en conscience la pure vérité et n'ai rien dissimulé". <sup>2</sup>Les mandataires et conseils sont autorisés à participer à l'enregistrement de l'assurance sous la foi du serment.

(4) <sup>1</sup>Avant l'enregistrement de l'assurance sous la foi du serment, la signification de l'assurance sous la foi du serment et les conséquences pénales d'une assurance inexacte ou incomplète doivent être indiquées à l'assurant. <sup>2</sup>Cette indication doit être mentionnée dans le procès-verbal.

(5) <sup>1</sup>Le procès-verbal doit également comporter les noms des personnes présentes, ainsi que le lieu et le jour de sa rédaction. <sup>2</sup>Le procès-verbal doit être lu pour approbation à celui dont émane l'assurance ou lui être produit à sa demande pour consultation. <sup>3</sup>L'approbation accordée doit être mentionnée et signée par l'assurant. Le procès-verbal doit ensuite être signé par la personne qui a enregistré l'assurance sous la foi du serment, ainsi que par le secrétaire.

**§ 28 Audition de parties.** (1) Avant l'édition d'un acte administratif portant atteinte aux droits d'une partie, possibilité doit lui être donnée d'exposer son point de vue sur les faits pertinents pour la décision.

(2) Il peut être renoncé à l'audition lorsque les particularités de l'espèce n'en font pas apparaître la nécessité et notamment

1. lorsqu'une décision immédiate s'impose parce qu'il y a péril en la demeure ou dans l'intérêt général ;
2. lorsque l'audition comprometttrait l'observation d'un délai essentiel pour la décision ;
3. lorsqu'il n'y a pas de risque de porter préjudice à une partie en ne s'écartant pas des données matérielles qu'elle a fournies dans une requête ou dans une déclaration ;
4. lorsque l'autorité administrative veut édicter une prescription collective ou des actes administratifs individuels similaires en grand nombre ou encore des actes administratifs au moyen d'installations automatiques ;
5. lorsque des mesures doivent être prises dans le domaine de l'exécution en matière administrative.

(3) Il n'y a pas lieu à audition si un motif impératif d'intérêt général s'y oppose.

**§ 29 Consultation des dossiers par les parties.** (1) <sup>1</sup>L'autorité administrative doit permettre aux parties de consulter les dossiers concernant la procédure en cause dans la mesure où leur connaissance est nécessaire pour faire valoir ou défendre leurs intérêts juridiques. <sup>2</sup>Jusqu'à la conclusion de la procédure administrative, la première phrase ne s'applique ni aux projets de décision, ni aux travaux préparatoires s'y rapportant directement. <sup>3</sup>Dans la mesure où il y a représentation selon les §§ 17 et 18, seuls les représentants ont droit à consulter les dossiers.

(2) L'autorité administrative n'est pas tenue de permettre la consultation des dossiers lorsque celle-ci trouble l'exécution régulière des tâches de l'autorité administrative ou que la révélation du contenu des dossiers pourrait porter préjudice au bien de la Fédération ou d'un Land, ou lorsque les faits doivent être tenus secrets en vertu d'une loi ou en raison de leur nature, eu égard notamment aux intérêts légitimes des parties ou de tierces personnes.

(3) <sup>1</sup>La consultation des dossiers s'effectue auprès de l'autorité administrative qui les tient. <sup>2</sup>Dans certains cas la consultation peut s'effectuer également auprès d'une autre autorité ou auprès de postes diplomatiques ou consulaires de la République fédérale d'Allemagne à l'étranger ; l'autorité administrative qui tient les dossiers peut permettre d'autres exceptions.

**§ 30 Geheimhaltung.** Die Beteiligten haben Anspruch darauf, daß ihre Geheimnisse, insbesondere die zum persönlichen Lebensbereich gehörenden Geheimnisse sowie die Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse, von der Behörde nicht unbefugt offenbart werden.

## Abschnitt 2. Fristen, Termine, Wiedereinsetzung

**§ 31 Fristen und Termine.** (1) Für die Berechnung von Fristen und für die Bestimmung von Terminen gelten die §§ 187 bis 193 des Bürgerlichen Gesetzbuches entsprechend, soweit nicht durch die Absätze 2 bis 5 etwas anderes bestimmt ist.

(2) Der Lauf einer Frist, die von einer Behörde gesetzt wird, beginnt mit dem Tag, der auf die Bekanntgabe der Frist folgt, außer wenn dem Betroffenen etwas anderes mitgeteilt wird.

(3) <sup>1</sup>Fällt das Ende einer Frist auf einen Sonntag, einen gesetzlichen Feiertag oder einen Sonnabend, so endet die Frist mit dem Ablauf des nächstfolgenden Werktages. <sup>2</sup>Dies gilt nicht, wenn dem Betroffenen unter Hinweis auf diese Vorschrift ein bestimmter Tag als Ende der Frist mitgeteilt worden ist.

(4) Hat eine Behörde Leistungen nur für einen bestimmten Zeitraum zu erbringen, so endet dieser Zeitraum auch dann mit dem Ablauf seines letzten Tages, wenn dieser auf einen Sonntag, einen gesetzlichen Feiertag oder einen Sonnabend fällt.

(5) Der von einer Behörde gesetzte Termin ist auch dann einzuhalten, wenn er auf einen Sonntag, gesetzlichen Feiertag oder Sonnabend fällt.

(6) Ist eine Frist nach Stunden bestimmt, so werden Sonntage, gesetzliche Feiertage oder Sonnabende mitgerechnet.

(7) <sup>1</sup>Fristen, die von einer Behörde gesetzt sind, können verlängert werden. <sup>2</sup>Sind solche Fristen bereits abgelaufen, so können sie rückwirkend verlängert werden, insbesondere wenn es unbillig wäre, die durch den Fristablauf eingetretenen Rechtsfolgen bestehen zu lassen. <sup>3</sup>Die Behörde kann die Verlängerung der Frist nach § 36 mit einer Nebenbestimmung verbinden.

**§ 32 Wiedereinsetzung in den vorigen Stand.** (1) <sup>1</sup>War jemand ohne Verschulden verhindert, eine gesetzliche Frist einzuhalten, so ist ihm auf Antrag Wiedereinsetzung in den vorigen Stand zu gewähren. <sup>2</sup>Das Verschulden eines Vertreters ist dem Vertretenen zuzurechnen.

(2) <sup>1</sup>Der Antrag ist innerhalb von zwei Wochen nach Wegfall des Hindernisses zu stellen. <sup>2</sup>Die Tatsachen zur Begründung des Antrages sind bei der Antragstellung oder im Verfahren über den Antrag glaubhaft zu machen. <sup>3</sup>Innerhalb der Antragsfrist ist die versäumte Handlung nachzuholen. Ist dies geschehen, so kann Wiedereinsetzung auch ohne Antrag gewährt werden.

(3) Nach einem Jahr seit dem Ende der versäumten Frist kann die Wiedereinsetzung nicht mehr beantragt oder die versäumte Handlung nicht mehr nachgeholt werden, außer wenn dies vor Ablauf der Jahresfrist infolge höherer Gewalt unmöglich war.

(4) Über den Antrag auf Wiedereinsetzung entscheidet die Behörde, die über die versäumte Handlung zu befinden hat.

(5) Die Wiedereinsetzung ist unzulässig, wenn sich aus einer Rechtsvorschrift ergibt, daß sie ausgeschlossen ist.

**§ 30 Préservation du secret.** Les parties ont droit à ce que leurs secrets, en particulier ceux qui entrent dans la sphère de leur vie privée ainsi que les secrets des affaires et des professions ne soient pas divulgués par les autorités de manière indue.

## Section 2. Délais, termes et relevé de forclusion

**§ 31 Délais et termes.** (1) Pour la computation des délais et la fixation de termes, les §§ 187 à 193 du Code civil sont applicables par analogie, à moins que les alinéas 2 à 5 n'en disposent autrement.

(2) Le cours d'un délai fixé par une autorité administrative part du jour qui suit la notification de ce délai, sauf si la personne concernée a reçu une information différente.

(3) <sup>1</sup>Si un délai expire un dimanche, un jour férié légal ou un samedi, le délai expire au terme du premier jour ouvrable qui suit. <sup>2</sup>Ceci ne s'applique pas lorsque, en référence à la présente disposition, la personne concernée a été informée que le délai expire un jour déterminé.

(4) Si une autorité administrative ne doit fournir des prestations que pendant un certain délai, ce délai expire au terme de son dernier jour même si celui-ci tombe un dimanche, un jour férié légal ou un samedi.

(5) Le terme fixé par une autorité administrative doit être respecté même s'il tombe un dimanche, un jour férié légal ou un samedi.

(6) Si un délai est fixé en heures, les dimanches, les jours fériés légaux et les samedis sont compris dans le calcul.

(7) <sup>1</sup>Les délais fixés par une autorité administrative peuvent être prorogés. <sup>2</sup>Si de tels délais sont déjà expirés, ils peuvent être prorogés avec effet rétroactif, en particulier lorsqu'il serait inéquitable de laisser subsister les conséquences juridiques entraînées par l'expiration du délai. <sup>3</sup>L'autorité administrative peut lier la prorogation du délai à une disposition annexée prévue au § 36.

**§ 32 Relevé de forclusion.** (1) <sup>1</sup>Lorsqu'une personne a été empêchée, sans faute de sa part, de respecter un délai légal, elle doit être relevée de sa forclusion sur requête. <sup>2</sup>La faute d'un représentant doit être imputée au représenté.

(2) <sup>1</sup>La requête doit être déposée dans un délai de deux semaines après la disparition de l'empêchement. <sup>2</sup>Les faits motivant la requête doivent être présentés de manière crédible lors du dépôt de cette requête ou au cours de la procédure correspondante. <sup>3</sup>L'acte non accompli en temps utile doit l'être dans les limites du délai du dépôt de la requête. Dans ce cas, le relevé de la forclusion peut être accordé même sans requête.

(3) Lorsqu'une année s'est écoulée après le terme du délai non respecté, il ne peut plus être demandé de relevé de forclusion, ni être procédé après coup à l'acte non accompli en temps utile, sauf si cela était impossible, par suite de force majeure, avant l'expiration de ce délai d'une année.

(4) Il appartient à l'autorité administrative ayant à connaître de l'acte non accompli en temps utile de statuer sur la requête en relevé de forclusion.

(5) Le relevé de forclusion n'est pas possible si une règle de droit l'exclut.

### Abschnitt 3. Amtliche Beglaubigung

#### § 33 Beglaubigung von Abschriften, Ablichtungen, Vervielfältigungen und Negativen.

(1) <sup>1</sup>Jede Behörde ist befugt, Abschriften von Urkunden, die sie selbst ausgestellt hat, zu beglaubigen. <sup>2</sup>Darüber hinaus sind die von der Bundesregierung durch Rechtsverordnung bestimmten Behörden im Sinne des § 1 Abs. 1 Nr. 1 und die nach Landesrecht zuständigen Behörden befugt, Abschriften zu beglaubigen, wenn die Urschrift von einer Behörde ausgestellt ist oder die Abschrift zur Vorlage bei einer Behörde benötigt wird, sofern nicht durch Rechtsvorschrift die Erteilung beglaubigter Abschriften aus amtlichen Registern und Archiven anderen Behörden ausschließlich vorbehalten ist; die Rechtsverordnung bedarf nicht der Zustimmung des Bundesrates.

(2) Abschriften dürfen nicht beglaubigt werden, wenn Umstände zu der Annahme berechtigen, daß der ursprüngliche Inhalt des Schriftstückes, dessen Abschrift beglaubigt werden soll, geändert worden ist, insbesondere wenn dieses Schriftstück Lücken, Durchstreichungen, Einschaltungen, Änderungen, unleserliche Wörter, Zahlen oder Zeichen, Spuren der Beseitigung von Wörtern, Zahlen und Zeichen enthält oder wenn der Zusammenhang eines aus mehreren Blättern bestehenden Schriftstückes aufgehoben ist.

(3) <sup>1</sup>Eine Abschrift wird beglaubigt durch einen Beglaubigungsvermerk, der unter die Abschrift zu setzen ist. <sup>2</sup>Der Vermerk muß enthalten

1. die genaue Bezeichnung des Schriftstückes, dessen Abschrift beglaubigt wird,
2. die Feststellung, daß die beglaubigte Abschrift mit dem vorgelegten Schriftstück übereinstimmt,
3. den Hinweis, daß die beglaubigte Abschrift nur zur Vorlage bei der angegebenen Behörde erteilt wird, wenn die Urschrift nicht von einer Behörde ausgestellt worden ist,
4. den Ort und den Tag der Beglaubigung, die Unterschrift des für die Beglaubigung zuständigen Bediensteten und das Dienstsiegel.

(4) <sup>1</sup>Die Absätze 1 bis 3 gelten entsprechend für die Beglaubigung von

1. Ablichtungen, Lichtdrucken und ähnlichen in technischen Verfahren hergestellten Vervielfältigungen,
2. auf fototechnischem Wege von Schriftstücken hergestellten Negativen, die bei einer Behörde aufbewahrt werden.

<sup>2</sup>Vervielfältigungen und Negative stehen, sofern sie beglaubigt sind, beglaubigten Abschriften gleich.

**§ 34 Beglaubigung von Unterschriften.** (1) <sup>1</sup>Die von der Bundesregierung durch Rechtsverordnung bestimmten Behörden im Sinne des § 1 Abs. 1 Nr. 1 und die nach Landesrecht zuständigen Behörden sind befugt, Unterschriften zu beglaubigen, wenn das unterzeichnete Schriftstück zur Vorlage bei einer Behörde oder bei einer sonstigen Stelle, die auf Grund einer Rechtsvorschrift das unterzeichnete Schriftstück vorzulegen ist, benötigt wird. <sup>2</sup>Dies gilt nicht für

1. Unterschriften ohne zugehörigen Text,
2. Unterschriften, die der öffentlichen Beglaubigung (§ 129 des Bürgerlichen Gesetzbuches) bedürfen.

(2) Eine Unterschrift soll nur beglaubigt werden, wenn sie in Gegenwart des beglaubigenden Bediensteten vollzogen oder anerkannt wird.

(3) <sup>1</sup>Der Beglaubigungsvermerk ist unmittelbar bei der Unterschrift, die beglaubigt werden soll, anzubringen. <sup>2</sup>Er muß enthalten

1. die Bestätigung, daß die Unterschrift echt ist,
2. die genaue Bezeichnung desjenigen, dessen Unterschrift beglaubigt wird, sowie die Angabe, ob sich der für die Beglaubigung zuständige Bedienstete Gewißheit über diese Person verschafft hat und ob die Unterschrift in seiner Gegenwart vollzogen oder anerkannt worden ist,
3. den Hinweis, daß die Beglaubigung nur zur Vorlage bei der angegebenen Behörde oder Stelle bestimmt ist,
4. den Ort und den Tag der Beglaubigung, die Unterschrift des für die Beglaubigung zuständigen Bediensteten und das Dienstsiegel.

### Section 3. Certification officielle

**§ 33 Certification de copies, photocopies, reproductions et négatifs.** (1) <sup>1</sup>Toute autorité administrative a qualité pour certifier des copies de documents probants qu'elle a elle-même établis. <sup>2</sup>En outre, les autorités administratives au sens du § 1<sup>er</sup>, al. 1<sup>er</sup>, n° 1 de la présente loi, désignées par règlement du gouvernement fédéral et les autorités administratives compétentes en vertu du droit de Land, ont qualité pour certifier des copies, si l'original est établi par une autorité administrative ou si la copie est réclamée afin d'être produite à une autorité administrative, à moins qu'une règle de droit ne réserve exclusivement à d'autres autorités la délivrance d'extraits certifiés de registres ou d'archives publics ; le règlement ne nécessite pas l'approbation du Bundesrat.

(2) Les copies ne doivent pas être certifiées si des circonstances induisent à penser que le contenu original de la pièce écrite dont la copie doit être certifiée a été modifié, en particulier si cette pièce écrite comporte des lacunes, des ratures, des insertions, des modifications, des mots, chiffres ou signes illisibles, des traces de suppression de mots, chiffres et signes, ou si la cohésion d'une pièce écrite comportant plusieurs feuillets a disparu.

(3) <sup>1</sup>Une copie est certifiée par une mention de certification devant être apposée au bas de la copie.  
<sup>2</sup>Cette mention doit comporter

1. la désignation exacte de la pièce écrite dont la copie est certifiée,
2. le constat que la copie certifiée est conforme à la pièce écrite produite,
3. lorsque l'original n'a pas été établi par une autorité administrative, l'indication que la copie certifiée n'est délivrée que pour être produite à l'autorité indiquée,
4. le lieu et le jour de la certification, la signature de l'agent compétent pour la certification et le sceau du service.

(4) <sup>1</sup>Les alinéas 1 à 3 s'appliquent par analogie à la certification

1. de photocopies, impressions photomécaniques et autres reproductions réalisées au moyen de procédés techniques comparables,
2. de négatifs de pièces écrites établis par voie photographique et conservés par une autorité administrative.

<sup>2</sup>Dans la mesure où ils sont certifiés, les reproductions et négatifs sont équivalents à des copies certifiées.

**§ 34 Légalisation de signatures.** (1) <sup>1</sup>Les autorités administratives au sens du § 1<sup>er</sup>, al. 1<sup>er</sup>, n° 1 de la présente loi, désignées par règlement du gouvernement fédéral et les autorités administratives compétentes en vertu du droit de Land ont qualité pour légaliser des signatures lorsque la pièce écrite signée est réclamée afin d'être produite à une autorité administrative ou à tout autre organisme auquel la pièce écrite signée doit être produite en vertu d'une règle de droit. <sup>2</sup>Cette règle ne s'applique pas

1. aux signatures qui n'accompagnent pas un texte,
2. aux signatures qui requièrent une légalisation publique (§ 129 du Code civil).

(2) Une signature ne doit être légalisée que si elle est apposée ou reconnue en présence de l'agent qui opère la légalisation.

(3) <sup>1</sup>La mention de légalisation doit être apposée immédiatement à côté de la signature à légaliser.  
<sup>2</sup>Elle doit comporter

1. la confirmation que la signature est authentique,
2. la désignation précise de la personne dont la signature est légalisée, ainsi qu'une indication précisant si l'agent compétent pour la légalisation s'est assuré de l'identité de cette personne et si la signature a été apposée ou reconnue en sa présence,
3. la mention précisant que la légalisation est donnée uniquement en vue de la production à l'autorité ou à l'organisme indiqué,
4. le lieu et le jour de la légalisation, la signature de l'agent compétent pour la légalisation et le sceau du service.

- (4) Die Absätze 1 bis 3 gelten für die Beglaubigung von Handzeichen entsprechend.
- (5) Die Rechtsverordnungen nach Absatz 1 und 4 bedürfen nicht der Zustimmung des Bundesrates.

### Teil III. Verwaltungsakt

#### Abschnitt 1. Zustandekommen des Verwaltungsaktes

**§ 35 Begriff des Verwaltungsaktes.** <sup>1</sup>Verwaltungsakt ist jede Verfügung, Entscheidung oder andere hoheitliche Maßnahme, die eine Behörde zur Regelung eines Einzelfalles auf dem Gebiet des öffentlichen Rechts trifft und die auf unmittelbare Rechtswirkung nach außen gerichtet ist. <sup>2</sup>Allgemeinverfügung ist ein Verwaltungsakt, der sich an einen nach allgemeinen Merkmalen bestimmten oder bestimmbareren Personenkreis richtet oder die öffentlich-rechtliche Eigenschaft einer Sache oder ihre Benutzung durch die Allgemeinheit betrifft.

**§ 36 Nebenbestimmungen zum Verwaltungsakt.** (1) Ein Verwaltungsakt, auf den ein Anspruch besteht, darf mit einer Nebenbestimmung nur versehen werden, wenn sie durch Rechtsvorschrift zugelassen ist oder wenn sie sicherstellen soll, daß die gesetzlichen Voraussetzungen des Verwaltungsaktes erfüllt werden.

- (2) Unbeschadet des Absatzes 1 darf ein Verwaltungsakt nach pflichtgemäßem Ermessen erlassen werden mit
1. einer Bestimmung, nach der eine Vergünstigung oder Belastung zu einem bestimmten Zeitpunkt beginnt, endet oder für einen bestimmten Zeitraum gilt (Befristung);
  2. einer Bestimmung, nach der der Eintritt oder der Wegfall einer Vergünstigung oder einer Belastung von dem ungewissen Eintritt eines zukünftigen Ereignisses abhängt (Bedingung);
  3. einem Vorbehalt des Widerrufs oder verbunden werden mit
  4. einer Bestimmung, durch die dem Begünstigten ein Tun, Dulden oder Unterlassen vorgeschrieben wird (Auflage);
  5. einem Vorbehalt der nachträglichen Aufnahme, Änderung oder Ergänzung einer Auflage.

(3) Eine Nebenbestimmung darf dem Zweck des Verwaltungsaktes nicht zuwiderlaufen.

**§ 37 Bestimmtheit und Form des Verwaltungsaktes.** (1) Ein Verwaltungsakt muß inhaltlich hinreichend bestimmt sein.

(2) <sup>1</sup>Ein Verwaltungsakt kann schriftlich, mündlich oder in anderer Weise erlassen werden. <sup>2</sup>Ein mündlicher Verwaltungsakt ist schriftlich zu bestätigen, wenn hieran ein berechtigtes Interesse besteht und der Betroffene dies unverzüglich verlangt.

(3) Ein schriftlicher Verwaltungsakt muß die erlassende Behörde erkennen lassen und die Unterschrift oder die Namenswiedergabe des Behördenleiters, seines Vertreters oder seines Beauftragten enthalten.

(4) Les alinéas 1 à 3 s'appliquent également par analogie à la légalisation de signes manuscrits.

(5) Les règlements pris en vertu des alinéas 1 et 4 ne nécessitent pas l'approbation du Bundesrat.

### Troisième Partie. L'acte administratif

#### Section 1. Elaboration de l'acte administratif

**§ 35 Notion d'acte administratif.** <sup>1</sup>Un acte administratif est toute prescription, décision ou autre mesure de puissance publique prise par une autorité administrative pour régler un cas d'espèce dans le domaine du droit public et destinée à produire directement des effets de droit à l'extérieur de l'administration. <sup>2</sup>Une prescription collective est un acte administratif qui s'adresse à un cercle de personnes déterminé ou déterminable d'après des critères généraux ou qui concerne la nature de droit public d'un bien ou son utilisation par la collectivité.

**§ 36 Dispositions annexes d'un acte administratif.** (1) Un acte administratif dont l'édition constitue un droit ne peut être assorti d'une disposition annexe que si celle-ci est autorisée par une règle de droit ou si elle est destinée à garantir le respect des conditions légales de l'acte administratif.

(2) Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, un acte administratif peut être édicté en due discrétionnarité avec

1. une disposition selon laquelle un avantage ou une charge commence ou cesse à un moment déterminé ou vaut pour une période déterminée (terme) ;
2. une disposition selon laquelle la survenance ou la perte d'un avantage ou d'une charge dépend de la survenance incertaine d'un événement futur (condition) ;
3. une réserve de révocation ou combiné avec
4. une disposition par laquelle est imposée au bénéficiaire une obligation de faire, de souffrir ou de s'abstenir (charge) ;
5. une réserve d'imposition, de modification ou de complément ultérieur d'une charge.

(3) Une disposition annexe ne peut pas être en contradiction avec la finalité de l'acte administratif.

**§ 37 Caractère déterminé et forme de l'acte administratif.** (1) Un acte administratif doit être suffisamment précis dans son contenu.

(2) <sup>1</sup>Un acte administratif peut être édicté par écrit, par oral ou sous toute autre forme. <sup>2</sup>Un acte administratif oral doit être confirmé par écrit s'il existe à cela un intérêt légitime et si la personne concernée en fait la demande sans délai.

(3) Un acte administratif écrit doit permettre d'identifier l'autorité administrative qui l'édicte et comporter la signature ou la transcription du nom du chef du service en cause, de son représentant ou de son délégué.

(4) <sup>1</sup>Bei einem schriftlichen Verwaltungsakt, der mit Hilfe automatischer Einrichtungen erlassen wird, können abweichend von Absatz 3 Unterschrift und Namenswiedergabe fehlen. <sup>2</sup>Zur Inhaltsangabe können Schlüsselzeichen verwendet werden, wenn derjenige, für den der Verwaltungsakt bestimmt ist oder der von ihm betroffen wird, auf Grund der dazu gegebenen Erläuterungen den Inhalt des Verwaltungsaktes eindeutig erkennen kann.

**§ 38 Zusicherung.** (1) <sup>1</sup>Eine von der zuständigen Behörde erteilte Zusage, einen bestimmten Verwaltungsakt später zu erlassen oder zu unterlassen (Zusicherung), bedarf zu ihrer Wirksamkeit der schriftlichen Form. <sup>2</sup>Ist vor dem Erlass des zugesicherten Verwaltungsaktes die Anhörung Beteiligter oder die Mitwirkung einer anderen Behörde oder eines Ausschusses auf Grund einer Rechtsvorschrift erforderlich, so darf die Zusicherung erst nach Anhörung der Beteiligten oder nach Mitwirkung dieser Behörde oder des Ausschusses gegeben werden.

(2) Auf die Unwirksamkeit der Zusicherung finden, unbeschadet des Absatzes 1 Satz 1, § 44, auf die Heilung von Mängeln bei der Anhörung Beteiligter und der Mitwirkung anderer Behörden oder Ausschüsse § 45 Abs. 1 Nr. 3 bis 5 sowie Abs. 2, auf die Rücknahme § 48, auf den Widerruf, unbeschadet des Absatzes 3, § 49 entsprechende Anwendung.

(3) Ändert sich nach Abgabe der Zusicherung die Sach- oder Rechtslage derart, daß die Behörde bei Kenntnis der nachträglich eingetretenen Änderung die Zusicherung nicht gegeben hätte oder aus rechtlichen Gründen nicht geben dürfen, ist die Behörde an die Zusicherung nicht mehr gebunden.

**§ 39 Begründung des Verwaltungsaktes.** (1) <sup>1</sup>Ein schriftlicher oder schriftlich bestätigter Verwaltungsakt ist schriftlich zu begründen. <sup>2</sup>In der Begründung sind die wesentlichen tatsächlichen und rechtlichen Gründe mitzuteilen, die die Behörde zu ihrer Entscheidung bewogen haben. <sup>3</sup>Die Begründung von Ermessensentscheidungen soll auch die Gesichtspunkte erkennen lassen, von denen die Behörde bei der Ausübung ihres Ermessens ausgegangen ist.

- (2) Einer Begründung bedarf es nicht,
1. soweit die Behörde einem Antrag entspricht oder einer Erklärung folgt und der Verwaltungsakt nicht in Rechte eines anderen eingreift;
  2. soweit demjenigen, für den der Verwaltungsakt bestimmt ist oder der von ihm betroffen wird, die Auffassung der Behörde über die Sach- und Rechtslage bereits bekannt oder auch ohne schriftliche Begründung für ihn ohne weiteres erkennbar ist;
  3. wenn die Behörde gleichartige Verwaltungsakte in größerer Zahl oder Verwaltungsakte mit Hilfe automatischer Einrichtungen erläßt und die Begründung nach den Umständen des Einzelfalles nicht geboten ist;
  4. wenn sich dies aus einer Rechtsvorschrift ergibt;
  5. wenn eine Allgemeinverfügung öffentlich bekanntgegeben wird.

**§ 40 Ermessen.** Ist die Behörde ermächtigt, nach ihrem Ermessen zu handeln, hat sie ihr Ermessen entsprechend dem Zweck der Ermächtigung auszuüben und die gesetzlichen Grenzen des Ermessens einzuhalten.

**§ 41 Bekanntgabe des Verwaltungsaktes.** (1) <sup>1</sup>Ein Verwaltungsakt ist demjenigen Beteiligten bekanntzugeben, für den er bestimmt ist oder der von ihm betroffen wird. <sup>2</sup>Ist ein Bevollmächtigter bestellt, so kann die Bekanntgabe ihm gegenüber vorgenommen werden.

(2) Ein schriftlicher Verwaltungsakt, der durch die Post im Geltungsbereich dieses Gesetzes übermittelt wird, gilt mit dem dritten Tage nach der Aufgabe zur Post als bekanntgegeben, außer wenn er nicht oder zu einem späteren Zeitpunkt zugegangen ist; im Zweifel hat die Behörde den Zugang des Verwaltungsaktes und den Zeitpunkt des Zugangs nachzuweisen.

(4) <sup>1</sup>Par dérogation à l'alinéa 3, la signature et la transcription du nom peuvent ne pas figurer sur un acte administratif édicté à l'aide d'installations automatiques. <sup>2</sup>Des inscriptions codées peuvent être utilisées pour indiquer le contenu, si la personne à qui l'acte administratif est destiné ou qui est concernée par lui peut, au vu des explications qui les accompagnent, identifier clairement le contenu de l'acte administratif.

**§ 38 Promesse.** (1) <sup>1</sup>L'engagement pris par une autorité administrative compétente d'édicter ultérieurement ou de s'abstenir d'édicter un acte administratif déterminé (promesse) doit, pour produire effet, revêtir la forme écrite. <sup>2</sup>Si l'édition de l'acte administratif promis nécessite préalablement, en vertu d'une règle de droit, l'audition de parties ou bien le concours d'une autre autorité ou d'une commission, la promesse ne peut être donnée qu'après l'audition des parties ou qu'après le concours de cette autorité ou de la commission.

(2) Sont applicables par analogie à l'absence d'effet de la promesse sans préjudice de l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> phrase ci-dessus le § 44, à la guérison de vices commis lors de l'audition des parties et du concours d'autres autorités administratives ou de commissions le § 45, al. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 3 à 5 et al. 2, au retrait le § 48, à la révocation sans préjudice de l'application de l'alinéa 3 ci-dessous le § 49.

(3) L'autorité administrative n'est plus tenue par la promesse si les circonstances de fait ou de droit changent après l'émission de la promesse au point que l'autorité administrative n'aurait pas fait cette promesse ou n'aurait pas pu la faire pour des raisons juridiques si elle avait eu connaissance du changement intervenu ultérieurement.

**§ 39 Motivation de l'acte administratif.** (1) <sup>1</sup>Un acte administratif écrit ou confirmé par écrit doit être motivé par écrit. <sup>2</sup>La motivation doit indiquer les motifs essentiels de fait et de droit qui ont amené l'autorité administrative à sa décision. <sup>3</sup>La motivation des décisions discrétionnaires doit également permettre d'identifier les points de vue qui ont guidé l'autorité administrative dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire.

(2) Une motivation n'est pas nécessaire

1. lorsque l'autorité administrative fait droit à une requête ou se range à une déclaration et que l'acte administratif ne porte pas atteinte aux droits d'autrui ;
2. lorsque la position de l'autorité administrative sur les circonstances de fait et de droit est déjà connue ou qu'elle est facilement identifiable, sans qu'il soit besoin d'une motivation écrite, par la personne destinataire de l'acte ou concernée par lui ;
3. lorsque l'autorité administrative édicte des actes administratifs similaires en grand nombre, ou édicte des actes administratifs au moyen d'installations automatiques et que la motivation ne s'impose pas dans les circonstances de l'espèce ;
4. lorsque cela découle d'une règle de droit ;
5. lorsqu'une prescription collective fait l'objet d'une notification publique.

**§ 40 Discréptionnarité.** Si l'autorité administrative est autorisée à agir dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, elle doit en faire usage conformément à la finalité de l'autorisation, et respecter les limites légales de la discréptionnarité.

**§ 41 Notification de l'acte administratif.** (1) <sup>1</sup>Un acte administratif doit être notifié à la partie à laquelle il est destiné ou qui est concernée par lui. <sup>2</sup>Si un mandataire est désigné, la notification peut lui être faite.

(2) Un acte administratif écrit transmis par la poste dans le champ d'application territoriale de la présente loi est réputé notifié le troisième jour suivant la remise à la poste, sauf s'il n'est pas parvenu ou est parvenu à une date plus tardive ; en cas de doute, l'autorité administrative doit apporter la preuve de la réception de l'acte administratif et de la date de la réception.

(3) <sup>1</sup>Ein Verwaltungsakt darf öffentlich bekanntgegeben werden, wenn dies durch Rechtsvorschrift zugelassen ist. <sup>2</sup>Eine Allgemeinverfügung darf auch dann öffentlich bekanntgegeben werden, wenn eine Bekanntgabe an die Beteiligten untnlich ist.

(4) <sup>1</sup>Die öffentliche Bekanntgabe eines schriftlichen Verwaltungsaktes wird dadurch bewirkt, daß sein verfügender Teil ortsüblich bekanntgemacht wird. <sup>2</sup>In der ortsüblichen Bekanntmachung ist anzugeben, wo der Verwaltungsakt und seine Begründung eingesehen werden können. <sup>3</sup>Der Verwaltungsakt gilt zwei Wochen nach der ortsüblichen Bekanntmachung als bekanntgegeben. <sup>4</sup>In einer Allgemeinverfügung kann ein hiervon abweichender Tag, jedoch frühestens der auf die Bekanntmachung folgende Tag bestimmt werden.

(5) Vorschriften über die Bekanntgabe eines Verwaltungsaktes mittels Zustellung bleiben unberührt.

**§ 42 Offenbare Unrichtigkeiten im Verwaltungsakt.** <sup>1</sup>Die Behörde kann Schreibfehler, Rechenfehler und ähnliche offensichtliche Unrichtigkeiten in einem Verwaltungsakt jederzeit berichtigten. <sup>2</sup>Bei berechtigtem Interesse des Beteiligten ist zu berichtigten. <sup>3</sup>Die Behörde ist berechtigt, die Vorlage des Schriftstückes zu verlangen, das berichtet werden soll.

## Abschnitt 2. Bestandskraft des Verwaltungsaktes

**§ 43 Wirksamkeit des Verwaltungsaktes.** (1) <sup>1</sup>Ein Verwaltungsakt wird gegenüber demjenigen, für den er bestimmt ist oder der von ihm betroffen wird, in dem Zeitpunkt wirksam, in dem er ihm bekanntgegeben wird. <sup>2</sup>Der Verwaltungsakt wird mit dem Inhalt wirksam, mit dem er bekanntgegeben wird.

(2) Ein Verwaltungsakt bleibt wirksam, solange und soweit er nicht zurückgenommen, widerrufen, anderweitig aufgehoben oder durch Zeitablauf oder auf andere Weise erledigt ist.

(3) Ein nichtiger Verwaltungsakt ist unwirksam.

**§ 44 Nichtigkeit des Verwaltungsaktes.** (1) Ein Verwaltungsakt ist nichtig, soweit er an einem besonders schwerwiegenden Fehler leidet und dies bei verständiger Würdigung aller in Betracht kommenden Umstände offenkundig ist.

(2) Ohne Rücksicht auf das Vorliegen der Voraussetzungen des Absatzes 1 ist ein Verwaltungsakt nichtig,

1. der schriftlich erlassen worden ist, die erlassende Behörde aber nicht erkennen läßt;
2. der nach einer Rechtsvorschrift nur durch die Aushändigung einer Urkunde erlassen werden kann, aber dieser Form nicht genügt;
3. den eine Behörde außerhalb ihrer durch § 3 Abs. 1 Nr. 1 begründeten Zuständigkeit erlassen hat, ohne dazu ermächtigt zu sein;
4. den aus tatsächlichen Gründen niemand ausführen kann;
5. der die Begehung einer rechtswidrigen Tat verlangt, die einen Straf- oder Bußgeldtatbestand verwirklicht;
6. der gegen die guten Sitten verstößt.

(3) <sup>1</sup>Un acte administratif peut faire l'objet d'une notification publique si cela est autorisé par une règle de droit. <sup>2</sup>Une prescription collective peut également faire l'objet d'une notification publique lorsqu'il est hors de propos de la notifier aux parties.

(4) <sup>1</sup>La notification publique d'un acte administratif écrit consiste à en publier le dispositif dans les formes localement usitées. <sup>2</sup>La publication dans les formes localement usitées doit indiquer où l'acte administratif et ses motifs peuvent être consultés. <sup>3</sup>L'acte administratif est réputé notifié deux semaines après la publication dans les formes localement usitées. <sup>4</sup>Une prescription collective peut prévoir un jour différent, au plus tôt cependant le lendemain du jour de la publication.

(5) Les dispositions relatives à la notification d'un acte administratif par voie de signification ne sont pas affectées par ce qui précède.

**§ 42 Erreurs matérielles manifestes entachant l'acte administratif.** <sup>1</sup>L'autorité administrative peut rectifier à tout moment les fautes d'orthographe, de calcul et autres erreurs matérielles manifestes du même genre dans un acte administratif. <sup>2</sup>Elle est tenue de rectifier si la partie y a un intérêt légitime. <sup>3</sup>L'autorité administrative est en droit d'exiger la production de la pièce écrite devant faire l'objet d'une rectification.

## Section 2. Autorité de l'acte administratif

**§ 43 Effet de l'acte administratif.** (1) <sup>1</sup>Un acte administratif produit effet vis-à-vis de la personne à laquelle il est destiné ou qui est concernée par lui au moment où il lui est notifié. <sup>2</sup>L'acte administratif produit effet avec le contenu avec lequel il est notifié.

(2) Un acte administratif continue à produire effet aussi longtemps que et dans la mesure où il n'est pas retiré, révoqué, annulé d'une autre manière, ou qu'il n'est pas éteint par l'écoulement d'un certain délai ou pour une autre cause.

(3) Un acte administratif nul et non avenu est dépourvu d'effet.

**§ 44 Inexistence de l'acte administratif.** (1) Un acte administratif est nul et non avenu lorsqu'il est affecté d'un vice particulièrement grave, apparaissant de manière patente lors d'une appréciation sensée de tous les éléments à prendre en considération.

(2) Sans qu'il soit nécessaire que les conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup> soient remplies, est nul et non avenu l'acte administratif :

1. qui a été édicté par écrit mais ne permet pas d'identifier l'autorité dont il émane,
2. qui, en vertu d'une règle de droit, ne peut être édicté que sous la forme de la remise en mains propres d'un document probant, mais ne satisfait pas à cette exigence de forme ;
3. qu'une autorité administrative a édicté en dehors de sa compétence telle que déterminée au § 3, al. 1<sup>er</sup>, n° 1 sans y être autorisée ;
4. dont personne ne peut matériellement assurer l'exécution ;
5. qui exige l'accomplissement d'un acte contraire au droit et constitutif d'une infraction pénale ou contraventionnelle ;
6. qui constitue une atteinte aux bonnes moeurs.

- (3) Ein Verwaltungsakt ist nicht schon deshalb nichtig, weil
1. Vorschriften über die örtliche Zuständigkeit nicht eingehalten worden sind, außer wenn ein Fall des Absatzes 2 Nr. 3 vorliegt;
  2. eine nach § 20 Abs. 1 Satz 1 Nr. 2 bis 6 ausgeschlossene Person mitgewirkt hat;
  3. ein durch Rechtsvorschrift zur Mitwirkung berufener Ausschuß den für den Erlass des Verwaltungsaktes vorgeschriebenen Beschuß nicht gefaßt hat oder nicht beschlußfähig war;
  4. die nach einer Rechtsvorschrift erforderliche Mitwirkung einer anderen Behörde unterblieben ist.

(4) Betrifft die Nichtigkeit nur einen Teil des Verwaltungsaktes, so ist er im ganzen nichtig, wenn der nichtige Teil so wesentlich ist, daß die Behörde den Verwaltungsakt ohne den nichtigen Teil nicht erlassen hätte.

(5) Die Behörde kann die Nichtigkeit jederzeit von Amts wegen feststellen; auf Antrag ist sie festzustellen, wenn der Antragsteller hieran ein berechtigtes Interesse hat.

**§ 45 Heilung von Verfahrens- und Formfehlern.** (1) Eine Verletzung von Verfahrens- oder Formvorschriften, die nicht den Verwaltungsakt nach § 44 nichtig macht, ist unbeachtlich, wenn

1. der für den Erlass des Verwaltungsaktes erforderliche Antrag nachträglich gestellt wird;
2. die erforderliche Begründung nachträglich gegeben wird;
3. die erforderliche Anhörung eines Beteiligten nachgeholt wird;
4. der Beschuß eines Ausschusses, dessen Mitwirkung für den Erlass des Verwaltungsaktes erforderlich ist, nachträglich gefaßt wird;
5. die erforderliche Mitwirkung einer anderen Behörde nachgeholt wird.

(2) Handlungen des Absatzes 1 Nr. 2 bis 5 dürfen nur bis zum Abschuß eines Vorverfahrens oder, falls ein Vorverfahren nicht stattfindet, bis zur Erhebung der verwaltungsgerichtlichen Klage nachgeholt werden.

(3) <sup>1</sup>Fehlt einem Verwaltungsakt die erforderliche Begründung oder ist die erforderliche Anhörung eines Beteiligten vor Erlass des Verwaltungsaktes unterblieben und ist dadurch die rechtzeitige Anfechtung des Verwaltungsaktes versäumt worden, so gilt die Versäumung der Rechtsbehelfsfrist als nicht verschuldet. <sup>2</sup>Das für die Wiedereinsetzungsfrist nach § 32 Abs. 2 maßgebende Ereignis tritt im Zeitpunkt der Nachholung der unterlassenen Verfahrenshandlung ein.

**§ 46 Folgen von Verfahrens- und Formfehlern.** Die Aufhebung eines Verwaltungsaktes, der nicht nach § 44 nichtig ist, kann nicht allein deshalb beansprucht werden, weil er unter Verletzung von Vorschriften über das Verfahren, die Form oder die örtliche Zuständigkeit zustande gekommen ist, wenn keine andere Entscheidung in der Sache hätte getroffen werden können.

**§ 47 Umdeutung eines fehlerhaften Verwaltungsaktes.** (1) Ein fehlerhafter Verwaltungsakt kann in einen anderen Verwaltungsakt umgedeutet werden, wenn er auf das gleiche Ziel gerichtet ist, von der erlassenden Behörde in der geschehenen Verfahrensweise und Form rechtmäßig hätte erlassen werden können und wenn die Voraussetzungen für dessen Erlass erfüllt sind.

(2) <sup>1</sup>Absatz 1 gilt nicht, wenn der Verwaltungsakt, in den der fehlerhafte Verwaltungsakt umgedeutet wäre, der erkennbaren Absicht der erlassenden Behörde widerspräche oder seine Rechtsfolgen für den Betroffenen ungünstiger wären als die des fehlerhaften Verwaltungsaktes. <sup>2</sup>Eine Umdeutung ist ferner unzulässig, wenn der fehlerhafte Verwaltungsakt nicht zurückgenommen werden dürfte.

(3) Un acte administratif n'est pas nul et non avenu du seul fait que :

1. les dispositions sur la compétence *ratione loci* n'ont pas été observées, sauf si l'on est en présence d'un cas visé par l'alinéa 2, n° 3 ;
2. une personne exclue en vertu du § 20, al. 1<sup>er</sup>, 1<sup>ère</sup> phrase, n° 2 à 6 a apporté son concours à la procédure ;
3. une commission appelée par une règle de droit à apporter son concours n'a pas pris la délibération requise pour l'édition de l'acte administratif ou ne pouvait valablement délibérer ;
4. le concours d'une autre autorité administrative, requis par une règle de droit, a fait défaut.

(4) Si l'inexistence n'affecte qu'une partie de l'acte administratif, celui-ci est nul et non avenu dans sa totalité lorsque la partie nulle et non avenue est si essentielle que l'autorité administrative n'aurait pas édicté l'acte sans cette partie nulle et non avenue.

(5) A tout moment, l'autorité administrative peut constater d'office l'inexistence. Elle doit être constatée sur requête si le requérant y a un intérêt légitime.

**§ 45 Guérison des vices de procédure ou de forme.** (1) Une violation de règles de procédure ou de forme n'entraînant pas l'inexistence de l'acte administratif en vertu du § 44 n'est pas prise en considération

1. lorsque la requête nécessaire pour l'édition de l'acte administratif est ultérieurement déposée ;
2. lorsque la motivation nécessaire est ultérieurement donnée ;
3. lorsque l'audition nécessaire d'une partie est organisée après coup ;
4. lorsque la délibération d'une commission dont le concours est nécessaire pour l'édition de l'acte administratif est ultérieurement prise ;
5. lorsque le concours nécessaire d'une autre autorité administrative est organisé après coup.

(2) Les actes prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>, n° 2 à 5 ne peuvent intervenir après coup que jusqu'à l'issue d'une procédure préalable, ou, en l'absence de procédure préalable, que jusqu'à l'introduction d'un recours devant la juridiction administrative.

(3) Lorsqu'un acte administratif est dépouvu de la motivation nécessaire ou que l'audition nécessaire d'une partie, préalablement à l'édition de l'acte administratif, n'a pas eu lieu et que, par voie de conséquence, l'acte administratif n'a pu être contesté à temps, le dépassement du délai des voies de recours est réputé non fautif.<sup>2</sup> L'événement déterminant pour la réouverture du délai du relevé de forclusion selon le § 32, al. 2 est constitué à la date de l'accomplissement ultérieur de l'acte procédural omis.

**§ 46 Conséquences des vices de procédure et de forme.** L'annulation d'un acte administratif qui n'est pas nul et non avenu en vertu du § 40 ne peut être exigée au seul motif qu'il a été élaboré en violation des règles de procédure, de forme ou de compétence *ratione loci*, alors qu'aucune autre décision n'aurait pu être prise en l'espèce.

**§ 47 Conversion d'un acte administratif vicié.** (1) Un acte administratif vicié peut être converti en un autre acte administratif si celui-ci a la même finalité et qu'il aurait pu être édicté régulièrement, par l'autorité dont il émane, suivant la même procédure et forme, et dans la mesure où les conditions pour son édition sont remplies.

(2) L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable si l'acte administratif devant résulter de la conversion de l'acte administratif vicié contredit l'intention discernable de l'autorité dont il émane, ou si ses conséquences juridiques sont plus défavorables pour la personne concernée que celles de l'acte administratif vicié.<sup>2</sup> En outre, une conversion est impossible lorsque l'acte administratif n'aurait pu être retiré.

(3) Eine Entscheidung, die nur als gesetzlich gebundene Entscheidung ergehen kann, kann nicht in eine Ermessensentscheidung umgedeutet werden.

(4) § 28 ist entsprechend anzuwenden.

**§ 48 Rücknahme eines rechtswidrigen Verwaltungsaktes.** (1) <sup>1</sup>Ein rechtswidriger Verwaltungsakt kann, auch nach dem er unanfechtbar geworden ist, ganz oder teilweise mit Wirkung für die Zukunft oder für die Vergangenheit zurückgenommen werden. <sup>2</sup>Ein Verwaltungsakt, der ein Recht oder einen rechtlich erheblichen Vorteil begründet oder bestätigt hat (begünstigender Verwaltungsakt), darf nur unter den Einschränkungen der Absätze 2 bis 4 zurückgenommen werden.

(2) <sup>1</sup>Ein rechtswidriger Verwaltungsakt, der eine einmalige oder laufende Geldleistung oder teilbare Sachleistung gewährt oder hierfür Voraussetzung ist, darf nicht zurückgenommen werden, soweit der Begünstigte auf den Bestand des Verwaltungsaktes vertraut hat und sein Vertrauen unter Abwägung mit dem öffentlichen Interesse an einer Rücknahme schutzwürdig ist. <sup>2</sup>Das Vertrauen ist in der Regel schutzwürdig, wenn der Begünstigte gewährte Leistungen verbraucht oder eine Vermögensdisposition getroffen hat, die er nicht mehr oder nur unter unzumutbaren Nachteilen rückgängig machen kann. <sup>3</sup>Auf Vertrauen kann sich der Begünstigte nicht berufen, wenn er

1. den Verwaltungsakt durch arglistige Täuschung, Drohung oder Bestechung erwirkt hat;
  2. den Verwaltungsakt durch Angaben erwirkt hat, die in wesentlicher Beziehung unrichtig oder unvollständig waren;
  3. die Rechtswidrigkeit des Verwaltungsaktes kannte oder infolge grober Fahrlässigkeit nicht kannte.
- <sup>4</sup>In den Fällen des Satzes 3 wird der Verwaltungsakt in der Regel mit Wirkung für die Vergangenheit zurückgenommen.

(3) <sup>1</sup>Wird ein rechtswidriger Verwaltungsakt, der nicht unter Absatz 2 fällt, zurückgenommen, so hat die Behörde dem Betroffenen auf Antrag den Vermögensnachteil auszugleichen, den dieser dadurch erleidet, daß er auf den Bestand des Verwaltungsaktes vertraut hat, soweit sein Vertrauen unter Abwägung mit dem öffentlichen Interesse schutzwürdig ist. <sup>2</sup>Absatz 2 Satz 3 ist anzuwenden. <sup>3</sup>Der Vermögensnachteil ist jedoch nicht über den Betrag des Interesses hinaus zu ersetzen, das der Betroffene an dem Bestand des Verwaltungsaktes hat. <sup>4</sup>Der auszugleichende Vermögensnachteil wird durch die Behörde festgesetzt. <sup>5</sup>Der Anspruch kann nur innerhalb eines Jahres geltend gemacht werden; die Frist beginnt, sobald die Behörde den Betroffenen auf sie hingewiesen hat.

(4) <sup>1</sup>Erhält die Behörde von Tatsachen Kenntnis, welche die Rücknahme eines rechtswidrigen Verwaltungsaktes rechtfertigen, so ist die Rücknahme nur innerhalb eines Jahres seit dem Zeitpunkt der Kenntnisnahme zulässig. <sup>2</sup>Dies gilt nicht im Falle des Absatzes 2 Satz 3 Nr. 1.

(5) Über die Rücknahme entscheidet nach Unanfechtbarkeit des Verwaltungsaktes die nach § 3 zuständige Behörde; dies gilt auch dann, wenn der zurückzunehmende Verwaltungsakt von einer anderen Behörde erlassen worden ist.

**§ 49 Widerruf eines rechtmäßigen Verwaltungsaktes.** (1) Ein rechtmäßiger nicht begünstigender Verwaltungsakt kann, auch nachdem er unanfechtbar geworden ist, ganz oder teilweise mit Wirkung für die Zukunft widerrufen werden, außer wenn ein Verwaltungsakt gleichen Inhalts erneut erlassen werden müßte oder aus anderen Gründen ein Widerruf unzulässig ist.

(2) <sup>1</sup>Ein rechtmäßiger begünstigender Verwaltungsakt darf, auch nachdem er unanfechtbar geworden ist, ganz oder teilweise mit Wirkung für die Zukunft nur widerrufen werden,

1. wenn der Widerruf durch Rechtsvorschrift zugelassen oder im Verwaltungsakt vorbehalten ist;
2. wenn mit dem Verwaltungsakt eine Auflage verbunden ist und der Begünstigte diese nicht oder nicht innerhalb einer ihm gesetzten Frist erfüllt hat;

(3) Une décision relevant d'une compétence liée par la loi ne peut être convertie en une décision discrétaire.

(4) Le § 28 est applicable par analogie.

**§ 48 Retrait d'un acte administratif irrégulier.** (1) <sup>1</sup>Même devenu insusceptible d'être contesté, un acte administratif irrégulier peut faire l'objet d'un retrait total ou partiel avec effet pour l'avenir ou pour le passé. <sup>2</sup>Un acte administratif fondant ou confirmant un droit ou un avantage juridiquement non négligeable (acte administratif conférant un avantage) ne peut être retiré que dans les limites posées par les alinéas 2 à 4.

(2) <sup>1</sup>Un acte administratif irrégulier qui accorde une prestation en nature fractionnable ou une prestation en espèces unique ou périodique, ou qui en constitue le préalable, ne peut être retiré lorsque le bénéficiaire s'est fié au maintien de cet acte administratif et que sa confiance, mise en balance avec l'intérêt général attaché au retrait de l'acte, mérite protection. <sup>2</sup>La confiance est en principe digne de protection si le bénéficiaire a consommé les prestations accordées ou s'il a pris une disposition patrimoniale qu'il ne peut plus modifier ou ne pourrait modifier qu'au prix de préjudices intolérables.

<sup>3</sup>Le bénéficiaire ne peut invoquer la confiance

1. lorsqu'il a obtenu l'édition de l'acte administratif par dol, menace ou corruption ;
2. lorsqu'il a obtenu l'édition de l'acte par des indications erronées ou incomplètes sur un point capital ;
3. lorsqu'il connaissait l'irrégularité de l'acte administratif ou ne l'ignorait qu'en raison d'une négligence grossière.

<sup>4</sup>Dans le cas visé à la 3<sup>e</sup> phrase, l'acte administratif est normalement retiré avec effet rétroactif.

(3) <sup>1</sup>En cas de retrait d'un acte administratif irrégulier ne tombant pas sous le coup de l'alinéa 2, l'autorité administrative doit, à la demande de la personne concernée, compenser le préjudice patrimonial subi du fait qu'elle s'est fiée au maintien de l'acte administratif, lorsque sa confiance, mise en balance avec l'intérêt général, mérite protection. <sup>2</sup>L'alinéa 2, 3<sup>e</sup> phrase s'applique. <sup>3</sup>Le préjudice patrimonial ne doit toutefois pas être réparé au-delà du montant de l'intérêt que la personne concernée a au maintien de l'acte administratif. <sup>4</sup>Le montant du préjudice patrimonial à compenser est fixé par l'autorité administrative. <sup>5</sup>La présentation ne peut être avancée que pendant un an ; le délai court à partir du moment où l'autorité administrative l'a signalé à la personne concernée.

(4) <sup>1</sup>Lorsque l'autorité administrative prend connaissance de faits qui justifient le retrait d'un acte administratif irrégulier, le retrait n'est possible que pendant un an à compter du jour où elle a pris connaissance des faits. <sup>2</sup>Cette règle n'est pas applicable au cas visé par l'alinéa 2, 3<sup>e</sup> phrase, n° 1.

(5) L'autorité administrative compétente en vertu du § 3 statue sur le retrait une fois l'acte administratif devenu insusceptible d'être contesté ; cette règle s'applique également si l'acte administratif à retirer a été édicté par une autre autorité administrative.

**§ 49 Révocation d'un acte administratif régulier.** (1) Même devenu insusceptible d'être contesté, un acte administratif régulier ne conférant pas d'avantage peut être révoqué totalement ou partiellement avec effet pour l'avenir, sauf si un acte administratif de même contenu devrait alors être édicté de nouveau ou si la révocation est impossible pour d'autres motifs.

(2) <sup>1</sup>Même devenu insusceptible d'être contesté, un acte administratif régulier conférant un avantage ne peut être révoqué totalement ou partiellement avec effet pour l'avenir que

1. si la révocation est autorisée par une règle de droit ou si l'acte administratif comporte une réserve de révocation ;
2. si l'acte administratif est assorti d'une charge et que le bénéficiaire ne s'en est pas acquitté, ou pas dans le délai qui lui était imparti ;

3. wenn die Behörde auf Grund nachträglich eingetretener Tatsachen berechtigt wäre, den Verwaltungsakt nicht zu erlassen, und wenn ohne den Widerruf das öffentliche Interesse gefährdet würde;
  4. wenn die Behörde auf Grund einer geänderten Rechtsvorschrift berechtigt wäre, den Verwaltungsakt nicht zu erlassen, soweit der Begünstigte von der Vergünstigung noch keinen Gebrauch gemacht oder auf Grund des Verwaltungsaktes noch keine Leistungen empfangen hat, und wenn ohne den Widerruf das öffentliche Interesse gefährdet würde;
  5. um schwere Nachteile für das Gemeinwohl zu verhüten oder zu beseitigen.
- <sup>2</sup>§ 48 Abs. 4 gilt entsprechend.

(3) <sup>1</sup>Ein rechtmäßiger Verwaltungsakt, der eine einmalige oder laufende Geldleistung oder teilbare Sachleistung zur Erfüllung eines bestimmten Zweckes gewährt oder hierfür Voraussetzung ist, kann, auch nachdem er unanfechtbar geworden ist, ganz oder teilweise auch mit Wirkung für die Vergangenheit widerrufen werden,

1. wenn die Leistung nicht, nicht alsbald nach der Erbringung oder nicht mehr für den in dem Verwaltungsakt bestimmten Zweck verwendet wird;
  2. wenn mit dem Verwaltungsakt eine Auflage verbunden ist und der Begünstigte diese nicht oder nicht innerhalb einer ihm gesetzten Frist erfüllt hat.
- <sup>2</sup>§ 48 Abs. 4 gilt entsprechend.

(4) Der widerrufene Verwaltungsakt wird mit dem Wirksamwerden des Widerrufs unwirksam, wenn die Behörde keinen anderen Zeitpunkt bestimmt.

(5) Über den Widerruf entscheidet nach Unanfechtbarkeit des Verwaltungsaktes die nach § 3 zuständige Behörde; dies gilt auch dann, wenn der zu widerrufende Verwaltungsakt von einer anderen Behörde erlassen worden ist.

(6) <sup>1</sup>Wird ein begünstigender Verwaltungsakt in den Fällen des Absatzes 2 Nr. 3 bis 5 widerrufen, so hat die Behörde den Betroffenen auf Antrag für den Vermögensnachteil zu entschädigen, den dieser dadurch erleidet, daß er auf den Bestand des Verwaltungsaktes vertraut hat, soweit sein Vertrauen schutzwürdig ist. <sup>2</sup>§ 48 Abs. 3 Satz 3 bis 5 gilt entsprechend. <sup>3</sup>Für Streitigkeiten über die Entschädigung ist der ordentliche Rechtsweg gegeben.

**§ 49a Erstattung, Verzinsung.** (1) <sup>1</sup>Soweit ein Verwaltungsakt mit Wirkung für die Vergangenheit zurückgenommen oder widerrufen worden oder infolge Eintritts einer auflösenden Bedingung unwirksam geworden ist, sind bereits erbrachte Leistungen zu erstatten. <sup>2</sup>Die zu erstattende Leistung ist durch schriftlichen Verwaltungsakt festzusetzen.

(2) <sup>1</sup>Für den Umfang der Erstattung mit Ausnahme der Verzinsung gelten die Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuchs über die Herausgabe einer ungerechtfertigten Bereicherung entsprechend. <sup>2</sup>Auf den Wegfall der Bereicherung kann sich der Begünstigte nicht berufen, soweit er die Umstände kannte oder infolge grober Fahrlässigkeit nicht kannte, die zur Rücknahme, zum Widerruf oder zur Unwirksamkeit des Verwaltungsaktes geführt haben.

(3) Der zu erstattende Betrag ist vom Eintritt der Unwirksamkeit des Verwaltungsaktes an mit 3 vom Hundert über dem jeweiligen Diskontsatz der Deutschen Bundesbank jährlich zu verzinsen. Von der Geltendmachung des Zinsanspruchs kann insbesondere dann abgesehen werden, wenn der Begünstigte die Umstände, die zur Rücknahme, zum Widerruf oder zur Unwirksamkeit des Verwaltungsaktes geführt haben, nicht zu vertreten hat und den zu erstattenden Betrag innerhalb der von der Behörde festgesetzten Frist leistet.

(4) Wird eine Leistung nicht alsbald nach der Auszahlung für den bestimmten Zweck verwendet, so können für die Zeit bis zur zweckentsprechenden Verwendung Zinsen nach Absatz 3 Satz 1 verlangt werden; § 49 Abs. 3 Satz 1 Nr. 1 bleibt unberührt.

3. si l'autorité administrative, sur la base de faits survenus ultérieurement, serait en droit de ne pas édicter l'acte administratif et qu'un défaut de révocation mettrait l'intérêt général en danger ;
4. si l'autorité administrative, sur la base d'une règle de droit modifiée, serait en droit de ne pas édicter l'acte administratif, dans la mesure où le bénéficiaire n'a pas encore fait usage du droit accordé ou n'a encore reçu aucune prestation sur la base de l'acte administratif, et qu'un défaut de révocation mettrait l'intérêt général en danger ;
5. pour prévenir ou mettre fin à de graves préjudices pour le bien de la collectivité.

<sup>2</sup>Le § 48, al. 4 est applicable par analogie.

- (3) <sup>1</sup>Un acte administratif régulier qui accorde, pour l'accomplissement d'un objet déterminé, une prestation en nature fractionnable ou une prestation en espèces unique ou périodique, ou bien qui en constitue le préalable, peut, même devenu insusceptible d'être contesté, être révoqué totalement ou partiellement, y compris avec effet rétroactif,
1. lorsqu'il n'est pas fait usage de la prestation, pas fait usage immédiatement après son allocation, ou plus fait usage pour l'objet déterminé par l'acte administratif ;
  2. si l'acte administratif est assorti d'une charge et que le bénéficiaire ne s'en est pas acquitté, ou pas dans le délai qui lui était impartie ;

<sup>2</sup>Le § 48, al. 4 est applicable par analogie.

(4) L'acte administratif révoqué cesse de produire effet au moment où la révocation prend effet, à moins que l'autorité administrative ne fixe une autre date.

(5) Il appartient à l'autorité administrative compétente en vertu du § 3 de statuer sur la révocation de l'acte administratif, après que celui-ci est devenu insusceptible d'être contesté ; cette règle s'applique également si l'acte administratif à révoquer a été édité par une autre autorité.

(6) <sup>1</sup>Lorsqu'un acte administratif conférant un avantage est révoqué dans les cas de l'alinéa 2, n<sup>o</sup> 3, l'autorité administrative doit, sur requête, indemniser la personne concernée du préjudice patrimonial qu'elle subit du fait qu'elle s'est fiée au maintien de l'acte administratif, lorsque sa confiance mérite protection. <sup>2</sup>Le § 48, al. 3, phrases 3 à 5 est applicable par analogie. <sup>3</sup>Les litiges relatifs à l'indemnisation relèvent de la juridiction ordinaire.

**§ 49a Remboursement, intérêts.** (1) <sup>1</sup>Dans la mesure où un acte administratif est retiré ou révoqué avec effet rétroactif ou bien a cessé de produire effet suite à la survenance d'une condition résolutoire, les prestations déjà allouées doivent être remboursées. <sup>2</sup>La prestation à rembourser doit être liquidée par un acte administratif écrit.

(2) <sup>1</sup>Les dispositions du Code civil sur la restitution liée à l'enrichissement sans cause sont applicables par analogie pour la détermination du montant du remboursement, excepté les intérêts. <sup>2</sup>Dans la mesure où il connaît les circonstances ayant conduit au retrait, à la révocation ou à l'invalidité ou bien ne les ignorait qu'en raison d'une négligence grossière, le bénéficiaire ne peut invoquer la disparition de l'enrichissement.

(3) La somme à rembourser doit être frappée d'un taux d'intérêt annuel, à chaque instant supérieur de trois pour cent au taux d'escompte de la banque fédérale allemande, à partir de la survenance de l'invalidité de l'acte administratif. Il peut être renoncé à exiger les intérêts, notamment lorsque le bénéficiaire n'a pas à être tenu pour responsable des circonstances ayant conduit au retrait, à la révocation ou à l'invalidité de l'acte administratif et qu'il verse la somme à rembourser dans le délai fixé par l'autorité administrative.

(4) S'il n'est pas fait usage d'une prestation immédiatement après le versement pour l'objet déterminé, des intérêts peuvent être demandés en application de l'alinéa 3, 1<sup>er</sup> phrase pour la période allant jusqu'à l'utilisation conforme à l'objet ; le § 49, al. 3, 1<sup>er</sup> phrase, n<sup>o</sup> 1 n'est pas affecté.

**§ 50 Rücknahme und Widerruf im Rechtsbehelfsverfahren.** § 48 Abs. 1 Satz 2, Abs. 2 bis 4 und Abs. 6 sowie § 49 Abs. 2 bis 4 und 6 gelten nicht, wenn ein begünstigender Verwaltungsakt, der von einem Dritten angefochten worden ist, während des Vorverfahrens oder während des verwaltungsgerichtlichen Verfahrens aufgehoben wird, soweit dadurch dem Widerspruch oder der Klage abgeholfen wird.

**§ 51 Wiederaufgreifen des Verfahrens.** (1) Die Behörde hat auf Antrag des Betroffenen über die Aufhebung oder Änderung eines unanfechtbaren Verwaltungsaktes zu entscheiden, wenn

1. sich die dem Verwaltungsakt zugrundeliegende Sach- oder Rechtslage nachträglich zugunsten des Betroffenen geändert hat;
2. neue Beweismittel vorliegen, die eine dem Betroffenen günstigere Entscheidung herbeigeführt haben würden;
3. Wiederaufnahmegründe entsprechend § 580 der Zivilprozeßordnung gegeben sind.

(2) Der Antrag ist nur zulässig, wenn der Betroffene ohne grobes Verschulden außerstande war, den Grund für das Wiederaufgreifen in dem früheren Verfahren, insbesondere durch Rechtsbehelf, geltend zu machen.

(3) <sup>1</sup>Der Antrag muß binnen drei Monaten gestellt werden. <sup>2</sup>Die Frist beginnt mit dem Tage, an dem der Betroffene von dem Grund für das Wiederaufgreifen Kenntnis erhalten hat.

(4) Über den Antrag entscheidet die nach § 3 zuständige Behörde; dies gilt auch dann, wenn der Verwaltungsakt, dessen Aufhebung oder Änderung begeht wird, von einer anderen Behörde erlassen worden ist.

(5) Die Vorschriften des § 48 Abs. 1 Satz 1 und des § 49 Abs. 1 bleiben unberührt.

**§ 52 Rückgabe von Urkunden und Sachen.** <sup>1</sup>Ist ein Verwaltungsakt unanfechtbar widerrufen oder zurückgenommen oder ist seine Wirksamkeit aus einem anderen Grund nicht oder nicht mehr gegeben, so kann die Behörde die auf Grund dieses Verwaltungsaktes erteilten Urkunden oder Sachen, die zum Nachweis der Rechte aus dem Verwaltungsakt oder zu deren Ausübung bestimmt sind, zurückfordern. <sup>2</sup>Der Inhaber und, sofern er nicht der Besitzer ist, auch der Besitzer dieser Urkunden oder Sachen sind zu ihrer Herausgabe verpflichtet. <sup>3</sup>Der Inhaber oder der Besitzer kann jedoch verlangen, daß ihm die Urkunden oder Sachen wieder ausgehändigt werden, nachdem sie von der Behörde als ungültig gekennzeichnet sind; dies gilt nicht bei Sachen, bei denen eine solche Kennzeichnung nicht oder nicht mit der erforderlichen Offensichtlichkeit oder Dauerhaftigkeit möglich ist.

### Abschnitt 3. Verjährungsrechtliche Wirkungen des Verwaltungsaktes

**§ 53 Unterbrechung der Verjährung durch Verwaltungsakt.** (1) <sup>1</sup>Ein Verwaltungsakt, der zur Durchsetzung des Anspruchs eines öffentlich-rechtlichen Rechtsträgers erlassen wird, unterbricht die Verjährung dieses Anspruchs. <sup>2</sup>Die Unterbrechung dauert fort, bis der Verwaltungsakt unanfechtbar geworden ist oder das Verwaltungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, anderweitig erledigt ist. <sup>3</sup>Die §§ 212 und 217 des Bürgerlichen Gesetzbuches sind entsprechend anzuwenden.

(2) Ist ein Verwaltungsakt im Sinne des Absatzes 1 unanfechtbar geworden, so ist § 218 des Bürgerlichen Gesetzbuches entsprechend anzuwenden.

**§ 50 Retrait et révocation au cours d'une procédure de recours.** Le § 48, al. 1, 2<sup>ème</sup> phrase et al. 2 à 4 et al. 6 ainsi que le § 49, al. 2 à 4 et 6 ne sont pas applicables lorsqu'un acte administratif conférant un avantage contesté par un tiers est annulé durant la procédure préalable ou durant la procédure devant la juridiction administrative, dans la mesure où il est ainsi fait droit au contredit ou au recours.

**§ 51 Réouverture de la procédure.** (1) L'autorité administrative doit, sur requête de la personne concernée, statuer sur l'annulation ou la modification d'un acte administratif insusceptible d'être contesté

1. si les circonstances de fait ou de droit à la base de l'acte administratif se sont modifiées ultérieurement au bénéfice de la personne concernée ;
2. si l'on dispose de nouveaux moyens de preuve qui auraient entraîné une décision plus favorable à la personne concernée ;
3. s'il existe des motifs de reprise du type de ceux prévus au paragraphe 580 du Code de procédure civile ;

(2) La requête n'est recevable que si la personne concernée, sans faute grave de sa part, n'était pas en mesure de faire valoir le motif de réouverture dans la procédure antérieure, en particulier par une voie de recours.

(3) <sup>1</sup>La requête doit être formée dans un délai de trois mois. <sup>2</sup>Le délai commence à courir au jour où la personne concernée a pris connaissance du motif de la réouverture.

(4) L'autorité compétente en vertu du § 3 statue sur la requête ; cette règle est également applicable lorsque l'acte administratif dont l'annulation ou la modification est demandée a été édicté par une autre autorité administrative.

(5) Les dispositions du § 48, al. 1<sup>er</sup>, 1<sup>ère</sup> phrase et du § 49, al. 1<sup>er</sup> ne sont pas affectées.

**§ 52 Restitution de documents probants et objets.** <sup>1</sup>Si un acte administratif est révoqué ou retiré par une décision insusceptible d'être contestée ou si pour une autre raison, il est ou devient dépourvu d'effet, l'autorité administrative peut exiger la restitution des documents probants et biens délivrés en vertu de cet acte administratif et destinés à prouver les droits issus de l'acte administratif ou à les exercer. <sup>2</sup>Le détenteur de ces documents probants ou biens ou, s'il n'est pas le propriétaire, leur propriétaire, est tenu de les restituer. <sup>3</sup>Le détenteur ou le propriétaire peut toutefois exiger que les documents probants ou biens lui soient à nouveau remis, après que l'autorité administrative y a porté la marque de leur invalidité ; cette règle ne s'applique pas aux biens sur lesquels l'apposition de la marque n'est pas possible ou ne présenterait pas la visibilité ou permanence nécessaire.

### Section 3. Incidences de l'acte administratif sur la prescription

**§ 53 Interruption de la prescription par un acte administratif.** (1) <sup>1</sup>Un acte administratif édicté pour faire reconnaître un droit d'un sujet de droit public interrompt la prescription de ce droit. <sup>2</sup>L'interruption est continue jusqu'à ce que l'acte administratif soit devenu insusceptible d'être contesté ou jusqu'à ce que la procédure administrative qui a conduit à son édition soit éteinte d'une autre manière. <sup>3</sup>Les §§ 212 et 217 du Code civil sont applicables par analogie.

(2) Si un acte administratif est devenu insusceptible d'être contesté au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le § 218 du Code civil est applicable par analogie.

#### Teil IV. Öffentlich-rechtlicher Vertrag

**§ 54 Zulässigkeit des öffentlich-rechtlichen Vertrages.** <sup>1</sup>Ein Rechtsverhältnis auf dem Gebiet des öffentlichen Rechts kann durch Vertrag begründet, geändert oder aufgehoben werden (öffentlichtrechtlicher Vertrag), soweit Rechtsvorschriften nicht entgegenstehen. <sup>2</sup>Insbesondere kann die Behörde, anstatt einen Verwaltungsakt zu erlassen, einen öffentlich-rechtlichen Vertrag mit demjenigen schließen, an den sie sonst den Verwaltungsakt richten würde.

**§ 55 Vergleichsvertrag.** Ein öffentlich-rechtlicher Vertrag im Sinne des § 54 Satz 2, durch den eine bei verständiger Würdigung des Sachverhalts oder der Rechtslage bestehende Ungewissheit durch gegenseitiges Nachgeben beseitigt wird (Vergleich), kann geschlossen werden, wenn die Behörde den Abschluß des Vergleichs zur Beseitigung der Ungewissheit nach pflichtgemäßem Ermessen für zweckmäßig hält.

**§ 56 Austauschvertrag.** (1) <sup>1</sup>Ein öffentlich-rechtlicher Vertrag im Sinne des § 54 Satz 2, in dem sich der Vertragspartner der Behörde zu einer Gegenleistung verpflichtet, kann geschlossen werden, wenn die Gegenleistung für einen bestimmten Zweck im Vertrag vereinbart wird und der Behörde zur Erfüllung ihrer öffentlichen Aufgaben dient. <sup>2</sup>Die Gegenleistung muß den gesamten Umständen nach angemessen sein und im sachlichen Zusammenhang mit der vertraglichen Leistung der Behörde stehen.

(2) Besteht auf die Leistung der Behörde ein Anspruch, so kann nur eine solche Gegenleistung vereinbart werden, die bei Erlaß eines Verwaltungsaktes Inhalt einer Nebenbestimmung nach § 36 sein könnte.

**§ 57 Schriftform.** Ein öffentlich-rechtlicher Vertrag ist schriftlich zu schließen, soweit nicht durch Rechtsvorschrift eine andere Form vorgeschrieben ist.

**§ 58 Zustimmung von Dritten und Behörden.** (1) Ein öffentlich-rechtlicher Vertrag, der in Rechte eines Dritten eingreift, wird erst wirksam, wenn der Dritte schriftlich zustimmt.

(2) Wird anstatt eines Verwaltungsaktes, bei dessen Erlaß nach einer Rechtsvorschrift die Genehmigung, die Zustimmung oder das Einvernehmen einer anderen Behörde erforderlich ist, ein Vertrag geschlossen, so wird dieser erst wirksam, nachdem die andere Behörde in der vorgeschriebenen Form mitgewirkt hat.

**§ 59 Nichtigkeit des öffentlich-rechtlichen Vertrages.** (1) Ein öffentlich-rechtlicher Vertrag ist nichtig, wenn sich die Nichtigkeit aus der entsprechenden Anwendung von Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuches ergibt.

- (2) Ein Vertrag im Sinne des § 5 Satz 2 ist ferner nichtig, wenn
1. ein Verwaltungsakt mit entsprechendem Inhalt nichtig wäre;
  2. ein Verwaltungsakt mit entsprechendem Inhalt nicht nur wegen eines Verfahrens- oder Formfehlers im Sinne des § 46 rechtswidrig wäre und dies den Vertragschließenden bekannt war;
  3. die Voraussetzungen zum Abschluß eines Vergleichsvertrages nicht vorlagen und ein Verwaltungsakt mit entsprechendem Inhalt nicht nur wegen eines Verfahrens- oder Formfehlers im Sinne des § 46 rechtswidrig wäre;
  4. sich die Behörde eine nach § 56 unzulässige Gegenleistung versprechen läßt.

(3) Betrifft die Nichtigkeit nur einen Teil des Vertrages, so ist er im ganzen nichtig, wenn nicht anzunehmen ist, daß er auch ohne den nichtigen Teil geschlossen worden wäre.

**§ 60 Anpassung und Kündigung in besonderen Fällen.** (1) <sup>1</sup>Haben die Verhältnisse, die für die Festsetzung des Vertragsinhalts maßgebend gewesen sind, sich seit Abschluß des Vertrages so wesentlich geändert, daß einer Vertragspartei das Festhalten an der ursprünglichen vertraglichen Regelung nicht

#### Quatrième partie. Contrat de droit public

**§ 54 Licéité du contrat de droit public.** <sup>1</sup>Un rapport de droit dans le domaine du droit public peut être fondé, modifié ou supprimé par contrat (contrat de droit public), sauf règles de droit contraires. <sup>2</sup>En particulier, l'autorité administrative peut, au lieu d'édicter un acte administratif, conclure un contrat de droit public avec celui auquel elle aurait, sinon, destiné l'acte administratif.

**§ 55 Contrat de transaction.** Il peut être conclu un contrat de droit public au sens du § 54, 2<sup>ème</sup> phrase, par lequel une incertitude résistant à une appréciation sensée de la situation de fait ou de l'état du droit est levée par voie de concessions réciproques (transaction) si l'autorité administrative estime, en due discrétionnarité, que la conclusion de la transaction est opportune pour mettre fin à l'incertitude.

**§ 56 Contrat d'échange.** (1) Il peut être conclu un contrat de droit public au sens du § 54, 2<sup>ème</sup> phrase, dans lequel le cocontractant de l'autorité administrative s'engage à fournir une contre-prestation si la contre-prestation est convenue dans le contrat pour un but déterminé et sert à l'autorité administrative pour l'accomplissement de ses missions publiques. <sup>2</sup>La contre-prestation doit être adéquate compte tenu de l'ensemble des circonstances et avoir un lien logique avec la prestation contractuelle de l'autorité administrative.

(2) Si un droit existe à une prestation de l'autorité administrative, il ne peut être convenu de contre-prestation que celle qui pourrait constituer une disposition annexe à un acte administratif selon le § 36.

**§ 57 Forme écrite.** Un contrat de droit public doit être conclu par écrit, à moins qu'une autre forme ne soit requise par une règle de droit.

**§ 58 Approbation de tiers et d'autorités administratives.** (1) Un contrat de droit public portant atteinte aux droits d'un tiers ne produit effet que lorsque ce tiers approuve par écrit.

(2) Si un contrat est conclu en lieu et place d'un acte administratif pour l'édition duquel une règle de droit impose l'agrément, l'approbation ou l'accord d'une autre autorité, ce contrat ne produit effet qu'après que l'autre autorité a apporté son concours dans la forme requise.

**§ 59 Inexistence du contrat de droit public.** (1) Un contrat de droit public est nul et non avenu quand l'inexistence découle de l'application par analogie des dispositions du Code civil.

(2) En outre, un contrat de droit public au sens du § 54, 2<sup>ème</sup> phrase est nul et non avenu si :  
1. un acte administratif de teneur analogue serait nul et non avenu ;  
2. un acte administratif de teneur analogue serait irrégulier pour des raisons autres qu'un vice de procédure ou de forme au sens du § 46, et que les cocontractants en avaient connaissance ;  
3. les conditions exigées pour la conclusion d'un contrat de transaction n'étaient pas réunies et qu'un acte administratif de teneur analogue serait irrégulier pour des raisons autres qu'un vice de procédure ou de forme au sens du § 46 ;  
4. l'autorité administrative se fait promettre une contre-prestation illicite en vertu du § 56.

(3) Si l'inexistence n'affecte qu'une partie du contrat, celui-ci est nul et non avenu dans sa totalité si l'on peut supposer qu'il n'eût pas été conclu sans la partie nulle et non avenue.

**§ 60 Adaptation et dénonciation dans des cas particuliers.** (1) <sup>1</sup>Lorsque les circonstances qui ont été déterminantes pour l'établissement du contenu du contrat se sont modifiées depuis sa conclusion de manière si essentielle que le maintien des stipulations contractuelles originelles n'est pas tolérable pour

zuzumuten ist, so kann diese Vertragspartei eine Anpassung des Vertragsinhalts an die geänderten Verhältnisse verlangen oder, sofern eine Anpassung nicht möglich oder einer Vertragspartei nicht zuzumuten ist, den Vertrag kündigen.<sup>2</sup> Die Behörde kann den Vertrag auch kündigen, um schwere Nachteile für das Gemeinwohl zu verhüten oder zu beseitigen.

(2) <sup>1</sup>Die Kündigung bedarf der Schriftform, soweit nicht durch Rechtsvorschrift eine andere Form vorgeschrieben ist. <sup>2</sup>Sie soll begründet werden.

**§ 61 Unterwerfung unter die sofortige Vollstreckung.** (1) <sup>1</sup>Jeder Vertragschließende kann sich der sofortigen Vollstreckung aus einem öffentlich-rechtlichen Vertrag im Sinne des § 50 Satz 2 unterwerfen. <sup>2</sup>Die Behörde muß hierbei von dem Behördenleiter, seinem allgemeinen Vertreter oder einem Angehörigen des öffentlichen Dienstes, der die Befähigung zum Richteramt hat oder die Voraussetzungen des § 110 Satz 1 des Deutschen Richtergesetzes erfüllt, vertreten werden. <sup>3</sup>Die Unterwerfung unter die sofortige Vollstreckung ist nur wirksam, wenn sie von der fachlich zuständigen Aufsichtsbehörde der vertragschließenden Behörde genehmigt worden ist. <sup>4</sup>Die Genehmigung ist nicht erforderlich, wenn die Unterwerfung von oder gegenüber einer obersten Bundes- oder Landesbehörde erklärt wird.

(2) <sup>1</sup>Auf öffentlich-rechtliche Verträge im Sinne des Absatzes 1 Satz 1 ist das Verwaltungs-Vollstreckungsgesetz des Bundes entsprechend anzuwenden, wenn Vertragschließender eine Behörde im Sinne des § 1 Abs. 1 Nr. 1 ist. <sup>2</sup>Will eine natürliche oder juristische Person des Privatrechts oder eine nichtrechtsfähige Vereinigung die Vollstreckung wegen einer Geldforderung betreiben, so ist § 170 Abs. 1 bis 3 der Verwaltungsgerichtsordnung entsprechend anzuwenden. <sup>3</sup>Richtet sich die Vollstreckung wegen der Erzwingung einer Handlung, Duldung oder Unterlassung gegen eine Behörde im Sinne des § 1 Abs. 1 Nr. 1, so ist § 172 der Verwaltungsgerichtsordnung entsprechend anzuwenden.

**§ 62 Ergänzende Anwendung von Vorschriften.** <sup>1</sup>Soweit sich aus den §§ 54 bis 61 nichts Abweichendes ergibt, gelten die übrigen Vorschriften dieses Gesetzes. <sup>2</sup>Ergänzend gelten die Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuches entsprechend.

## Teil V. Besondere Verfahrensarten

### Abschnitt 1. Förmliches Verwaltungsverfahren

**§ 63 Anwendung der Vorschriften über das förmliche Verwaltungsverfahren.** (1) Das förmliche Verwaltungsverfahren nach diesem Gesetz findet statt, wenn es durch Rechtsvorschrift angeordnet ist.

(2) Für das förmliche Verwaltungsverfahren gelten die §§ 64 bis 71 und, soweit sich aus ihnen nichts Abweichendes ergibt, die übrigen Vorschriften dieses Gesetzes.

(3) <sup>1</sup>Die Mitteilung nach § 17 Abs. 2 Satz 2 und die Aufforderung nach § 17 Abs. 4 Satz 2 sind im förmlichen Verwaltungsverfahren öffentlich bekanntzumachen. <sup>2</sup>Die öffentliche Bekanntmachung wird dadurch bewirkt, daß die Behörde die Mitteilung oder die Aufforderung in ihrem amtlichen Veröffentlichungsblatt und außerdem in örtlichen Tageszeitungen, die in dem Bereich verbreitet sind, indem sich die Entscheidung voraussichtlich auswirken wird, bekanntmacht.

**§ 64 Form des Antrages.** Setzt das förmliche Verwaltungsverfahren einen Antrag voraus, so ist er schriftlich oder zur Niederschrift bei der Behörde zu stellen.

**§ 65 Mitwirkung von Zeugen und Sachverständigen.** (1) <sup>1</sup>Im förmlichen Verwaltungsverfahren sind Zeugen zur Aussage und Sachverständige zur Erstattung von Gutachten verpflichtet. <sup>2</sup>Die Vorschriften der Zivilprozeßordnung über die Pflicht, als Zeuge auszusagen oder als Sachverständiger ein Gutachten

l'une des parties, celle-ci peut demander une adaptation du contenu du contrat aux circonstances nouvelles ou le dénoncer lorsqu'une telle adaptation est impossible ou intolérable pour une partie.<sup>1</sup> L'autorité administrative peut également dénoncer le contrat afin de prévenir ou mettre fin à de graves préjudices pour le bien de la collectivité.

(2) <sup>1</sup>La dénonciation doit être faite par écrit à moins qu'une autre forme ne soit prévue par une règle de droit. <sup>2</sup>Elle doit être motivée.

**§ 61 Acceptation par les parties de l'exécution immédiate du contrat.** (1) <sup>1</sup>Chaque cocontractant peut accepter l'exécution immédiate d'un contrat de droit public au sens du § 54, 2<sup>e</sup>me phrase. <sup>2</sup>Dans ce cas, l'autorité administrative doit être représentée par le chef du service, son représentant permanent ou un agent du service public ayant l'aptitude aux fonctions de juge ou remplissant les conditions prévues au § 110, 1<sup>re</sup> phrase de la loi sur les juges allemands. <sup>3</sup>L'acceptation de l'exécution immédiate ne produit effet que si elle a été approuvée par l'autorité de contrôle fonctionnel dont relève l'autorité cocontractante. <sup>4</sup>L'approbation n'est pas nécessaire si l'acceptation a fait l'objet d'une déclaration de la part ou à l'encontre d'une autorité suprême de la Fédération ou de Land.

(2) <sup>1</sup>La loi fédérale sur l'exécution en matière administrative est applicable par analogie aux contrats de droit public au sens de l'alinéa 1<sup>re</sup>, 1<sup>re</sup> phrase si le cocontractant est une autorité administrative au sens du § 1<sup>er</sup>, al. 1<sup>er</sup>, n° 1. <sup>2</sup>Si une personne physique ou morale de droit privé ou un groupement sans capacité juridique veut faire procéder à exécution en raison d'une créance en argent, le § 170, al. 1 à 3 de la loi sur la juridiction administrative est applicable par analogie. <sup>3</sup>Si l'exécution est dirigée contre une autorité administrative au sens du § 1<sup>er</sup>, al. 1<sup>er</sup>, n° 1 et tend à provoquer une obligation de faire, de souffrir ou de s'abstenir, le § 172 de la loi sur la juridiction administrative est applicable par analogie.

**§ 62 Application à titre complémentaire de certaines dispositions.** <sup>1</sup>Les dispositions de la présente loi sont applicables, sauf disposition contraire des §§ 54 à 61. <sup>2</sup>Les dispositions du Code civil sont applicables par analogie à titre complémentaire.

## Cinquième partie. Modes de procédures particuliers

### Section 1. Procédure administrative formalisée

**§ 63 Application des dispositions relatives à la procédure administrative formalisée.** (1) Il y a lieu à procédure administrative formalisée selon la présente loi lorsqu'elle est requise par une règle de droit.

(2) Les §§ 64 à 71 et, sauf s'ils en disposent autrement, les autres dispositions de la présente loi, sont applicables à la procédure administrative formalisée.

(3) <sup>1</sup>La communication prévue au § 17, al. 2, 2<sup>e</sup>me phrase et la sommation prévue au § 17, al. 4, 2<sup>e</sup>me phrase doivent être publiées par avis au cours de la procédure administrative formalisée. <sup>2</sup>L'avis public s'effectue par la publication de la communication ou de la sommation par l'autorité administrative dans son bulletin officiel, et en outre dans des quotidiens locaux répandus dans le secteur dans lequel la décision est appelée à produire ses effets.

**§ 64 Forme de la requête.** Si la procédure administrative formalisée presuppose une requête, celle-ci doit être déposée par écrit ou par consignation à un procès-verbal auprès de l'autorité administrative.

**§ 65 Concours de témoins ou d'experts.** (1) <sup>1</sup>Dans la procédure administrative formalisée, les témoins sont tenus de déposer et les experts d'établir des rapports. <sup>2</sup>Les dispositions du Code de procédure civile relatives à l'obligation de déposer comme témoin ou d'établir un rapport en qualité d'expert, à la

zu erstatten, über die Ablehnung von Sachverständigen sowie über die Vernehmung von Angehörigen des öffentlichen Dienstes als Zeugen oder Sachverständige gelten entsprechend.

(2) <sup>1</sup>Verweigern Zeugen oder Sachverständige ohne Vorliegen eines der in den §§ 376, 383 bis 385 und 408 der Zivilprozeßordnung bezeichneten Gründe die Aussage oder die Erstattung des Gutachtens, so kann die Behörde das für den Wohnsitz oder den Aufenthaltsort des Zeugen oder des Sachverständigen zuständige Verwaltungsgericht um die Vernehmung ersuchen. <sup>2</sup>Befindet sich der Wohnsitz oder der Aufenthaltsort des Zeugen oder des Sachverständigen nicht am Sitz eines Verwaltungsgerichts oder einer besonders errichteten Kammer, so kann auch das zuständige Amtsgericht um die Vernehmung ersucht werden. <sup>3</sup>In dem Ersuchen hat die Behörde den Gegenstand der Vernehmung darzulegen sowie die Namen und Anschriften der Beteiligten anzugeben. <sup>4</sup>Das Gericht hat die Beteiligten von den Beweistermen zu benachrichtigen.

(3) Hält die Behörde mit Rücksicht auf die Bedeutung der Aussage eines Zeugen oder des Gutachtens seines Sachverständigen oder zur Herbeiführung einer wahrheitsgemäßen Aussage die Beeidigung für geboten, so kann sie das nach Absatz 2 zuständige Gericht um die eidliche Vernehmung ersuchen.

(4) Das Gericht entscheidet über die Rechtmäßigkeit einer Verweigerung des Zeugnisses, des Gutachtens oder der Eidesleistung.

(5) Ein Ersuchen nach Absatz 2 oder 3 an das Gericht darf nur von dem Behördenleiter, seinem allgemeinen Vertreter oder einem Angehörigen des öffentlichen Dienstes gestellt werden, der die Befähigung zum Richteramt hat oder die Voraussetzungen des § 110 Satz 1 des Deutschen Richtergesetzes erfüllt.

**§ 66 Verpflichtung zur Anhörung von Beteiligten.** (1) Im förmlichen Verwaltungsverfahren ist den Beteiligten Gelegenheit zu geben, sich vor der Entscheidung zu äußern.

(2) Den Beteiligten ist Gelegenheit zu geben, der Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen und der Einnahme des Augenscheins beizuwohnen und hierbei sachdienliche Fragen zu stellen; ein schriftliches Gutachten soll ihnen zugänglich gemacht werden.

**§ 67 Erfordernis der mündlichen Verhandlung.** (1) <sup>1</sup>Die Behörde entscheidet nach mündlicher Verhandlung. <sup>2</sup>Hierzu sind die Beteiligten mit angemessener Frist schriftlich zu laden. <sup>3</sup>Bei der Ladung ist darauf hinzuweisen, daß bei Ausbleiben eines Beteiligten auch ohne ihn verhandelt und entschieden werden kann. <sup>4</sup>Sind mehr als 300 Ladungen vorzunehmen, so können sie durch öffentliche Bekanntmachung ersetzt werden. <sup>5</sup>Die öffentliche Bekanntmachung wird dadurch bewirkt, daß der Verhandlungsstermin mindestens zwei Wochen vorher im amtlichen Veröffentlichungsblatt der Behörde und außerdem in örtlichen Tageszeitungen, die in dem Bereich verbreitet sind, in dem sich die Entscheidung voraussichtlich auswirken wird, mit dem Hinweis nach Satz 3 bekanntgemacht wird. <sup>6</sup>Maßgebend für die Frist nach Satz 5 ist die Bekanntgabe im amtlichen Veröffentlichungsblatt.

(2) Die Behörde kann ohne mündliche Verhandlung entscheiden, wenn

1. einem Antrag im Einvernehmen mit allen Beteiligten in vollem Umfang entsprochen wird;
2. kein Beteiligter innerhalb einer hierfür gesetzten Frist Einwendungen gegen die vorgesehene Maßnahme erhoben hat;
3. die Behörde den Beteiligten mitgeteilt hat, daß sie beabsichtige, ohne mündliche Verhandlung zu entscheiden, und kein Beteiligter innerhalb einer hierfür gesetzten Frist Einwendungen dagegen erhoben hat;
4. alle Beteiligten auf sie verzichtet haben;
5. wegen Gefahr im Verzug eine sofortige Entscheidung notwendig ist.

(3) Die Behörde soll das Verfahren so fördern, daß es möglichst in einem Verhandlungsstermin erledigt werden kann.

**§ 68 Déroulement des débats oraux.** (1) <sup>1</sup>Les débats oraux ne sont pas publics. <sup>2</sup>Peuvent participer des représentants des autorités de contrôle et des personnes employées auprès de l'autorité à fin de formation professionnelle. <sup>3</sup>Le directeur des débats peut autoriser la présence d'autres personnes, sauf opposition d'une partie.

(2) <sup>1</sup>Le directeur des débats doit débattre de l'affaire avec les parties. <sup>2</sup>Il doit veiller à ce que les requêtes peu claires soient précisées, que des requêtes pertinentes soient déposées, que les indications insuffisantes soient complétées et que toutes les déclarations essentielles pour l'établissement de la situation de fait soient faites.

(3) <sup>1</sup>Le directeur des débats est responsable du bon ordre. <sup>2</sup>Il peut faire éloigner les personnes qui ne satisfont pas à ses injonctions. <sup>3</sup>Les débats peuvent être poursuivis en l'absence de ces personnes.

(4) <sup>1</sup>Un procès-verbal des débats oraux doit être établi. <sup>2</sup>Ce procès-verbal doit contenir des indications relatives

1. au lieu et à la date des débats ;
2. aux noms du directeur des débats, des parties qui ont comparu, des témoins et experts ;
3. à l'objet de la procédure qui a été traité et aux requêtes formées ;
4. à l'essentiel du contenu des dépositions des témoins et experts ;
5. au résultat d'une descente sur les lieux.

<sup>3</sup>Le procès-verbal doit être signé par le directeur des débats et, lorsqu'un secrétaire a été désigné, par ce dernier également. <sup>4</sup>Une mention dans un écrit annexé au procès-verbal des débats et désigné comme tel vaut mention au procès-verbal ; l'existence de l'annexe doit être indiquée dans le procès-verbal des débats.

**§ 69 Décision.** (1) L'autorité administrative statue d'après son appréciation du résultat global de la procédure.

(2) <sup>1</sup>Les actes administratifs qui clôturent la procédure formalisée doivent être édictés par écrit, motivés par écrit et signifiés aux parties ; une motivation n'est pas nécessaire dans les cas visés par le § 39, al. 2, n<sup>o</sup> 1 et 3. <sup>2</sup>Si plus de trois cents significations doivent être faites, elles peuvent être remplacées par un avis public. <sup>3</sup>L'avis public s'effectue par la publication du dispositif de l'acte administratif et de l'indication des voies de recours dans le bulletin officiel de l'autorité administrative et, en outre, dans les quotidiens locaux répandus dans le secteur dans lequel la décision est appelée à produire ses effets. <sup>4</sup>L'acte administratif est réputé signifié au jour où deux semaines se sont écoulées à compter du jour de la publication de l'avis dans le bulletin officiel ; il en sera fait mention dans l'avis public. <sup>5</sup>Après la publication de l'avis, l'acte administratif peut être réclamé par écrit par les parties jusqu'à l'expiration du délai de recours ; il en sera également fait mention dans l'avis public.

(3) <sup>1</sup>Si la procédure administrative formalisée est close d'une autre manière, les parties doivent en être avisées. <sup>2</sup>Si plus de trois cents avis doivent être envoyés, ils peuvent être remplacés par un avis public ; l'alinéa 2, 3<sup>me</sup> phrase est applicable par analogie.

**§ 70 Contestation de la décision.** Il n'y a pas lieu à vérification dans le cadre d'une procédure préalable avant d'introduire un recours administratif contentieux ayant pour objet un acte administratif édicté dans le cadre d'une procédure administrative formalisée.

**§ 71 Dispositions spéciales concernant la procédure formalisée devant des commissions.**

(1) <sup>1</sup>Lorsque la procédure administrative formalisée se déroule devant une commission (§ 88), tout membre de celle-ci a le droit de poser des questions utiles. <sup>2</sup>Si une partie fait objection à une question, la commission se prononce sur la licéité de celle-ci.

(2) <sup>1</sup>Bei der Beratung und Abstimmung dürfen nur Ausschußmitglieder zugegen sein, die an der mündlichen Verhandlung teilgenommen haben. <sup>2</sup>Ferner dürfen Personen zugegen sein, die bei der Behörde, bei der der Ausschuß gebildet ist, zur Ausbildung beschäftigt sind, soweit der Vorsitzende ihre Anwesenheit gestattet. <sup>3</sup>Die Abstimmungsergebnisse sind festzuhalten.

(3) <sup>1</sup>Jeder Beteiligte kann ein Mitglied des Ausschusses ablehnen, das in diesem Verwaltungsverfahren nicht tätig werden darf (§ 20) oder bei dem die Besorgnis der Befangenheit besteht (§ 21). <sup>2</sup>Eine Ablehnung vor der mündlichen Verhandlung ist schriftlich oder zur Niederschrift zu erklären. <sup>3</sup>Die Erklärung ist unzulässig, wenn sich der Beteiligte, ohne den ihm bekannten Ablehnungsgrund geltend zu machen, in die mündliche Verhandlung eingelassen hat. <sup>4</sup>Für die Entscheidung über die Ablehnung gilt § 20 Abs. 4 Satz 2 bis 4.

## Abschnitt 2. Planfeststellungsverfahren

**§ 72 Anwendung der Vorschriften über das Planfeststellungsverfahren.** (1) Ist ein Planfeststellungsverfahren durch Rechtsvorschrift angeordnet, so gelten hierfür die §§ 73 bis 78 und, soweit sich aus ihnen nichts Abweichendes ergibt, die übrigen Vorschriften dieses Gesetzes; § 51 ist nicht anzuwenden, § 29 ist mit der Maßgabe anzuwenden, daß Akteneinsicht nach pflichtgemäßem Ermessen zu gewähren ist.

(2) <sup>1</sup>Die Mitteilung nach § 17 Abs. 2 Satz 2 und die Aufforderung nach § 17 Abs. 4 Satz 2 sind im Planfeststellungsverfahren öffentlich bekanntzumachen. <sup>2</sup>Die öffentliche Bekanntmachung wird dadurch bewirkt, daß die Behörde die Mitteilung oder die Aufforderung in ihrem amtlichen Veröffentlichungsblatt und außerdem in örtlichen Tageszeitungen, die in dem Bereich verbreitet sind, in dem sich das Vorhaben voraussichtlich auswirken wird, bekanntmacht.

**§ 73 Anhörungsverfahren.** (1) <sup>1</sup>Der Träger des Vorhabens hat den Plan der Anhörungsbehörde zur Durchführung des Anhörungsverfahrens einzureichen. <sup>2</sup>Der Plan besteht aus den Zeichnungen und Erläuterungen, die das Vorhaben, seinen Anlaß und die von dem Vorhaben betroffenen Grundstücke und Anlagen erkennen lassen.

(2) Die Anhörungsbehörde holt die Stellungnahmen der Behörden ein, deren Aufgabenbereich durch das Vorhaben berührt wird.

(3) <sup>1</sup>Der Plan ist auf Veranlassung der Anhörungsbehörde in den Gemeinden, in denen sich das Vorhaben voraussichtlich auswirkt, einen Monat zur Einsicht auszulegen. <sup>2</sup>Auf eine Auslegung kann verzichtet werden, wenn der Kreis der Betroffenen bekannt ist und ihnen innerhalb angemessener Frist Gelegenheit gegeben wird, den Plan einzusehen.

(4) <sup>1</sup>Jeder, dessen Belange durch das Vorhaben berührt werden, kann bis zwei Wochen nach Ablauf der Auslegungsfrist schriftlich oder zur Niederschrift bei der Anhörungsbehörde oder bei der Gemeinde Einwendungen gegen den Plan erheben. <sup>2</sup>Im Falle des Absatzes 3 Satz 2 bestimmt die Anhörungsbehörde die Einwendungsfrist.

(5) <sup>1</sup>Die Gemeinden, in denen der Plan auszulegen ist, haben die Auslegung mindestens eine Woche vorher ortsbüchlich bekanntzumachen. <sup>2</sup>In der Bekanntmachung ist darauf hinzuweisen,

1. wo und in welchem Zeitraum der Plan zur Einsicht ausgelegt ist;
2. daß etwaige Einwendungen bei den in der Bekanntmachung zu bezeichnenden Stellen innerhalb der Einwendungsfrist vorzubringen sind;
3. daß bei Ausbleiben eines Beteiligten in dem Erörterungstermin auch ohne ihn verhandelt werden kann und verspätete Einwendungen bei der Erörterung und Entscheidung unberücksichtigt bleiben können;

INTRODUCTION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES / PROCÉDURE ADMINISTRATIVE / DISPOSITIONS FINALES

(2) <sup>1</sup>Ne peuvent participer à la discussion et au vote que les membres d'une commission ayant pris part aux débats oraux. <sup>2</sup>Puissent également y participer des personnes employées à fin de formation professionnelle auprès de l'autorité administrative auprès de laquelle la commission est formée, dans la mesure où le président autorise leur présence. <sup>3</sup>Les résultats du vote doivent être consignés par écrit.

(3) <sup>1</sup>Chaque partie peut récuser un membre de la commission qui ne doit pas intervenir dans cette procédure administrative (§ 20) ou sur lequel pèse la suspicion légitime (§ 21). <sup>2</sup>Une récusation intervenant avant les débats oraux doit être déclarée par écrit ou par consignation à un procès-verbal. <sup>3</sup>Cette déclaration est irrecevable si la partie est entrée dans les débats oraux sans invoquer le motif de récusation qu'elle connaît. Le § 20, al. 4, phrase 2 à 4 est applicable à la décision sur la récusation.

## Section 2. Procédure d'approbation d'un plan

**§ 72 Application des dispositions relatives à la procédure d'approbation d'un plan.** (1) Si une procédure d'approbation d'un plan est requise par une règle de droit, les §§ 73 à 78 lui sont applicables, ainsi que, sauf s'ils en disposent autrement, les autres dispositions de la présente loi ; le § 51 n'est pas applicable ; le § 29 est applicable, sous la réserve de due discrétionnarité dans l'admission à consulter les dossiers.

(2) <sup>1</sup>Dans le cadre de la procédure d'approbation du plan, la communication prévue au § 17, al. 2, 2<sup>ème</sup> phrase et la sommation prévue au § 17, al. 4, 2<sup>ème</sup> phrase doivent faire l'objet d'un avis public. <sup>2</sup>L'avis public est effectué par la publication de la communication ou de la sommation par l'autorité administrative dans son bulletin officiel et, en outre, dans les quotidiens locaux répandus dans le secteur dans lequel le projet est appelé à produire des effets.

**§ 73 Procédure d'enquête.** (1) <sup>1</sup>Le responsable du projet doit remettre le plan à l'autorité chargée de l'enquête en vue de la mise en œuvre de la procédure d'enquête. <sup>2</sup>Le plan se compose des schémas et explications permettant d'identifier le projet, sa raison d'être et les parcelles et installations concernées par le projet.

(2) L'autorité chargée de l'enquête recueille les prises de position des autorités administratives dont le secteur d'attributions est touché par le projet.

(3) <sup>1</sup>Le plan doit, à l'initiative de l'autorité chargée de l'enquête, être déposé pendant une durée d'un mois pour consultation dans les communes dans lesquelles il est appelé à produire des effets. <sup>2</sup>Il peut être renoncé au dépôt pour consultation si le cercle des personnes concernées est connu, et qu'il leur est donné la possibilité de consulter le plan dans un délai adéquat.

(4) Jusqu'au terme d'un délai de deux semaines suivant l'expiration du délai de dépôt pour consultation, toute personne dont les intérêts sont touchés par le projet peut émettre, par écrit ou par inscription à un procès-verbal, des objections contre le plan auprès de la commune ou de l'autorité chargée de l'enquête. <sup>2</sup>Dans le cas visé à l'alinéa 3, 2<sup>ème</sup> phrase, l'autorité chargée de l'enquête fixe le délai de présentation des objections.

(5) <sup>1</sup>Les communes dans lesquelles le plan doit être déposé pour consultation doivent faire publicité de ce dépôt au moins une semaine à l'avance dans les formes localement usitées. <sup>2</sup>Dans cet avis public, il y a lieu d'indiquer :

1. où et pour combien de temps le plan est déposé en vue de sa consultation ;
2. que les objections éventuelles doivent être émises auprès des services désignés dans l'avis public, dans le délai impartie à cet effet ;
3. que les débats peuvent avoir lieu même en cas de non comparution d'une partie à la date prévue pour le débat et que les objections tardives peuvent n'être pas prises en considération lors du débat ou de la décision ;

## 4. daß

- a) die Personen, die Einwendungen erhoben haben, von dem Erörterungstermin durch öffentliche Bekanntmachung benachrichtigt werden können,
- b) die Zustellung der Entscheidung über die Einwendungen durch öffentliche Bekanntmachung ersetzt werden kann,

wenn mehr als 300 Benachrichtigungen oder Zustellungen vorzunehmen sind.

<sup>3</sup>Nicht ortsansässige Betroffene, deren Person und Aufenthalt bekannt sind oder sich innerhalb angemessener Frist ermitteln lassen, sollen auf Veranlassung der Anhörungsbehörde von der Auslegung mit dem Hinweis nach Satz 2 benachrichtigt werden.

(6) <sup>1</sup>Nach Ablauf der Einwendungsfrist hat die Anhörungsbehörde die rechtzeitig erhobenen Einwendungen gegen den Plan und die Stellungnahmen der Behörden zu dem Plan mit dem Träger des Vorhabens, den Behörden, den Betroffenen sowie den Personen, die Einwendungen erhoben haben, zu erörtern; die Anhörungsbehörde kann auch verspätet erhobene Einwendungen erörtern. <sup>2</sup>Der Erörterungstermin ist mindestens eine Woche vorher ortsüblich bekanntzumachen. <sup>3</sup>Die Behörden, der Träger des Vorhabens und diejenigen, die Einwendungen erhoben haben, sind von dem Erörterungstermin zu benachrichtigen. <sup>4</sup>Sind außer der Benachrichtigung der Behörden und des Trägers des Vorhabens mehr als 300 Benachrichtigungen vorzunehmen, so können diese Benachrichtigungen durch öffentliche Bekanntmachung ersetzt werden. <sup>5</sup>Die öffentliche Bekanntmachung wird dadurch bewirkt, daß abweichend von Satz 2 der Erörterungstermin im amtlichen Veröffentlichungsblatt der Anhörungsbehörde und außerdem in örtlichen Tageszeitungen bekanntgemacht wird, die in dem Bereich verbreitet sind, in dem sich das Vorhaben voraussichtlich auswirken wird; maßgebend für die Frist nach Satz 2 ist die Bekanntgabe im amtlichen Veröffentlichungsblatt. <sup>6</sup>Im übrigen gelten für die Erörterung die Vorschriften über die mündliche Verhandlung im förmlichen Verwaltungsverfahren (§ 67 Abs. 1 Satz 3, Abs. 2 Nr. 1 und 4 und Abs. 3, § 68) entsprechend.

(7) Abweichend von den Vorschriften des Absatzes 6 Satz 2 bis 5 kann der Erörterungstermin bereits in der Bekanntmachung nach Absatz 5 Satz 2 bestimmt werden.

(8) <sup>1</sup>Soll ein ausgelegter Plan geändert werden und werden dadurch der Aufgabenbereich einer Behörde oder Belange Dritter erstmalig oder stärker als bisher berührt, so ist diesen die Änderung mitzuteilen und ihnen Gelegenheit zu Stellungnahmen und Einwendungen innerhalb von zwei Wochen zu geben. <sup>2</sup>Wirkt sich die Änderung auf das Gebiet einer anderen Gemeinde aus, so ist der geänderte Plan in dieser Gemeinde auszulegen; die Absätze 3 bis 6 gelten entsprechend.

(9) Die Anhörungsbehörde gibt zum Ergebnis des Anhörungsverfahrens eine Stellungnahme ab und leitet diese möglichst innerhalb eines Monats nach Abschluß der Erörterung mit dem Plan, den Stellungnahmen der Behörden und den nicht erledigten Einwendungen der Planfeststellungsbehörde zu.

**§ 74 Planfeststellungsbeschuß.** (1) <sup>1</sup>Die Planfeststellungsbehörde stellt den Plan fest (Planfeststellungsbeschuß). <sup>2</sup>Die Vorschriften über die Entscheidung und die Anfechtung der Entscheidung im förmlichen Verwaltungsverfahren (§§ 69 und 70) sind anzuwenden.

(2) <sup>1</sup>Im Planfeststellungsbeschuß entscheidet die Planfeststellungsbehörde über die Einwendungen, über die bei der Erörterung vor der Anhörungsbehörde keine Einigung erzielt worden ist. <sup>2</sup>Sie hat dem Träger des Vorhabens Vorkehrungen oder die Errichtung und Unterhaltung von Anlagen aufzuerlegen, die zum Wohl der Allgemeinheit oder zur Vermeidung nachteiliger Wirkungen auf Rechte anderer erforderlich sind. <sup>3</sup>Sind solche Vorkehrungen oder Anlagen untuftlich oder mit dem Vorhaben unvereinbar, so hat der Betroffene Anspruch auf angemessene Entschädigung in Geld.

(3) Soweit eine abschließende Entscheidung noch nicht möglich ist, ist diese im Planfeststellungsbeschuß vorzubehalten; dem Träger des Vorhabens ist dabei aufzugeben, noch fehlende oder von der Planfeststellungsbehörde bestimmte Unterlagen rechtzeitig vorzulegen.

**4. que :**

- a) les personnes ayant émis des objections peuvent être avisées de la date du débat par un avis public,
- b) la signification de la décision rendue sur les objections peut être remplacée par un avis public, si plus de trois cents avis ou significations doivent être envoyés.

<sup>3</sup>Les personnes concernées ne résidant pas sur place, dont l'identité et le lieu de séjour sont connus ou peuvent être établis dans un délai adéquat doivent être, à l'initiative de l'autorité chargée de l'enquête, avisées du dépôt pour consultation avec les indications prévues à la 2<sup>ème</sup> phrase.

(6) <sup>1</sup>Après expiration du délai de présentation des objections, l'autorité chargée de l'enquête doit débattre avec le responsable du projet, les autorités administratives, les personnes concernées et celles ayant émis des objections, des objections émises contre le plan dans le délai et des prises de position des autorités administratives relativement au plan ; l'autorité chargée de l'enquête peut également débattre des objections tardivement émises. <sup>2</sup>La date du débat doit être publiée par avis dans les formes localement usitées au moins une semaine à l'avance. <sup>3</sup>Les autorités administratives, le responsable du projet et les personnes ayant émis des objections doivent être avisés de la date du débat. <sup>4</sup>Si plus de trois cents avis, outre ceux adressés aux autorités administratives et au responsable du projet, doivent être envoyés, ils peuvent être remplacés par un avis public. <sup>5</sup>L'avis public est effectué, par dérogation à la 2<sup>ème</sup> phrase, par la publication de la date du débat dans le bulletin officiel de l'autorité chargée de l'enquête et, en outre, dans les quotidiens locaux répandus dans le secteur dans lequel le projet est appelé à produire des effets ; la notification dans le bulletin officiel est déterminante pour le délai prévu à la 2<sup>ème</sup> phrase. <sup>6</sup>Pour le surplus, les dispositions applicables aux débats oraux dans la procédure administrative formalisée (§ 67, al. 1<sup>er</sup>, 3<sup>ème</sup> phrase, al. 2, n<sup>o</sup> 1 et 4, al. 3, § 68) s'appliquent par analogie aux débats.

(7) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 6, phrases 2 à 5, la date des débats peut être déjà fixée dans l'avis public prévu à l'alinéa 5, 2<sup>ème</sup> phrase.

(8) Si le plan déposé pour consultation doit être modifié et si de ce fait le secteur d'attributions d'une autorité administrative ou les intérêts de tiers sont touchés pour la première fois ou plus gravement qu'auparavant, la modification doit leur être communiquée, et possibilité doit leur être donnée de prendre position ou d'émettre des objections dans un délai de deux semaines. <sup>2</sup>Si la modification produit des effets sur le territoire d'une autre commune, le plan modifié doit être déposé pour consultation dans cette commune ; les alinéas 3 à 6 sont applicables par analogie.

(9) L'autorité chargée de l'enquête définit sa position à l'issue de la procédure d'enquête et la transmet à l'autorité d'approbation du plan autant que possible dans un délai d'un mois à partir de la clôture du débat, accompagnée du plan, des prises de position des autorités administratives et des objections non réglées.

**§ 74 Décision d'approbation du plan** (1) <sup>1</sup>L'autorité d'approbation du plan approuve le plan (décision d'approbation du plan). <sup>2</sup>Les dispositions de la procédure administrative formalisée relatives à la décision et à la contestation de la décision (§§ 69 et 70) sont applicables.

(2) <sup>1</sup>Dans la décision d'approbation du plan, l'autorité d'approbation du plan statue sur les objections sur lesquelles un accord n'a pas été trouvé lors du débat devant l'autorité chargée de l'enquête. <sup>2</sup>Elle doit imposer au responsable du projet la prise de dispositions ou l'édition et l'entretien d'installations nécessaires au bien de la collectivité ou à la prévention d'effets préjudiciables aux droits d'autrui. <sup>3</sup>S'il est hors de propos de réaliser de telles dispositions ou installations ou si elles sont incompatibles avec le projet, la personne concernée a droit à une indemnisation pécuniaire adéquate.

(3) Lorsqu'une décision définitive n'est pas encore possible, celle-ci doit être réservée dans la décision d'approbation du plan ; le responsable du projet doit alors être chargé de produire en temps utile les pièces écrites encore manquantes ou désignées par l'autorité d'approbation du plan.

(4) <sup>1</sup>Der Planfeststellungsbeschuß ist dem Träger des Vorhabens, den bekannten Betroffenen und denjenigen, über deren Einwendungen entschieden worden ist, zuzustellen. <sup>2</sup>Eine Ausfertigung des Beschlusses ist mit einer Rechtsbehelfsbelehrung und einer Ausfertigung des festgestellten Planes in den Gemeinden zwei Wochen zur Einsicht auszulegen; der Ort und die Zeit der Auslegung sind ortsüblich bekanntzumachen. <sup>3</sup>Mit dem Ende der Auslegungsfrist gilt der Beschuß gegenüber den übrigen Betroffenen als zugestellt; darauf ist in der Bekanntmachung hinzuweisen.

(5) <sup>1</sup>Sind außer an den Träger des Vorhabens mehr als 300 Zustellungen nach Absatz 4 vorzunehmen, so können diese Zustellungen durch öffentliche Bekanntmachung ersetzt werden. <sup>2</sup>Die öffentliche Bekanntmachung wird dadurch bewirkt, daß der verfügende Teil des Planfeststellungsbeschlusses, die Rechtsbehelfsbelehrung und ein Hinweis auf die Auslegung nach Absatz 4 Satz 2 im amtlichen Veröffentlichungsblatt der zuständigen Behörde und außerdem in örtlichen Tageszeitungen bekanntgemacht werden, die in dem Bereich verbreitet sind, in dem sich das Vorhaben voraussichtlich auswirken wird; auf Auflagen ist hinzuweisen. <sup>3</sup>Mit dem Ende der Auslegungsfrist gilt der Beschuß den Betroffenen und denjenigen gegenüber, die Einwendungen erhoben haben, als zugestellt; hierauf ist in der Bekanntmachung hinzuweisen. <sup>4</sup>Nach der öffentlichen Bekanntmachung kann der Planfeststellungsbeschuß bis zum Ablauf der Rechtsbehelfsfrist von den Betroffenen und von denjenigen, die Einwendungen erhoben haben, schriftlich angefordert werden; hierauf ist in der Bekanntmachung gleichfalls hinzuweisen.

**§ 75 Rechtswirkungen der Planfeststellung.** (1) <sup>1</sup>Durch die Planfeststellung wird die Zulässigkeit des Vorhabens einschließlich der notwendigen Folgemaßnahmen an anderen Anlagen im Hinblick auf alle von ihm berührten öffentlichen Belange festgestellt; neben der Planfeststellung sind andere behördliche Entscheidungen, insbesondere öffentlich-rechtliche Genehmigungen, Verleihungen, Erlaubnisse, Bewilligungen, Zustimmungen und Planfeststellungen nicht erforderlich. <sup>2</sup>Durch die Planfeststellung werden alle öffentlich-rechtlichen Beziehungen zwischen dem Träger des Vorhabens und den durch den Plan Betroffenen rechtsgestaltend geregelt.

(2) <sup>1</sup>Ist der Planfeststellungsbeschuß unanfechtbar geworden, so sind Ansprüche auf Unterlassung des Vorhabens, auf Beseitigung oder Änderung der Anlagen oder auf Unterlassung ihrer Benutzung ausgeschlossen. <sup>2</sup>Treten nicht voraussehbare Wirkungen des Vorhabens oder der dem festgestellten Plan entsprechenden Anlagen auf das Recht eines anderen erst nach Unanfechtbarkeit des Planes auf, so kann der Betroffene Vorkehrungen oder die Errichtung und Unterhaltung von Anlagen verlangen, welche die nachteiligen Wirkungen ausschließen. <sup>3</sup>Sie sind dem Träger des Vorhabens durch Beschuß der Planfeststellungsbehörde aufzuerlegen. <sup>4</sup>Sind solche Vorkehrungen oder Anlagen unumlich oder mit dem Vorhaben unvereinbar, so richtet sich der Anspruch auf angemessene Entschädigung in Geld. <sup>5</sup>Werden Vorkehrungen oder Anlagen im Sinne des Satzes 2 notwendig, weil nach Abschuß des Planfeststellungsverfahrens auf einem benachbarten Grundstück Veränderungen eingetreten sind, so hat die hierdurch entstehenden Kosten der Eigentümer des benachbarten Grundstücks zu tragen, es sei denn, daß die Veränderungen durch natürliche Ereignisse oder höhere Gewalt verursacht worden sind; Satz 4 ist nicht anzuwenden.

(3) <sup>1</sup>Anträge, mit denen Ansprüche auf Herstellung von Einrichtungen oder auf angemessene Entschädigung nach Absatz 2 Satz 2 und 4 geltend gemacht werden, sind schriftlich an die Planfeststellungsbehörde zu richten. <sup>2</sup>Sie sind nur innerhalb von drei Jahren nach dem Zeitpunkt zulässig, zu dem der Betroffene von den nachteiligen Wirkungen des dem unanfechtbar festgestellten Plan entsprechenden Vorhabens oder der Anlage Kenntnis erhalten hat; sie sind ausgeschlossen, wenn nach Herstellung des dem Plan entsprechenden Zustandes dreißig Jahre verstrichen sind.

(4) Wird mit der Durchführung des Planes nicht innerhalb von fünf Jahren nach Eintritt der Unanfechtbarkeit begonnen, so tritt er außer Kraft.

**§ 76 Planänderungen vor Fertigstellung des Vorhabens.** (1) Soll vor Fertigstellung des Vorhabens der festgestellte Plan geändert werden, bedarf es eines neuen Planfeststellungsverfahrens.

(4) <sup>1</sup>La décision d'approbation du plan doit être signifiée au responsable du projet, aux personnes intéressées connues et à celles sur les objections desquelles il a été statué. <sup>2</sup>Une expédition de la décision accompagnée de l'indication des voies de recours et d'une expédition du plan approuvé doit être déposée pour consultation pendant deux semaines dans les communes ; le lieu et la date du dépôt pour consultation doivent être publiés dans les formes localement usitées. <sup>3</sup>A l'expiration du délai de dépôt pour consultation, la décision est réputée signifiée aux autres personnes concernées ; il en sera fait mention dans l'avis public.

(5) <sup>1</sup>Si, outre celle adressée au responsable du projet, plus de trois cents significations doivent être faites en vertu de l'alinéa 4, ces significations peuvent être remplacées par un avis public. <sup>2</sup>L'avis public est effectué par la publication du dispositif de la décision d'approbation du plan, de l'indication des voies de recours et d'une mention signalant le dépôt pour consultation prévu par l'alinéa 4, 2<sup>ème</sup> phrase dans le bulletin officiel de l'autorité administrative compétente et, en outre, dans les quotidiens locaux répandus dans le secteur dans lequel le projet est appelé à produire des effets ; il sera fait mention des charges. <sup>3</sup>Avec l'expiration du délai de dépôt pour consultation, la décision est réputée signifiée aux personnes concernées et à celles qui ont émis des objections ; il en sera fait mention dans l'avis public. <sup>4</sup>Après la publication de l'avis et jusqu'à l'expiration du délai de recours, la décision d'approbation du plan peut être réclamée par écrit par les personnes concernées et par celles qui ont émis des objections ; il en sera également fait mention dans l'avis public.

**§ 75 Effets juridiques de l'approbation du plan.** (1) <sup>1</sup>L'approbation du plan constate la licéité du projet, y compris de ses conséquences nécessaires sur d'autres installations au regard de tous les intérêts publics touchés par le projet ; nulle autre décision administrative, notamment agrément, concession, permis, autorisation, approbation et approbation de plan n'est nécessaire en sus de l'approbation du plan. <sup>2</sup>L'approbation du plan fixe avec effet constitutif toutes les relations de droit public entre le responsable du projet et les personnes concernées par le plan.

(2) Lorsque la décision d'approbation du plan est devenue insusceptible d'être contestée, les prétentions à fin de renoncer au projet, de supprimer ou de modifier les installations ou de renoncer à leur usage sont exclues. <sup>2</sup>Si des effets imprévisibles du projet ou des installations prévues par le plan établi ne viennent à affecter le droit d'autrui qu'après que le plan est devenu insusceptible d'être contesté, la personne concernée peut réclamer que soient prises des dispositions ou que soient édifiées ou entretenues des installations destinées à éliminer les effets préjudiciables. <sup>3</sup>L'obligation doit en être imposée au responsable du projet par décision de l'autorité d'approbation du plan. <sup>4</sup>S'il est hors de propos de réaliser de telles dispositions ou installations ou si elles sont incompatibles avec le projet, la prétention tendra à une indemnisation pécuniaire adéquate. <sup>5</sup>Si les dispositions ou installations au sens de la 2<sup>ème</sup> phrase deviennent nécessaires parce que des transformations sont intervenues sur une parcelle voisine postérieurement à la clôture de la procédure d'approbation du plan, le propriétaire de cette parcelle voisine doit supporter les frais occasionnés de ce fait, à moins que ces transformations ne soient dues à des phénomènes naturels ou à la force majeure ; la 4<sup>ème</sup> phrase n'est pas applicable.

(3) <sup>1</sup>Les requêtes faisant valoir des prétentions tendant à la construction d'installations ou à une indemnisation adéquate en vertu de l'alinéa 2, phrases 2 et 4 doivent être adressées par écrit à l'autorité d'approbation du plan. <sup>2</sup>Elles ne sont recevables que pendant un délai de trois ans à compter du moment auquel la personne concernée a eu connaissance des effets préjudiciables de l'installation ou du projet prévu au plan approuvé et insusceptible d'être contesté ; elles sont exclues lorsque trente années se sont écoulées depuis la survenance de la situation prévue par le plan.

(4) Le plan devient caduc si sa mise en œuvre n'est pas entamée dans un délai de cinq ans à compter du jour où il est devenu insusceptible d'être contesté.

**§ 76 Modifications du plan avant l'aboutissement du projet.** (1) Si un plan approuvé doit être modifié avant l'aboutissement du projet, une nouvelle procédure d'approbation du plan est nécessaire.

(2) Bei Planänderungen von unwesentlicher Bedeutung kann die Planfeststellungsbehörde von einem neuen Planfeststellungsverfahren absehen, wenn die Belange anderer nicht berührt werden oder wenn die Betroffenen der Änderung zugestimmt haben.

(3) Führt die Planfeststellungsbehörde in den Fällen des Absatzes 2 oder in anderen Fällen einer Planänderung von unwesentlicher Bedeutung ein Planfeststellungsverfahren durch, so bedarf es keines Anhörungsverfahrens und keiner öffentlichen Bekanntgabe des Planfeststellungsbeschlusses.

**§ 77 Aufhebung des Planfeststellungsbeschlusses.** <sup>1</sup>Wird ein Vorhaben, mit dessen Durchführung begonnen worden ist, endgültig aufgegeben, so hat die Planfeststellungsbehörde den Planfeststellungsbeschluß aufzuheben. <sup>2</sup>In dem Aufhebungsbeschluß sind dem Träger des Vorhabens die Wiederherstellung des früheren Zustandes oder geeignete andere Maßnahmen aufzuerlegen, soweit dies zum Wohl der Allgemeinheit oder zur Vermeidung nachteiliger Wirkungen auf Rechte anderer erforderlich ist. <sup>3</sup>Werden solche Maßnahmen notwendig, weil nach Abschluß des Planfeststellungsverfahrens auf einem benachbarten Grundstück Veränderungen eingetreten sind, so kann der Träger des Vorhabens durch Beschuß der Planfeststellungsbehörde zu geeigneten Vorkehrungen verpflichtet werden; die hierdurch entstehenden Kosten hat jedoch der Eigentümer des benachbarten Grundstückes zu tragen, es sei denn, daß die Veränderungen durch natürliche Ereignisse oder höhere Gewalt verursacht worden sind.

**§ 78 Zusammentreffen mehrerer Vorhaben.** (1) Treffen mehrere selbständige Vorhaben, für deren Durchführung Planfeststellungsverfahren vorgeschrieben sind, derart zusammen, daß für diese Vorhaben oder für Teile von ihnen nur eine einheitliche Entscheidung möglich ist, und ist mindestens eines der Planfeststellungsverfahren bundesrechtlich geregelt, so findet für diese Vorhaben oder für deren Teile nur ein Planfeststellungsverfahren statt.

(2) <sup>1</sup>Zuständigkeiten und Verfahren richten sich nach den Rechtsvorschriften über das Planfeststellungsverfahren, das für diejenige Anlage vorgeschrieben ist, die einem größeren Kreis öffentlich-rechtlicher Beziehungen berührt. <sup>2</sup>Bestehen Zweifel, welche Rechtsvorschrift anzuwenden ist, so entscheidet, falls nach den in Betracht kommenden Rechtsvorschriften mehrere Bundesbehörden in den Geschäftsbereichen mehrerer oberster Bundesbehörden zuständig sind, die Bundesregierung, sonst die zuständige oberste Bundesbehörde. <sup>3</sup>Bestehen Zweifel, welche Rechtsvorschrift anzuwenden ist, und sind nach den in Betracht kommenden Rechtsvorschriften eine Bundesbehörde und eine Landesbehörde zuständig, so führen, falls sich die obersten Bundes- und Landesbehörden nicht einigen, die Bundesregierung und die Landesregierung das Einvernehmen darüber herbei, welche Rechtsvorschrift anzuwenden ist.

## Teil VI. Rechtsbehelfsverfahren

**§ 79 Rechtsbehelfe gegen Verwaltungsakte.** Für formelle Rechtsbehelfe gegen Verwaltungsakte gelten die Verwaltungsgerichtsordnung und die zu ihrer Ausführung ergangenen Rechtsvorschriften, soweit nicht durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist; im übrigen gelten die Vorschriften dieses Gesetzes.

**§ 80 Erstattung von Kosten im Vorverfahren.** (1) <sup>1</sup>Soweit der Widerspruch erfolgreich ist, hat der Rechtsträger, dessen Behörde den angefochtenen Verwaltungsakt erlassen hat, demjenigen, der Widerspruch erhoben hat, die zur zweckentsprechenden Rechtsverfolgung oder Rechtsverteidigung notwendigen Aufwendungen zu erstatten. <sup>2</sup>Dies gilt auch, wenn der Widerspruch nur deshalb keinen Erfolg hat, weil die Verletzung einer Verfahrens- oder Formvorschrift nach § 45 unbeachtlich ist. <sup>3</sup>Soweit der Widerspruch erfolglos geblieben ist, hat derjenige, der den Widerspruch eingelegt hat, die zur zweckentsprechenden Rechtsverfolgung oder Rechtsverteidigung notwendigen Aufwendungen der Behörde, die den angefochtenen Verwaltungsakt erlassen hat, zu erstatten; dies gilt nicht, wenn der Widerspruch gegen einen Verwaltungsakt eingelegt wird, der im Rahmen

(2) En cas de modifications mineures du plan, l'autorité d'approbation du plan peut renoncer à une nouvelle procédure d'approbation lorsque les intérêts d'autrui ne sont pas affectés ou que les personnes concernées ont approuvé la modification.

(3) Lorsque l'autorité d'approbation du plan met en oeuvre une procédure d'approbation d'un plan dans les cas visés à l'alinéa 2 ou dans d'autres cas de modifications mineures, la procédure d'enquête et la notification publique de la décision d'approbation du plan ne sont pas nécessaires.

**§ 77 Annulation d'une décision d'approbation d'un plan.** Si un projet dont la mise en oeuvre a été entamée est définitivement abandonné, l'autorité d'approbation du plan doit annuler la décision d'approbation du plan.<sup>1</sup> Dans la décision d'annulation, la restitution de l'état antérieur ou d'autres mesures appropriées doivent être imposées au responsable du projet, dans la mesure où cela est nécessaire au bien de la collectivité ou à la prévention d'effets préjudiciables sur les droits d'autrui.<sup>2</sup> Si de telles mesures deviennent nécessaires en raison de transformations intervenues sur une parcelle voisine après la clôture de la procédure d'approbation du plan, une décision de l'autorité d'approbation du plan peut imposer au responsable du projet de prendre des dispositions appropriées ; le propriétaire de cette parcelle voisine doit cependant supporter les frais occasionnés de ce fait, à moins que ces transformations ne soient dues à des phénomènes naturels ou à la force majeure.

**§ 78 Jonction de projets.** (1) Lorsque plusieurs projets indépendants les uns des autres, pour la mise en oeuvre desquels des procédures d'approbation de plan sont requises, se rejoignent au point que seule une décision unique soit possible pour tout ou partie d'entre eux, et que l'une au moins de ces procédures d'approbation d'un plan est réglée par le droit fédéral, il y a lieu à une procédure unique d'approbation de plan pour tout ou partie de ces projets.

(2) Les compétences et les procédures se déterminent d'après les règles de droit applicables à la procédure d'approbation de plan requise pour celle des installations qui affecte le plus grand nombre de relations de droit public.<sup>3</sup> S'il existe un doute sur la règle de droit qu'il convient d'appliquer, dans le cas où les règles de droit applicables à l'espèce prévoient la compétence de plusieurs autorités administratives fédérales dans des secteurs d'activité de plusieurs autorités administratives fédérales suprêmes, le Gouvernement fédéral tranche, et dans les autres cas l'autorité fédérale suprême compétente.<sup>4</sup> S'il existe un doute sur la règle de droit qu'il convient d'appliquer et que les règles de droit applicables à l'espèce prévoient la compétence d'une autorité administrative fédérale et d'une autorité administrative de Land, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Land s'entendent pour déterminer la règle de droit applicable, à défaut d'accord entre les autorités administratives suprêmes de la Fédération et du Land.

## Sixième partie. Procédures de recours

**§ 79 Voies de recours contre les actes administratifs.** La loi sur la juridiction administrative et les règles de droit intervenues pour son exécution sont applicables aux voies de recours formelles contre les actes administratifs, sauf si la loi en dispose autrement ; pour le reste, les dispositions de la présente loi sont applicables.

**§ 80 Remboursement des frais exposés dans le cadre de la procédure préalable.** (1) Lorsqu'il est fait droit au contredit, la personne morale de rattachement de l'autorité administrative qui a édicté l'acte administratif contesté doit rembourser à la personne qui a formé le contredit les dépenses nécessaires à la poursuite ou à la défense efficace de son droit.<sup>1</sup> Cette règle s'applique également si le contredit est rejeté au seul motif que la violation d'une règle de procédure ou de forme n'est pas prise en considération en vertu du § 45.<sup>2</sup> Lorsqu'il n'a pas été fait droit au contredit, celui qui l'a formé doit rembourser à l'autorité administrative qui a édicté l'acte administratif contesté les dépenses nécessaires à la poursuite ou à la défense efficace de son droit ; cette disposition n'est pas applicable lorsque le contredit est formé contre un acte administratif édicté

1. eines bestehenden oder früheren öffentlich-rechtlichen Dienst- oder Amtsverhältnisses oder
2. einer bestehenden oder früheren gesetzlichen Dienstpflicht oder einer Tätigkeit, die an Stelle der gesetzlichen Dienstpflicht geleistet werden kann, erlassen wurde.<sup>4</sup> Aufwendungen, die durch das Verschulden eines Erstattungsberechtigten entstanden sind, hat dieser selbst zu tragen; das Verschulden eines Vertreters ist dem Vertretenen zuzurechnen.

(2) Die Gebühren und Auslagen eines Rechtsanwalts oder eines sonstigen Bevollmächtigten im Vorverfahren sind erstattungsfähig, wenn die Zuziehung eines Bevollmächtigten notwendig war.

(3) <sup>1</sup>Die Behörde, die die Kostenentscheidung getroffen hat, setzt auf Antrag den Betrag der zu erstattenden Aufwendungen fest; hat ein Ausschuß oder Beirat (§ 73 Abs. 2 der Verwaltungsgerichtsordnung) die Kostenentscheidung getroffen, so obliegt die Kostenfestsetzung der Behörde, bei der der Ausschuß oder Beirat gebildet ist. <sup>2</sup>Die Kostenentscheidung bestimmt auch, ob die Zuziehung eines Rechtsanwalts oder eines sonstigen Bevollmächtigten notwendig war.

(4) Die Absätze 1 bis 3 gelten auch für Vorverfahren bei Maßnahmen des Richterdienstrechts.

## Teil VII. Ehrenamtliche Tätigkeit, Ausschüsse

### Abschnitt 1. Ehrenamtliche Tätigkeit

**§ 81 Anwendung der Vorschriften über die ehrenamtliche Tätigkeit.** Für die ehrenamtliche Tätigkeit im Verwaltungsverfahren gelten die §§ 82 bis 87, soweit Rechtsvorschriften nichts Abweichendes bestimmen.

**§ 82 Pflicht zu ehrenamtlicher Tätigkeit.** Eine Pflicht zur Übernahme ehrenamtlicher Tätigkeit besteht nur, wenn sie durch Rechtsvorschrift vorgesehen ist.

**§ 83 Ausübung ehrenamtlicher Tätigkeit.** (1) Der ehrenamtlich Tätige hat seine Tätigkeit gewissenhaft und unparteiisch auszuüben.

(2) <sup>1</sup>Bei Übernahme seiner Aufgaben ist er zur gewissenhaften und unparteiischen Tätigkeit und zur Verschwiegenheit besonders zu verpflichten. <sup>2</sup>Die Verpflichtung ist aktenkundig zu machen.

**§ 84 Verschwiegenheitspflicht.** (1) <sup>1</sup>Der ehrenamtlich Tätige hat, auch nach Beendigung seiner ehrenamtlichen Tätigkeit über die ihm dabei bekanntgewordenen Angelegenheiten Verschwiegenheit zu wahren. <sup>2</sup>Dies gilt nicht für Mitteilungen im dienstlichen Verkehr oder über Tatsachen, die offenkundig sind oder ihrer Bedeutung nach keiner Geheimhaltung bedürfen.

(2) Der ehrenamtlich Tätige darf ohne Genehmigung über Angelegenheiten, über die er Verschwiegenheit zu wahren hat, weder vor Gericht noch außergerichtlich aussagen oder Erklärungen abgeben.

(3) Die Genehmigung, als Zeuge auszusagen, darf nur versagt werden, wenn die Aussage dem Wohle des Bundes oder eines Landes Nachteile bereiten oder die Erfüllung öffentlicher Aufgaben ernstlich gefährden oder erheblich erschweren würde.

(4) <sup>1</sup>Ist der ehrenamtlich Tätige Beteiligter in einem gerichtlichen Verfahren oder soll sein Vorbringen der Wahrnehmung seiner berechtigten Interessen dienen, so darf die Genehmigung auch

1. dans le cadre d'un rapport actuel ou passé de service ou de fonction relevant du droit public  
ou
  2. dans le cadre d'une obligation légale de service, actuelle ou passée, ou d'une activité accomplie à la place de l'obligation légale de service.
- <sup>4</sup>Les dépenses occasionnées par la faute d'une personne ayant droit au remboursement doivent être supportées par elle ; la faute d'un représentant est imputable au représenté.

(2) Les droits forfaitaires et débours d'un avocat ou de tout autre mandataire dans le cadre d'une procédure préalable peuvent donner lieu à remboursement si le recours à un mandataire était nécessaire.

(3) <sup>1</sup>L'autorité administrative qui a pris la décision relative aux frais liquide sur requête le montant des dépenses à rembourser ; si une commission ou un conseil consultatif (§ 73, al. 2 de la loi sur la juridiction administrative) a pris la décision relative aux frais, il appartient à l'autorité administrative auprès de laquelle cette commission ou ce conseil consultatif est institué de prendre la décision de liquidation des frais. <sup>2</sup>La décision relative aux frais tranche également le point de savoir si le recours à un avocat ou à un autre mandataire était nécessaire.

(4) Les alinéas 1 à 3 s'appliquent également aux procédures préalables portant sur des mesures prises en vertu du statut des juges.

## Septième partie. Collaboration à titre non professionnel et commissions

### Section 1. Collaboration à titre non professionnel

**§ 81 Application des dispositions relatives à la collaboration à titre non professionnel.** Les §§ 82 à 87 sont applicables à la collaboration à titre non professionnel dans la procédure administrative, sauf si des règles de droit en disposent autrement.

**§ 82 Obligation de collaboration à titre non professionnel.** Il n'y a obligation d'assumer une activité à titre non professionnel que si une règle de droit le prévoit.

**§ 83 Exercice d'une activité à titre nonprofessionnel.** (1) Le collaborateur à titre non professionnel doit exercer son activité de façon consciencieuse et impartiale.

(2) <sup>1</sup>Lors de la prise en charge de ses attributions, il doit prendre un engagement particulier de discréetion et d'exercice consciencieux et impartial. <sup>2</sup>Il est pris acte de cette obligation dans le dossier.

**§ 84 Obligation de discréetion.** (1) <sup>1</sup>Le collaborateur à titre non professionnel doit observer la discréetion, même après achèvement de sa collaboration à titre non professionnel, sur les affaires parvenues à sa connaissance à cette occasion. <sup>2</sup>Cette règle ne s'applique pas aux communications faites dans le cadre des rapports de service ni à celles portant sur des faits notoires ou dont l'importance ne suffit pas à justifier la préservation du secret.

(2) Le collaborateur à titre non professionnel ne peut sans autorisation faire des dépositions ou des déclarations ni devant un tribunal ni autrement, sur des affaires pour lesquelles il est tenu à l'obligation de discréetion.

(3) L'autorisation pour déposer comme témoin ne peut être refusée que si la déposition serait de nature à porter préjudice au bien de la Fédération ou d'un Land, ou à mettre sérieusement en péril ou rendre sensiblement plus difficile l'accomplissement de missions publiques.

(4) <sup>1</sup>Lorsqu'un collaborateur à titre non professionnel est partie à une procédure judiciaire, ou que ses dires doivent servir à la sauvegarde de ses intérêts légitimes, l'autorisation ne peut être refusée, même

dann, wenn die Voraussetzungen des Absatzes 3 erfüllt sind, nur versagt werden, wenn ein zwingendes öffentliches Interesse dies erfordert. <sup>1</sup>Wird sie versagt, so ist dem ehrenamtlich Tätigen der Schutz zu gewähren, den die öffentlichen Interessen zulassen.

(5) Die Genehmigung nach den Absätzen 2 bis 4 erteilt die fachlich zuständige Aufsichtsbehörde der Stelle, die den ehrenamtlich Tätigen berufen hat.

**§ 85 Entschädigung.** Der ehrenamtlich Tätige hat Anspruch auf Ersatz seiner notwendigen Auslagen und seines Verdienstausfalls.

**§ 86 Abberufung.** <sup>1</sup>Personen, die zu ehrenamtlicher Tätigkeit herangezogen worden sind, können von der Stelle, die sie berufen hat, abberufen werden, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. <sup>2</sup>Ein wichtiger Grund liegt insbesondere vor, wenn der ehrenamtlich Tätige

1. seine Pflicht gröblich verletzt oder sich als unwürdig erwiesen hat,
2. seine Tätigkeit nicht mehr ordnungsgemäß ausüben kann.

**§ 87 Ordnungswidrigkeiten.** (1) Ordnungswidrig handelt, wer

1. eine ehrenamtliche Tätigkeit nicht übernimmt, obwohl er zur Übernahme verpflichtet ist,
2. eine ehrenamtliche Tätigkeit, zu deren Übernahme er verpflichtet war, ohne anerkennenswerten Grund niederlegt.

(2) Die Ordnungswidrigkeit kann mit einer Geldbuße geahndet werden.

## Abschnitt 2. Ausschüsse

**§ 88 Anwendung der Vorschriften über Ausschüsse** Für Ausschüsse, Beiräte und andere kollegiale Einrichtungen (Ausschüsse) gelten, wenn sie in einem Verwaltungsverfahren tätig werden, die §§ 89 bis 93, soweit Rechtsvorschriften nichts Abweichendes bestimmen.

**§ 89 Ordnung in den Sitzungen.** Der Vorsitzende eröffnet, leitet und schließt die Sitzungen; er ist für die Ordnung verantwortlich.

**§ 90 Beschlusfähigkeit.** (1) <sup>1</sup>Ausschüsse sind beschlußfähig, wenn alle Mitglieder geladen und mehr als die Hälfte, mindestens aber drei der stimmberechtigten Mitglieder anwesend sind. <sup>2</sup>Beschlüsse können auch im schriftlichen Verfahren gefaßt werden, wenn kein Mitglied widerspricht.

(2) Ist eine Angelegenheit wegen Beschußunfähigkeit zurückgestellt worden und wird der Ausschuß zur Behandlung desselben Gegenstandes erneut geladen, so ist er ohne Rücksicht auf die Zahl der Erschienenen beschlußfähig, wenn darauf in dieser Ladung hingewiesen worden ist.

**§ 91 Beschußfassung.** <sup>1</sup>Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefaßt. <sup>2</sup>Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden, wenn er stimmberechtigt ist; sonst gilt Stimmengleichheit als Ablehnung.

**§ 92 Wahlen durch Ausschüsse.** (1) <sup>1</sup>Gewählt wird, wenn kein Mitglied des Ausschusses widerspricht, durch Zuruf oder Zeichen, sonst durch Stimmzettel. <sup>2</sup>Auf Verlangen eines Mitgliedes ist geheim zu wählen.

lorsque les conditions prévues à l'alinéa 3 sont remplies, que si l'intérêt général l'exige de façon impérative. <sup>2</sup>Si l'autorisation est refusée, il y a lieu d'accorder au collaborateur à titre non professionnel la protection que permettent les intérêts publics.

(5) L'autorisation prévue aux alinéas 2 à 4 est donnée par l'autorité de contrôle fonctionnel sur le service qui a fait appel au collaborateur à titre non professionnel.

**§ 85 Indemnisation.** Le collaborateur à titre non professionnel a droit au remboursement de ses débours nécessaires et de son manque à gagner.

**§ 86 Révocation.** <sup>1</sup>Les personnes qui ont été appelées à une collaboration à titre non professionnel peuvent être révoquées par le service qui les a nommées en cas de motif sérieux. <sup>2</sup>Il y a notamment motif sérieux lorsque

1. le collaborateur à titre non professionnel a violé gravement les obligations qui lui incombent ou s'en est montré indigne,
2. il ne peut plus exercer correctement son activité.

**§ 87 Contraventions administratives** (*Ordnungswidrigkeiten*). (1) Commet une contravention administrative quiconque

1. n'assume pas une collaboration à titre non professionnel, bien qu'il y soit tenu,
2. néglige sans motif sérieux d'assumer une collaboration à titre non professionnel à laquelle il était engagé.

(2) La contravention administrative peut être sanctionnée d'une amende.

## Section 2. Commissions

**§ 88 Domaine d'application des dispositions relatives aux commissions.** Les §§ 89 à 93 sont applicables aux commissions, conseils consultatifs et autres institutions collégiales (commissions) lorsqu'ils sont appelés à intervenir au cours d'une procédure administrative, sauf si des règles de droit en disposent autrement.

**§ 89 Police des séances.** Le président ouvre, dirige et clôt les séances ; il est responsable du bon ordre.

**§ 90 Quorum.** (1) <sup>1</sup>Les commissions peuvent valablement délibérer si tous les membres ont été convoqués et si plus de la moitié des membres, dont au moins trois de ceux qui ont voix délibérative, sont présents. <sup>2</sup>Les décisions peuvent également être prises sur procédure écrite, à condition qu'aucun membre ne s'y oppose.

(2) Si une affaire a été ajournée pour défaut de quorum et si la commission est convoquée une nouvelle fois pour traiter du même objet, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents lorsqu'il en a été fait mention dans la convocation.

**§ 91 Délibération.** <sup>1</sup>Les décisions sont adoptées à la majorité des voix. <sup>2</sup>En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante s'il siège avec voix délibérative ; sinon, le partage des voix vaut rejet.

**§ 92 Elections par des commissions.** (1) <sup>1</sup>Sauf opposition d'un membre de la commission, le scrutin a lieu par appel nominal ou à main levée ou, en cas d'opposition, au moyen de bulletins de vote. <sup>2</sup>Sur demande d'un membre, le scrutin doit être secret.

(2) <sup>1</sup>Gewählt ist, wer von den abgegebenen Stimmen die meisten erhalten hat. <sup>2</sup>Bei Stimmengleichheit entscheidet das vom Leiter der Wahl zu ziehende Los.

(3) <sup>1</sup>Sind mehrere gleichartige Wahlstellen zu besetzen, so ist nach dem Höchstzahlverfahren d'Hondt zu wählen, außer wenn einstimmig etwas anderes beschlossen worden ist. <sup>2</sup>Über die Zuteilung der letzten Wahlstelle entscheidet bei gleicher Höchstzahl das vom Leiter der Wahl zu ziehende Los.

**§ 93 Niederschrift.** <sup>1</sup>Über die Sitzung ist eine Niederschrift zu fertigen. <sup>2</sup>Die Niederschrift muß Angaben enthalten über

1. den Ort und den Tag der Sitzung,
2. die Namen des Vorsitzenden und der anwesenden Ausschußmitglieder,
3. den behandelten Gegenstand und die gestellten Anträge,
4. die gefaßten Beschlüsse,
5. das Ergebnis von Wahlen.

<sup>3</sup>Die Niederschrift ist von dem Vorsitzenden und, soweit ein Schriftführer hinzugezogen worden ist, auch von diesem zu unterzeichnen.

## Teil VII. Schlußvorschriften

**§ 94 Übertragung gemeindlicher Aufgaben.** <sup>1</sup>Die Landesregierungen können durch Rechtsverordnung die nach den §§ 73 und 74 dieses Gesetzes den Gemeinden obliegenden Aufgaben auf eine andere kommunale Gebietskörperschaft oder eine Verwaltungsgemeinschaft übertragen. <sup>2</sup>Rechtsvorschriften der Länder, die entsprechende Regelungen bereits enthalten, bleiben unberührt.

**§ 95 Sonderregelung für Verteidigungsangelegenheiten.** (1) <sup>1</sup>Nach Feststellung des Verteidigungsfalles oder des Spannungsfalles kann in Verteidigungsangelegenheiten von der Anhörung Beteiligter (§ 28 Abs. 1), von der schriftlichen Bestätigung (§ 37 Abs. 2 Satz 2) und von der schriftlichen Begründung eines Verwaltungsaktes (§ 39 Abs. 1) abgesehen werden; in diesen Fällen gilt ein Verwaltungsakt abweichend von § 41 Abs. 4 Satz 3 mit dem auf die Bekanntmachung folgenden Tag als bekanntgegeben. <sup>2</sup>Dasselbe gilt für die sonstigen gemäß Artikel 80a des Grundgesetzes anzuwendenden Rechtsvorschriften.

(2) (Nach der Einheit Deutschlands gegenstandslos)

**§ 96 Überleitung von Verfahren.** (1) Bereits begonnene Verfahren sind nach den Vorschriften dieses Gesetzes zu Ende zu führen.

(2) Die Zulässigkeit eines Rechtsbehelfs gegen die vor Inkrafttreten dieses Gesetzes ergangenen Entscheidungen richtet sich nach den bisher geltenden Vorschriften.

(3) Fristen, deren Lauf vor Inkrafttreten dieses Gesetzes begonnen hat, werden nach den bisher geltenden Rechtsvorschriften berechnet.

(4) Für die Erstattung von Kosten im Vorverfahren gelten die Vorschriften dieses Gesetzes, wenn das Vorverfahren vor Inkrafttreten dieses Gesetzes noch nicht abgeschlossen worden ist.

**§ 97 Änderung der Verwaltungsgerichtsordnung.** Die Verwaltungsgerichtsordnung wird wie folgt geändert:

1. § 40 Abs. 2 erhält folgende Fassung: (...)
2. Nach § 44 wird folgender § 44a eingefügt: (...)
3. § 137 Abvs. 1 erhält folgende Fassung: (...)
4. § 180 erhält folgende Fassung: (...)

(2) <sup>1</sup>Est élu celui qui a obtenu le plus grand nombre des suffrages exprimés. <sup>2</sup>En cas de partage des voix, la décision est obtenue par un tirage au sort effectué par le responsable du scrutin.

(3) Lorsque plusieurs postes électifs équivalents sont à pourvoir, l'élection se déroule au scrutin proportionnel selon le système d'Hondt, sauf s'il en a été décidé autrement à l'unanimité. <sup>2</sup>En cas d'égalité de quotients pour l'attribution du dernier poste électif à pourvoir, celui-ci est attribué par un tirage au sort effectué par le responsable du scrutin.

**§ 93 Procès-verbal.** <sup>1</sup>La séance doit donner lieu à l'établissement d'un procès-verbal. <sup>2</sup>Ce procès-verbal doit comporter des indications concernant

1. le lieu et la date de la séance,
2. les noms du président et des membres de la commission présents,
3. l'objet du débat et les requêtes formulées,
4. les décisions adoptées,
5. les résultats des votes.

<sup>3</sup>Le procès-verbal doit être signé par le président et, s'il a été fait appel à un secrétaire de séance, par ce dernier également.

#### Quatrième partie. Dispositions finales

**§ 94 Transfert d'attributions communales.** <sup>1</sup>Les gouvernements des *Länder* peuvent transférer par règlement les attributions revenant aux communes en vertu des §§ 73 et 74 de la présente loi, à une autre collectivité locale ou à une communauté administrative. <sup>2</sup>Les règles de droit des *Länder* renfermant déjà de telles réglementations ne sont pas affectées.

**§ 95 Réglementation particulière pour les affaires concernant la défense.** (1) <sup>1</sup>Après constatation de l'état de défense ou de l'état de tension, il peut être renoncé, dans les affaires concernant la défense, à l'audition de parties (§ 28, al. 1<sup>e</sup>), à la confirmation par écrit (§ 37, al. 2, 2<sup>e</sup> phrase) et à la motivation par écrit d'un acte administratif (§ 39, al. 1<sup>e</sup>) ; dans ces cas, un acte administratif est, par dérogation au § 41, al. 4, 3<sup>e</sup> phrase, réputé notifié le lendemain de la publication de l'avis. <sup>2</sup>Il en va de même pour les autres règles de droit devant être appliquées en vertu de l'article 80a de la Loi fondamentale.

(2) (sans objet depuis la réunification de l'Allemagne)

**§ 96 Procédures en cours.** (1) Les procédures déjà engagées doivent être menées à terme selon les dispositions de la présente loi.

(2) La recevabilité d'une voie de recours intentée contre des décisions rendues avant l'entrée en vigueur de la présente loi est appréciée selon les dispositions jusque-là en vigueur.

(3) Les délais qui ont commencé à courir avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont computés selon les règles de droit jusque-là en vigueur.

(4) Les dispositions de la présente loi sont applicables au remboursement des frais exposés dans la procédure préalable, lorsque la procédure préalable n'est pas arrivée à terme avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

**§ 97 Modification de la loi sur la juridiction administrative.** La loi sur la juridiction administrative est modifiée comme suit :

1. le § 40, al. 2 est rédigé comme suit : (...)
2. le § 44a suivant est introduit après le § 44 : (...)
3. le § 137, al. 1<sup>e</sup> est rédigé comme suit : (...)
4. le § 180 est rédigé comme suit : (...)

**§ 98 Änderung des Bundesfernstraßengesetzes.** Das Bundesfernstraßengesetz in der Bekanntmachung vom 1. Oktober 1974 (BGBI. I S. 2413), geändert durch Artikel 26 des Zuständigkeitslockerungsgesetzes vom 10. März 1975 (BGBI. I S. 685), wird wie folgt geändert:

1. § 18 wird wie folgt geändert: (...)
2. In § 18a Abs. 5 Satz 1 (...)

**§ 99 Änderung des Bundes-Immissionsschutzgesetzes.** In § 10 Abs. 4 Nr. 4 und Abs. 8 Satz 1 des Bundes-Immissionsschutzgesetzes vom 15. März 1974 (BGBI. I S. 721, 1193) (...)

**§ 100 Landesgesetzliche Regelungen.** Die Länder können durch Gesetz

1. eine dem § 16 entsprechende Regelung treffen;
2. bestimmen, daß für Planfeststellungen, die auf Grund landesrechtlicher Vorschriften durchgeführt werden, die Rechtswirkungen des § 75 Abs. 1 Satz 1 auch gegenüber nach Bundesrecht notwendigen Entscheidungen gelten.

**§ 101 Stadtstaatenklausel.** <sup>1</sup>Die Senate der Länder Berlin, Bremen und Hamburg werden ermächtigt, die örtliche Zuständigkeit abweichend von § 3 dem besonderen Verwaltungsaufbau ihrer Länder entsprechend zu regeln. <sup>2</sup>In diesen Ländern ist die Genehmigung nach § 61 Abs. 1 Satz 3 nicht erforderlich.

**§ 102 Berlin-Klausel.** (Nach dem Wegfall der Sonderstellung von Berlin gegenstandslos)

**§ 103 Inkrafttreten.** (1) Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 1977 in Kraft, soweit Absatz 2 nichts anderes bestimmt.

(2) Die in § 33 Abs. 1 Satz 2 und in § 34 Abs. 1 Satz 1, Abs. 4 enthaltenen Ermächtigungen, § 34 Abs. 5 sowie die §§ 100 und 101 treten am Tage nach der Verkündung in Kraft.

**§ 98 Modification de la loi sur les routes fédérales à grande circulation.** La loi sur les routes fédérales à grande circulation dans la version publiée le 1<sup>er</sup> octobre 1974 (BGBI. I p. 2413), modifiée par l'art. 26 de la loi du 10 mars 1975 sur l'assouplissement des compétences (BGBI. I p. 685) est modifiée comme suit :

1. le § 18 est modifié comme suit : (...)
2. au § 18a, al. 5, 1<sup>ère</sup> phrase (...)

**§ 99 Modification de la loi fédérale sur la protection contre les pollutions et les nuisances.** Au § 10, al. 4, n° 4 et al. 8, 1<sup>ère</sup> phrase de la loi du 15 mars 1974 (BGBI. I p. 721, 1193) (...)

**§ 100 Dispositions législatives des *Länder*.** Les *Länder* peuvent, par une loi,  
1. prévoir une réglementation analogue à celle du § 16 ;  
2. disposer que pour les approbations de plans mises en oeuvre sur le fondement de règles de droit de *Land*, les effets juridiques prévus par le § 75, al. 1<sup>er</sup>, 1<sup>ère</sup> phrase s'imposent aussi à l'encontre des décisions nécessaires en vertu du droit fédéral.

**§ 101 Villes-Etats.** <sup>1</sup>Les Sénats des *Länder* de Berlin, Brême et Hambourg sont habilités à régler la compétence territoriale autrement qu'au § 3, afin de tenir compte de la structure administrative particulière de leur *Land*. <sup>2</sup>Dans ces *Länder*, l'approbation prévue par le § 61, al. 1<sup>er</sup>, 3<sup>ème</sup> phrase n'est pas nécessaire.

**§ 102 Clause de Berlin** (sans objet depuis la disparition du statut particulier de Berlin)

**§ 103 Entrée en vigueur.** (1) La présente loi entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1977, dans la mesure où l'alinéa 2 n'en dispose pas autrement.

(2) Les habilitations prévues au § 33 alinéa 1, 2<sup>ème</sup> phrase et au § 34 alinéa 1, 1<sup>ère</sup> phrase, alinéa 4, et le § 34, al. 5 ainsi que les §§ 100 et 101 entrent en vigueur le lendemain de la promulgation.



**PUBLICATIONS DU CENTRE CENTRE JURIDIQUE FRANCO-ALLEMAND**

**Série études et documents du c.j.f.a. :**

N° 1	Christian AUTEXIER (sous la direction de)	1987	Le glossaire de la Loi fondamentale
N° 2	Christian AUTEXIER	1987	La loi relative à la Cour constitutionnelle fédérale
N° 3	AUTEXIER / FLAUSS / FROMONT / GREWE / JOUANJAN / KOENIG	1987	Grundgesetz / Loi fondamentale (3 <sup>e</sup> édition 1996 synoptique bilingue)
N° 4	Christian AUTEXIER	1988	Constitution du 4 octobre 1958 / die Verfassung der französischen Republik (3 <sup>e</sup> édition 1996 synoptique bilingue)
N° 5	Christian AUTEXIER	1991	Einigungsvertrag / traité d'Union (édition synoptique bilingue)
N° 6	Christian AUTEXIER	1993	Gemeinsame lothringisch-saarländische administrative Einrichtungen und Verfahrensweisen. Rechtsgutachten, 15. April 1993
N° 7	Christian AUTEXIER/ Anne CATHALY	1995	Verwaltungsgerichtsordnung - VwGO - / loi sur la juridiction administrative (édition synoptique bilingue)
N° 8	Varii auctores	1995	Etudes comparatives
N° 9	Christian AUTEXIER (sous la direction de) avec le concours du Landtag de Sarre	1995	Verfassung des Saarlandes /Constitution du Land de Sarre (édition synoptique bilingue)
N°10	Christian AUTEXIER/ Anne CATHALY-STELKENS	1996	Verwaltungsverfahrensgesetz - VwVfG - / Loi sur la procédure administrative (édition synoptique bilingue)

**CENTRE JURIDIQUE FRANCO-ALLEMAND**

Université de la Sarre, Postfach 15 11 50, D 66041 Saarbrücken

Tél. : (49 681) 302 21 21 ou 21 85

Télécopieur : (49 681) 302-4668

E-Mail: bijus@rz.uni-sb.de

**Codirecteurs :** Christian AUTEXIER  
Claude WITZ  
Professeurs des Universités

**Chargée d'enseignement :** Françoise FURKEL  
Docteur en Droit

**Chargée d'administration :** Marie-Thérèse MOTTEAU  
et secrétariat : Licenciée de lettres modernes  
Licenciée d'allemand

Le Centre juridique franco-allemand intégré dans le Département juridique de l'Université de la Sarre, constitue une institution universitaire de coopération unique en Europe. Son existence et sa mission sont le fruit d'un héritage de l'histoire et reflètent l'évolution des relations franco-allemandes.

Dans le domaine de la recherche, le Centre a naturellement vocation à servir de trait d'union entre les cultures juridiques françaises et allemandes.

Ses enseignements s'adressent à des étudiants de toutes nationalités qui veulent suivre au sein d'une université allemande, soit à titre principal, soit parallèlement à des études de droit allemand, des études de droit français sanctionnées par le DEUG, mention Droit. Les enseignements de droit français sont assurés par des enseignants des universités françaises et ceux de droit allemand par des enseignants des universités allemandes.

- Renseignements : . à l'Office Allemand d'Echanges Universitaires  
(DAAD)
- . aux bureaux locaux de l'ONISEP
- . au Centre juridique franco-allemand  
Universität des Saarlandes  
Postfach 15 11 50  
D 66041 Saarbrücken